



Le journal des Marchés Publics Public Contracts Journal

Bulletin d'Annonces des Marchés Publics / Public Contracts Bulletin - Directeur de Publication Joseph NGO

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

ARMP
Agence de Régulation
des Marchés Publics

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

SECRETARIAT GENERAL

**AGENCE DE REGULATION DES MARCHÉS PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY**

**CERTIFICAT DE NON-EXCLUSION DES MARCHÉS PUBLICS
CERTIFICATE OF NON-EXCLUSION FROM PUBLIC CONTRACTS** **010703**

I- Informations sur l'Appel d'Offres (AO) / Information on Tender
N° de l'AO / Tender No. : B18/DC/CIPM/ARMP du 09/07/2016
MO ou MOD / CA or DCA : ARMP
Objet / Subject : RELOOKAGE DE LA PLATEFORME DU SITE WEB

II- Quittance / Receipt
N° / No. : 16092369
Date et lieu : 09/06/2016
Date and place

Je soussigné, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, certifie que la base des informations disponibles à l'ARMP ce jour :
I, the undersigned Genral Manager of the Public Contracts Agency based on the informations available at the PCRA on this day, hereby certify that:

L'Entreprise GRAPHIQUE DESIGN S.A
The Company

Adresse, Téléphone et Fax NORD BP:845
Adress, Phone and Fax

N° Contribuable P587912365478T N° Registre de Commerce RCSGG4125
Taxation Reference No. Commercial Registration No.

Ne figure pas sur la liste des entreprises exclus des marchés publics / Does not figure on list of Companies excluded from the public Contracts

Fait à Maroua, le 09/06/2016
Done at

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
THE GENERAL MANAGER**

010703014654801135611

B.P. : 6604 Yaoundé Adresse de vérification: www.pridesoft.arpmp.cm/cne SMS: 695539718 Site web: www.arpmp.cm

Le CNE
ELECTRONIQUE
est désormais disponible !
(e-CNE)

Accès Facile
Sécurisé

DANS CE NUMERO :

- Formulaire de demande de CNE
- Formulaire d'abonnement au Journal

DEFENSE	01	EDUCATION	03	SANTE PUBLIQUE	01
SOCIAL	12	GOVERNANCE PUBLIQUE	10	BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	01
RURAL	04	ECONOMIE	07	INFRASTRUCTURE	06

à Timbrer

PUBLICITÉ

Service e-JDM

JDM Electronique



Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE

CNE Electronique



Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Prestataire

Raison Sociale(*) :

N° Carte Contribuable(*) :

N ° Registre de Commerce(*) :

Statut Juridique(*) : ETS SARL SA

Type Entreprise(*) : TPE PE PME PMI GE

Capital (chiffres en FCFA):

Localisation

Pays : Ville :

Adresse(**) : B.P. :

Tél.(*) : Fax :

E-mail(*) :

Site web :

Information sur la Commande Publique

Type Procédure(*) : AOIO AOIR AONO AONR BC DC DP AMI/ASMI GG

Exercice(*) :

Référence(*) :

Maître d'Ouvrage(*) : Autorité Contractante :

Objet(*) :

.....

Montant(en chiffres)(*) :

Date Signature(*) :

Information sur le Paiement

Etablissement Bancaire(*) : Express Union CC EC-SA BICEC
(N° Compte ARMP) (N° 91190008943026) (N° 100-017265-314-30) (N° 97568660005/16)

Banque Atlantique SCB-CAMEROUN Paierie Générale
(N° 9510173000510) (N° 9000019311691)

N° Reçu Versement/Virement(*) :

Date de Versement(*) :

Documents Joint à la Demande

Original Reçu Versement/Virement(*) : Oui Non Copie Carte Contribuable : Oui Non

Copie de la Commande Publique (BCA, AAO)(*) : Oui Non Copie Registre de Commerce : Oui Non

(*) Champs à remplir obligatoirement.
(**) quartier, rue, etc....



SOMMAIRE

RESUME DES CONSULTATIONS

1	Reference	040/AOIO/MINMAP/CSPM-PLANUT/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N° 040/AOIO/MINMAP/CSPM-PLANUT/2017 DU 12 JUIN 2017 RELATIF A LA FOURNITURE DES ENGINES LOURDS A LA CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION (CDC) FINANCEMENT: PLAN D'URGENCE TRIENNAL IMPUTATION : 51 30 392 01 960000 2274 EXERCICE : 2017 MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	25-07-2017

2	Reference	28/17/AONO/SDCC/CIPM Lire
	Titre/objet	APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°28/17/AONO/SDCC/CIPM POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE CHAMBRE A POUSSIERE A L'USINE D'EGRENAGE DE MAYO GALKE
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	13-07-2017

3	Reference	005/ACNO/C/LDO/CIPM/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE CONSULTATION NATIONALE OUVERTE N°005/ACNO/C/LDO/CIPM/2017 DU 22 JUIN 2017 POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DU CENTRE DE SANTE INTEGRE (CSI) DE DJANGA DANS LA COMMUNE DE LAGDO, DEPARTEMENT DE LABENOUE, REGION DU NORD
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	13-07-2017

4	Reference	N°000078/AOIO/ART/CIPM/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N°000078/AOIO/ART/CIPM/2017 DU 21 JUIN 2017 POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE DES MATERIELS ET LOGICIELS RELATIFS A LA NUMERISATION DE LA GESTION DU COURRIER DE L'AGENCE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS (ART) FINANCEMENT : BUDGET DE L'ART, EXERCICE 2017
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	21-08-2017

5	Reference	028/AAONO/PR/MINMAP/SG/DRMAP-LT/ SMAS/ CRPM-LT/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°028/AAONO/PR/MINMAP/SG/DRMAP-LT/ SMAS/ CRPM-LT/2017 DU 05/07/2017 POUR LA MAITRISE D'ŒUVRE TECHNIQUE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE QUATRE (04) BLOCS DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE CARRELE, 01 BLOC ADMINISTRATIF, 02 BLOCS LATRINES A SIX COMPARTIMENTS AU CETIC DE YINGUI FINANCEMENT : BUDGET FEICOM / COMMUNE YINGUI- EXERCICE 2017 ADMINISTRATION BENEFICIAIRE: COMMUNE DE YINGUI
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	28-07-2017



RESUME DES CONSULTATIONS

6	Reference	18/ONIT/MINMAP/RDNW/DDMOMO/DTB//2017of 07/07/2017 Lire
	Titre/objet	MOMO DIVISIONAL TENDERS BOARD"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER, EMERGENCY PROCEDURE N°18/ONIT/MINMAP/RDNW /DDMOMO/DTB//2017 OF 07/07/2017 FOR THE REHABILITATION OF GNS BARAKA, MOMO DIVISION. FUNDING :PIB MINESEC 2017 AMOUNT OF THE PROJECT AMOUNT OF THE BID BOND COST OF TENDER FILE 5 871 000 FCFA FRANCS CFA 120 000 FCFA FRANCS CFA 10 000 FCFA FRANCS CFA
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	28-07-2017

7	Reference	50/AONO/CUD/CIPM/2017 DU 11/07/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 50/AONO/CUD/CIPM/2017 DU 11/07/2017 RELATIF A L'AMÉNAGEMENT DES REFUGES POUR LES BACS À ORDURES FINANCEMENT BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA - EXERCICE 2017
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	11-08-2017

8	Reference	N°10965_AONO/PU/CAA/CIPM/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°10965_AONO/PU/CAA/CIPM/2017 DU 10 JUILLET 2017 POUR LA FOURNITURE DES PRESTATIONS D'ASSURANCE AUTOMOBILE À LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT FINANCEMENT:BUDGET CAA 2017
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	04-08-2017

9	Reference	51/AONO/CUD/CIPM/2017 DU 11/07/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 51/AONO/CUD/CIPM/2017 DU 11/07/2017 POUR LES OPERATIONS DE LUTTE ANTI-VECTORIELLE DANS LA VILLE DE DOUALA FINANCEMENT : BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA - EXERCICE 2017
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	11-08-2017

10	Reference	52/AONO/CUD/CIPM/2017 DU 11/07/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 52/AONO/CUD/CIPM/2017 DU 11/07/2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DE SECURISATION DE LA DECHARGE DE NGOMBE FINANCEMENT : BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA - EXERCICE 2017 ET SUIVANTS
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	16-08-2017

11	Reference	100/AOIO/MINMAP/CCPM-AG/2017 DU 06 JUILLET 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 100/AOIO/MINMAP/CCPM-AG/2017 DU 06 JUILLET 2017 EN PROCEDURE D'URGENCE RELATIF A L'ACQUISITION DE QUATRE (04) EXTRACTEURS AUTOMATIQUES POUR AUGMENTER LES CAPACITES DE REALISATION DE CHARGE VIRALE DANS QUATRE LABORATOIRES
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	04-08-2017

RESUME DES CONSULTATIONS

12	<p>Reference N° 006/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2017 Lire</p> <p>Titre/objet COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TRAVAUX PUBLICS NATIONAL ADVANCED SCHOOL OF PUBLIC WORKS INTERNAL TENDERS BOARD AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N° 006/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2017 DU 10 JUILLET 2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA RÉSIDENCE POUR ENSEIGNANTS EN VISITE PHASE IV : LOT 2 : EQUIPEMENT PHASE 1 (VOILAGE, MOBILIER, LITERIE, ETC.), À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TRAVAUX PUBLICS DE YAOUNDÉ. FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP EXERCICE 2017</p> <p>Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs</p> <p>Date de cloture 30-07-2017</p>
-----------	--

13	<p>Reference 101/AONO/MINMAP/CCPM-BEC/2017 du 06 Juillet 2017 Lire</p> <p>Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 101/AONO/MINMAP/CCPM-BEC/2017 DU 06 JUILLET 2017 POUR LES TRAVAUX D'EXTENSION DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE DOUALA. FINANCEMENT: BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP), EXERCICE 2017 ET SUIVANTS.</p> <p>Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs</p> <p>Date de cloture 11-08-2017</p>
-----------	---

14	<p>Reference 102/AONO/PR/MINMAP/CCPM-AG/2017 DU 06 Juillet 2017 Lire</p> <p>Titre/objet APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°102/AONO/PR/MINMAP/CCPM-AG/2017 DU 06 JUILLET 2017 RELATIF A L'ACQUISITION DES COMPTEURS DE CONSOMMATION D'EAU DES ABONNES A LA CAMWATER</p> <p>Nature de prestation Approvisionnements Généraux</p> <p>Date de cloture 11-08-2017</p>
-----------	---

15	<p>Reference 103/AONR/PR/MINMAP/CCPM-SPI/2017 DU 06 Juillet 2017 Lire</p> <p>Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°103/AONR/PR/MINMAP/CCPM-SPI/2017 DU 06 JUILLET 2017 POUR L'AUDIT DES MODELES FINANCIERS ACTUALISES DES ANNEES 2010, 2011, 2012, 2013 ET 2014 DE LA SOCIETE DPDC FINANCEMENT : BUDGET ARSEL, IMPUTATION : LIGNE 201 220 (110)</p> <p>Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles</p> <p>Date de cloture 17-08-2017</p>
-----------	--

16	<p>Reference 104/AONR/PR/MINMAP/CCPM-SPI/2017 DU 06 Juillet 2017 Lire</p> <p>Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°104/AONR/PR/MINMAP/CCPM-SPI/2017 DU 06 JUILLET 2017 POUR L'AUDIT DU COUT DE CONSTRUCTION DE LA CENTRALE A GAZ DE KRIBI ET DES CHARGES DES EXERCICES 2013, 2014 ET 2015 DE LA SOCIETE KPDC FINANCEMENT : BUDGET ARSEL, IMPUTATION : LIGNE 201 220 (110)</p> <p>Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles</p> <p>Date de cloture 14-08-2017</p>
-----------	--

17	<p>Reference 018/AOIR/PAD/CIPM/2017 du 05/07/2017 Lire</p> <p>Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N°018/AOIR/PAD/CIPM/2017 DU 05/07/2017 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE L'ÉVALUATION DU SCHÉMA DIRECTEUR INFORMATIQUE EXISTANT DU PORT AUTONOME DE DOUALA ET SON ACTUALISATION FINANCEMENT : BUDGET PAD 2017</p> <p>Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles</p> <p>Date de cloture 15-09-2017</p>
-----------	---



RESUME DES CONSULTATIONS

18	Reference 001/AONO/MINADER-MINEPIA/ASGIRAP/CSPM/2017 Lire Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001 /AONO/MINADER-MINEPIA/ASGIRAP/CSPM/2017 DU 19/06/2017 RELATIF A LA FOURNITURE D'UN (01) VEHICULE PICK-UP D/C 4X4 « TOUT TERRAIN » POUR LE COMPTE DE LA COMPOSANTE 3 DU PROGRAMME D'APPUI A LA SECURISATION ET A LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES AGRO PASTORALES AU NORD CAMEROUN (C2D/ASGIRAP)FINANCEMENT PROGRAMME C2D/ASGIRAP (CONVENTION D'AFFECTATIONN° CCM 1272 01 K), COMPOSANTE 3 EXERCICE 2017. Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture 18-07-2017
-----------	---

19	Reference 30/ONIT/RDMINMAP/NWRBTB/2017 OF 10/07/2017 Lire Titre/objet TENDER NOTICEOPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER30/ONIT/RDMINMAP/NWRBTB/2Q17 OF 10/07/2017 FOR THE CONTROL OF THE CONSTRUCTION WORKS OF BALI COURTHOUSE IN MEZAM DIVISION, IN THE NORTH WEST REGION OF CAMEROON (PHASE I) (BY EMERGENCY PROCEDURE)FINANCING RIB 2017 Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture 31-07-2017
-----------	--

20	Reference 31/ONIT/RDMINMAP/NWRBTB/2017 OF 10/07/17 Lire Titre/objet CALL FOR TENDERS (BY EMERGENCY PROCEDURE) N° 31/ONIT/RDMINMAPNWRBTB/2017 OFFOR THE CONSTRUCTION OF BALI COURTHOUSE IN THE DEPARTMENT OF MEZAM NORTHWEST REGION OF CAMEROON (PHASE I) Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture 31-07-2017
-----------	---

21	Reference 001/AAONR/LC /LDO/CIPM/2017 Lire Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL RESTREINT N°001/AAONR/LC /LDO/CIPM/2017 DU 22 JUIN 2017 LANCE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EN CHARGE D'INITIATION DES POPULATIONS RIVERAINES DU PLAN D'EAU DE LAGDO A LA COLLECTE ET A LA VALORISATION DE LA JACINTHE D'EAU ET DES AUTRES PLANTES AQUATIQUES ENVAHISSANTES DANS LA COMMUNE DE LAGDO Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture 13-07-2017
-----------	---

22	Reference CREDIT IDA N°V OO600 Lire Titre/objet SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UNE FIRME NATIONALE EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE GESTION PAR LA PERFORMANCE (CONTRAT DE PERFORMANCE) DES ACTEURS DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DE LA PREPARATION/EXECUTION/SUIVI DU BUDGET D'INVESTISSEMENT. Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture 31-07-2017
-----------	---

23	Reference CREDIT IDA N°V OO600 Lire Titre/objet SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA REVUE DU PROCESSUS DE SIGNATURE DES DECRETS D'INDEMNISATION ET DE PAIEMENT DES INDEMNITES AUX POPULATIONS AFFECTEES PAR LA REALISATION DES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES : ELABORATION D'UN GUIDE/FICHE TECHNIQUE Y AFFERENT Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture 31-07-2017
-----------	---

RESUME DES CONSULTATIONS

24

Reference [CREDIT IDA N°V_OO600](#) [Lire](#)

Titre/objet SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE D'ELABORER LE MANUEL D'EXECUTION ET DE PROCEDURES ADMINISTRATIVES, COMPTABLES ET FINANCIERS DU PROJET D'EFFICACITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE ET DU RENFORCEMENT DU SYSTEME STATISTIQUE

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 31-07-2017

25

Reference [CREDIT IDA N°V_OO600](#) [Lire](#)

Titre/objet SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA REALISATION D'UN CAHIER DES CHARGES EN VUE DU DEVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION DE SUIVI DES PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 31-07-2017

26

Reference [CREDIT IDA N°V_OO600](#) [Lire](#)

Titre/objet SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL NATIONAL CHARGE D'ELABORER LE MANUEL DE SUIVI-EVALUATION DU PROJET D'EFFICACITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE ET DU RENFORCEMENT DU SYSTEME STATISTIQUE

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 31-07-2017

27

Reference [CREDIT IDA N°V_OO600](#) [Lire](#)

Titre/objet SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL NATIONAL EN APPUI A L'EQUIPE CHARGEE D'ELABORER LE RAPPORT ANNUEL CONSOLIDE DE LA MISE EN OEUVRE DES PROJETS BENEFICIANT DE L'APPUI DE LA BANQUE MONDIALE AU CAMEROUN.

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 31-07-2017

28

Reference [CREDIT IDA N°V_OO600](#) [Lire](#)

Titre/objet SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE GESTION PAR LA PERFORMANCE (CONTRAT DE PERFORMANCE) DES ACTEURS DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DE LA PREPARATION/EXECUTION/SUIVI DU BUDGET D'INVESTISSEMENT

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 31-07-2017

29

Reference [1178 /C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1178 /C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

30

Reference [1190/C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1190/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

31

Reference [1194/C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1194/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

32

Reference [1188/C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1188/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

33

Reference [1184/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1184/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

34

Reference [1176/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1176/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

35

Reference [1180/C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1180/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

36

Reference [1182/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1182/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

37

Reference [1192/C/ASCNPD/DG/CIPM](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1192/ C/ASCNPD/DG/CIPM DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

38

Reference [1186/C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1186/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

39

Reference [000012/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 000012/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0012/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE APPLIQUE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SIGAT) DE LA REGION DU SUD-OUEST, EN PROCEDURE D'URGENCE

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

40

Reference [000019/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 000019/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0019/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 24 AVRIL 2017, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA FINALISATION DE L'APPLICATION DE GESTION PREVISIONNELLE DES EFFECTIFS ET DES COMPETENCES DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

41

Reference [000022/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 000022/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 0022/AONR/MINEPAT/CMPM/2017, EN VUE DE LA SELECTION D'UN CABINET/CONSULTANT POUR LA RECONSTITUTION DES ARCHIVES ET PUBLICATION DE LA DIRECTION GENERALE DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION REGIONALE DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE

Nature de prestation Autres Infrastructures

Date de cloture N/A

42

Reference [000013/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 000013/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 0013/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA SELECTION D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU GUIDE DE VERIFICATION INTERNE DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE.

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A



RESUME DES CONSULTATIONS

43

Reference [000015/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 000015/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0015/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE POUR L'ACTUALISATION DES ETUDES TECHNIQUES D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE SOULEDE ROUA, EN PROCEDURE D'URGENCE.

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

44

Reference [ADDITIF N° 01/CAD6/CIPM/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet ADDITIF AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/AONO/CADVI/CIPM/ST/EPB/2017 ET N° 002/AONO/CADVI/CIPM/ST/ER/2017 RESPECTIVEMENT LES 23 ET 28 JUIN 2017

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture N/A

45

Reference [0000017/C/MINJEC/SG/DAG/SDBMM/SM](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 0000017/C/MINJEC/SG/DAG/SDBMM/SM DU 05 JUILLET 2017 PORTANT ATTRIBUTION DEFINITIVE DE LA LETTRE-COMMANDE RELATIVE A LA DEMANDE DE COTATION N°04/DC/MINJEC/CPM/17 DU 06 JUIN 2017 POUR LA FOURNITURE DU MOBILIER DU BUREAU POUR LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE, EN PROCEDURE D'URGENCE FINANCEMENT : BIP MINJEC 2017

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

46

Reference [1178 /C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1178 /C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

47

Reference [1190/C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1190/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

48

Reference [1194/C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1194/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

49

Reference [1188/C/ASCNPD/DG/CIPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 1188/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

50	Reference	1184/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 1184/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A
51	Reference	1176/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 1176/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A
52	Reference	1180/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 1180/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A
53	Reference	1182/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 1182/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A
54	Reference	1192/ C/ASCNPD/DG/CIPM Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 1192/ C/ASCNPD/DG/CIPM DU 06 JUILLET 2017
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A
55	Reference	1186/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 1186/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A
56	Reference	000012/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 000012/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0012/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE APPLIQUE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SIGAT) DE LA REGION DU SUD-OUEST, EN PROCEDURE D'URGENCE
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

57	Reference 000019/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP Lire Titre/objet COMMUNIQUE N° 000019/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0019/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 24 AVRIL 2017, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA FINALISATION DE L'APPLICATION DE GESTION PREVISIONNELLE DES EFFECTIFS ET DES COMPETENCES DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture N/A
-----------	--

58	Reference 000022/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP Lire Titre/objet COMMUNIQUE N° 000022/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 0022/AONR/MINEPAT/CMPM/2017, EN VUE DE LA SELECTION D'UN CABINET/CONSULTANT POUR LA RECONSTITUTION DES ARCHIVES ET PUBLICATION DE LA DIRECTION GENERALE DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION REGIONALE DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture N/A
-----------	---

59	Reference 000013/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP Lire Titre/objet COMMUNIQUE N° 000013/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 0013/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA SELECTION D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU GUIDE DE VERIFICATION INTERNE DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE. Nature de prestation Autres Infrastructures Date de cloture N/A
-----------	--

60	Reference 000015/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP Lire Titre/objet COMMUNIQUE N° 000015/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0015/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE POUR L'ACTUALISATION DES ETUDES TECHNIQUES D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE SOULEDE ROUA, EN PROCEDURE D'URGENCE. Nature de prestation Autres Infrastructures Date de cloture N/A
-----------	---

61	Reference 0822/D/MINEPAT/CAB Lire Titre/objet DECISION N° 0822/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0012/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE APPLIQUE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SIGAT) DE LA REGION DU SUD-OUEST, EN PROCEDURE D'URGENCE. Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture N/A
-----------	--



RESUME DES CONSULTATIONS

62	Reference	0823/D/MINEPAT/CAB Lire
	Titre/objet	DECISION N° 0823/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0019/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 24 AVRIL 2017, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA FINALISATION DE L'APPLICATION DE GESTION PREVISIONNELLE DES EFFECTIFS ET DES COMPETENCES DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

63	Reference	0824/D/MINEPAT/CAB Lire
	Titre/objet	DECISION N° 0824/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0022/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 24 AVRIL 2017, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA FINALISATION DE L'APPLICATION DE GESTION PREVISIONNELLE DES EFFECTIFS ET DES COMPETENCES DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	N/A

64	Reference	0821/D/MINEPAT/CAB Lire
	Titre/objet	DECISION N° 0821/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 0011/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE APPLIQUE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SIGAT) DE LA REGION DE L'ADAMAOUA, EN PROCEDURE D'URGENCE.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

65	Reference	02/D/TC/TCITB/2017 OF 09/06/2017 Lire
	Titre/objet	DECISION N° 02/D/TC/TCITB/2017 OF 09/06/2017 BEARING THE AWARD OF JOBBING ORDER RELATING TO THE CONSTRUCTION WORKS OF THE MATERNITY BLOC OF CMA BAMBILI IN TUBAH SUB-DIVISION, MEZAM DIVISION OF THE NORTH WEST REGION PROJECT OWNER: THE MAYOR OF TUBAH COUNCILFINANCING: MINSANTE FIB 201 7
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

66	Reference	0825/D/MINEPAT/CAB Lire
	Titre/objet	DECISION N° 0825/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0013/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA SELECTION D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU GUIDE DE VERIFICATION INTERNE DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

67	Reference	0826/D/MINEPAT/CAB Lire
	Titre/objet	DÉCISION N° 0826/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0015/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE POUR L'ACTUALISATION DES ETUDES TECHNIQUES D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE SOULEDE ROUA, EN PROCEDURE D'URGENCE
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

68	Reference	234/D/MINTP/DAG/SDMP/SAO/2017 Lire
	Titre/objet	DÉCISION ? 234/D/MINTP/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 28 JUIN 2017 PORTANT ATTRIBUTION PARTIELLE DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 34/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 13/04/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES RURALES DU RÉSEAU OUEST, RÉGION DE L'OUEST (PROGRAMME 2017)FINANCEMENT : BUDGET MINTP (LIGNE FONDS ROUTIER)
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	N/A

69	Reference	245/D/MINTP/DAG/SDMP/SAO/2017 Lire
	Titre/objet	DÉCISION ? 245/D/MINTP/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 03/07/2017 PORTANT ATTRIBUTION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 49/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 22 MAI 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN CONFORTATIF DES ROUTES BAFOUSSAM – FOUMBOT – FOUMBAN ; BAMOUGOUM (INTER N6) – LIMITE LITTORAL ; LIMITE OUEST – MELONG (INTER N5) ; ET TRAITEMENT DES FONDRIÈRES AUX PK07+00 ET PK10+00 DE LA P17FINANCEMENT : BUDGET MINTP, LIGNE FONDS ROUTIER
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

70	Reference	ADDITIF N° 09 Lire
	Titre/objet	ADDITIF N° 09 PORTANT MODIFICATION DES DATES DE REMISE DES OFFRES ET DE DÉPOUILLEMENT DE : AVIS DE CONSULTATION N°01/DC/ CMBNA/CIPM/2017 DU 30 MAI 2017 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA FOURNITURE EN ÉQUIPEMENT DU CENTRE DE PROMOTION DE LA FEMME DE MBANGASSINA, DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM, REGION DU CENTRE
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	N/A



MINISTRE DES MARCHES PUBLICS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°
040/AOIO/MINMAP/CSPM-PLANUT/2017 DU 12 JUIN 2017 RELATIF A LA FOURNITURE DES ENGIN
LOURDS A LA CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION (CDC) FINANCEMENT: PLAN D'URGENCE
TRIENNAL IMPUTATION : 51 30 392 01 960000 2274 EXERCICE : 2017 MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DE
L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , BUDGET DU PLAN D'URGENCE TRIENNAL DE L'EXERCICE 2017
IMPUTATION
51 30 392 01 960000 2274

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre du Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la croissance économique au Cameroun, le Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé des Marchés Publics (Autorité Contractante) lance, pour le compte du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, un Appel d'Offres International Ouvert en procédure d'urgence relatif à la fourniture des engins lourds à la Cameroon Development Corporation (CDC).

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, qui comprennent la fourniture, le manoeuvrage et le transport au lieu de livraison conformément aux spécifications techniques des engins sont les suivantes :

LOTS	Nature de l'article	Quantité
Lot N°1	Fourniture Pelle Chargeuse pneumatique	2
Lot N°2	Fourniture Niveleuse	1
Lot N°3	Fourniture Camion Benne de 10T	5
Lot N°4	Fourniture Chariot Elévateur de 5T	1

Y compris:

- Formation des conducteurs/opérateurs des engins de la CDC sur l'utilisation des équipements;
- Formation des opérateurs du CDC sur la maintenance des équipements.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est fonction du lot ainsi que le présente le tableau ci-après :

LOT N°	COÛT PRÉVISIONNEL (TTC) FCFA
1	325 200 000
2	304 800 000

3	229 500 000
4	40 500 000
Total	900 000 000

4. Allotissement

Les fournitures, objet du présent Appel d'Offres, sont regroupées en quatre (04) lots repartis ainsi qu'il suit :

LOTS	Nature la l'article	Lieu de livraison
Lot N°1	Fourniture des Pelles Chargeuses pneumatiques	Division des fournitures de la CDC à Tiko
Lot N°2	Fourniture d'une Niveleuse	
Lot N°3	Fourniture des Camions Benne de 10T	
Lot N°4	Fourniture d'un chariot élévateur de 5T	

5. Financement

La prestation objet du présent appel d'offres est financée par le budget du Plan d'Urgence Triennal de l'exercice 2017 sur la ligne d'imputation budgétaire 51 30 392 01 960000 2274.

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au Secrétariat Technique du Comité chargé du Suivi de la mise en œuvre du PLANUT, sis dans le bâtiment abritant le Secrétariat Général des Services du Premier Ministre, porte 135, dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'appel d'offres peut être retiré au Secrétariat Technique du Comité chargé du Suivi de la mise en œuvre du PLANUT, sis dans le bâtiment abritant le Secrétariat Général des Services du Premier Ministre, porte 135, durant les heures ouvrables dès publication du présent avis contre versement d'une somme non remboursable de trois cent soixante francs (360 000 F) CFA payable au trésor public. Le reçu de paiement devra identifier le payeur comme étant le consultant ou le groupement souhaitant participer à l'Appel d'Offres.

8. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devront parvenir au Secrétariat Technique du Comité de Suivi de la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal, sis dans le bâtiment abritant le Secrétariat Général des Services du Premier Ministre, porte 135, au plus tard le 25 Juillet 2017 à 15 heures, heure locale avec la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT en procédure d'urgence N°040/AOIO/MINMAP/CSPM-PLANUT/2017
 DU 12 Juin 2017 RELATIF
 A LA fourniture DES ENGINs LOURDS A LA CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION (CDC). »
 « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

9. Delai de Livraison

Le lieu de livraison est à la Division des fournitures de la CDC à Tiko.

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures, objet du présent appel, d'offres est de cent quatre-vingt (180) jours.

10. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres et d'un montant de :

LOT	Caution (en lettre) (F CFA)	Montant en chiffre (F CFA)
N°1	Six millions cinq cent quatre mille	6 504 000
N°2	Six millions quatre-vingt-seize mille	6 096 000
N°3	Quatre millions cinq cent quatre-vingt-dix mille	4 590 000
N°4	Huit cent dix mille	810 000

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard trente (30) jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Toutefois, la caution provisoire de l'adjudicataire restera valable et ne sera libéré qu'après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés.

11. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en un temps.

L'ouverture des pièces Administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 25 juillet 2017 à 16 heures par la Commission Spéciale de Passation des Marchés du PLANUT, sise dans les Services du Premier Ministre en présence des soumissionnaires ou de leur représentant dûment mandatés. Il n'est autorisé qu'un représentant par soumissionnaire. Les soumissionnaires doivent se rappeler qu'ils restent engagés par leurs offres pour une période de trois mois à compter de la date limite de remise offres.

13. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Non-respect des spécifications techniques (matière active et formulation);
- Absence de l'agrément distributeur ou l'autorisation du fabricant ;
- Absence de contrat de concession (les soumissionnaires doivent soumettre un document de leur fournisseur indiquant que le fournisseur est le fabricant ou habilité à la distribution par le fabricant). Un tel document doit porter la marque de commerce et l'adresse complète du fabricant ou du distributeur.
- Avoir satisfait moins de 7 sur 9 des oui des critères essentiels.

Critères essentiels

L'évaluation de l'offre technique portera sur les critères énoncés dans le tableau ci-dessous. Elle se fera de manière positive (OUI) ou négative (NON) :

N°	Critères essentiels	POSITIVE (OUI)	NEGATIVE (NON)

1	Capacité financière : l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières équivalant au moins à 100% du montant prévisionnel du lot à soumissionner		
2	Expérience du soumissionnaire (avoir fait au moins un (01) Marché de cette nature pendant les 03 dernières années), avec les copies des marchés ou lettres-commande première et dernière pages, bordereau de livraison ou PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés)		
3	Délai de livraison		
4	Disponibilité des pièces de rechange		
5	Service après-vente		
6	Période de garantie d'un an		
7	Preuves d'acceptation des conditions du marché -Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé sur chaque page et signé sur la dernière; -Les Spécifications Techniques (ST) paraphés sur chaque page et signés sur la dernière.		
8	Présentation générale du dossier		
9	Spécifications techniques		

Pour qu'une offre soit retenue pour l'analyse financière, elle devra satisfaire à tous les critères éliminatoires et au moins 07 OUI sur 09 des critères essentiels.

Evaluation technique

Les offres qui ne respectent pas les spécifications techniques du matériel à fournir seront simplement éliminées. L'évaluation technique sera basée sur les spécifications techniques du catalogue du fabricant.

Evaluation financière

Seules les offres retenues après les analyses des critères éliminatoires et essentiels seront considérées pour l'analyse financière.

En cas des ambiguïtés dans le bordereau des prix unitaires, seul les prix en lettres seront considérés.

14. Attribution

Le Marché sera attribué au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter la prestation de façon satisfaisante, et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant, le cas échéant, les rabais proposés.

Un soumissionnaire peut être attributaire de tous les quatre (04) lots.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période maximale de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat Technique du Comité de Suivi de la mise en œuvre du PLANUT, sis dans le bâtiment du Secrétariat Général des Services du Premier Ministre, porte 135, ou à la Coordination de l'Unité de Suivi du PLANUT – MINADER, sise dans l'enceinte du MINADER (Sous-sol du Bâtiment abritant la DESA) Téléphone (237) 222 221 580.

YAOUNDE le 12 Juin 2017

Le *MINISTRE*

ABBA SADOU

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU COTON

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°28/17/AONO/SDCC/CIPM POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE CHAMBRE A POUSSIERE A L'USINE D'EGRENGAGE DE MAYO GALKE

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de la modernisation de l'usine d'égrenage de Mayo Galké, le Directeur Général de la SODECOTON lance un Appel d'Offres National ouvert pour les travaux de construction d'une chambre à poussière à Mayo Galké.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres comprennent la **construction d'un bâtiment de type R+2 avec une emprise au sol de 148,96 m².**

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **59 000 000 (cinquante-neuf millions) francs CFA toutes taxes comprises.**

4. Allotissement

Les travaux ci-dessus décrits sont répartis en un lot.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais. La participation des entreprises sous forme de groupement est admise à condition que le Chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre du groupement ressortent clairement.

6. Financement

Les travaux objet du présent Avis d'Appel d'Offres National Ouvert sont financés par le **budget SODECOTON 2017.**

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la **Direction Générale de la SODECOTON à Garoua B.P.302 Tél. 222-27-10-80, E-mail: sodecoton@sodecoton.cm, fax: 222-27-20-68; A la Délégation de la SODECOTON à Yaoundé B.P.304 Tél.222-20-19-72 ou à la Représentation de la SODECOTON à Douala B.P. 1699 Tél. 233-42-46-03** dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré à la **Direction Générale de la SODECOTON à Garoua B.P.302 Tél.222-27-10-80, E-mail: sodecoton@sodecoton.cm, fax :222-27- 20-68, à la Délégation de la SODECOTON à Yaoundé B.P.304 Tél.222-20-19-72 ou à la Représentation de la SODECOTON à Douala B.P.1699Tél. 233-42-46-03** dès publication du présent avis Sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) FCFA au compte Spécial (CAS ARMP N° 335988), situé dans les 12 agences de la BICEC réparties à travers le Cameroun.**

9. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en **six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies** marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés, au Secrétariat de la Direction Générale de la SODECOTON à Garoua au plus tard le **13 juillet 2017 à 10 heures**. Elle devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 28/17/AONO/SDCC/CIPM POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE CHAMBRE A POUSSIERE A L'USINE D'EGRENAGE DE LA SODECOTON A MAYO GALKE

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

10. Délai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de **six (06) mois**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission de **1 200 000 FCFA (un million deux cent mille francs CFA)**, établie par une institution financière de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste est joint au présent DAO, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres s'effectuera en un seul temps et aura lieu le **13 juillet 2017 à 11 heures**, par la Commission Interne de Passation des Marchés de la SODECOTON à la Direction Générale de la société à Garoua. Chaque soumissionnaire peut assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne ayant une parfaite connaissance des dossiers.

14. Critères d'évaluation

L'évaluation des critères se fera de manière purement positive (oui) ou négative (non). Toute réponse négative (non) lors de l'examen des critères éliminatoires entraîne la disqualification de l'offre. Quant aux critères essentiels, un minimum de 70 % de réponses positives au total sera requis pour être retenu.

Critères éliminatoires:

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative;
- Présence de documents falsifiés, scannés ou de faux documents dans le dossier de soumission;
- Absence ou non-conformité du contenu de l' «OFFRE TECHNIQUE» au regard des documents requis dans le RPAO ;
- Une déclaration sur l'honneur attestant de n'avoir pas de chantier abandonné au cours des trois dernières années et ne figurant pas sur la liste de entreprises défailtantes ;
- Non-conformité du contenu de l'«OFFRE FINANCIERE» au regard des documents requis dans le RPAO;
- Omission du sous-détail d'un prix quantifié du gros œuvre (travaux neufs);
- Absence de références dans la construction et/ou la réhabilitation des bâtiments industriels;
- Absence ou insuffisance du chiffre d'affaires minimal annuel;
- Absence ou insuffisance des moyens permanents ou mobilisables;
- Capacité financière insuffisante
- Obtention de 3 «non» à l'évaluation des critères essentiels.

1. **Critères essentiels:**

- Références générales de l'entreprise: oui/non
- Déclaration sur l'honneur de la visite des sites: oui/non
- Présence d'un rapport de visite des sites: oui/non
- Nombre et qualification du personnel de chantier (4 critères): oui/non
- Organisation, méthodologie, et planning d'exécution des prestations (2 critères): oui/non

15. Attribution

A l'issue de l'évaluation technique et financière, le marché sera attribué **au soumissionnaire le moins-disant et ayant satisfait aux critères de qualifications.**

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de **quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour le dépôt de ces dernières.**

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au **Secrétariat de la Direction Générale de la SODECOTON B.P.302 Tél. 222 27 10 80, Email : Sodecoton@sodecoton.cm; à la Délégation SODECOTON Yaoundé B.P.304, Tél/Fax.222201972 ou à la Représentation SODECOTON de Douala B.P. 1699, Tél. et Fax. 233 42 46 03.**

GAROUA le 16 Juin 2017

Le DIRECTEUR GENERAL PAR INTERIM

ABBA Henri

COMMUNE DE LAGDO

AVIS DE CONSULTATION NATIONALE OUVERTE N°005/ACNO/C/LDO/CIPM/2017 DU 22 JUIN 2017 POUR L'EQUIPEMENT ENMATERIEL MEDICAL DU CENTRE DE SANTE INTEGRE (CSI) DE DJANGA DANS LA COMMUNE DE LAGDO, DEPARTEMENT DE LABENOUE, REGION DU NORD

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A
IMPUTATION
51 40 531 07 641514 2811 611

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public pour l'exercice 2017, le Maire de la Commune de Lagdo lance un avis de consultation nationale ouverte pour une Demande de Cotation relatif à l'équipement en matériel médical du Centre de Santé Intégré de DJANGA dans la Commune de Lagdo, Département de la Bénoué, Région du Nord

2. Consistance des prestations

La prestation, objet de la présente consultation concerne l'équipement en matériel médical du Centre de Santé Intégré de DJANGA tel que défini dans le devis estimatif et quantitatif La prestation comprend : L'achat du matériel, La livraison du matériel dans le CSI concerné et l'installation du matériel.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de huit millions (8 000 000) FCF A Toutes Taxes Comprises.

4. Allotissement

La prestation, objet de la présente consultation est constituée en un (01) seul lot.

5. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte à égalité des conditions à toutes les entreprises prestataires des services de droit camerounais ayant des expériences avérées dans le domaine

6. Financement

La fourniture objet de la présente Demande de Cotation est financée par le BIP/Ministère de la Santé Publique, Exercice 2017, Autorisation de dépense : IS05549 Imputation : 51 40 531 07 641514 2811 611

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté et retiré aux heures ouvrables au Secrétariat Général de la Commune de Lagdo dès publication de la présente Demande de Cotation, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) francs CFA représentant les frais d'acquisition du dossier de consultation, payable à la recette municipale de la Commune de Lagdo

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être consulté et retiré aux heures ouvrables au Secrétariat Général de la Commune de Lagdo dès publication de la présente Demande de Cotation, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) francs CFA représentant les frais d'acquisition du dossier de consultation, payable à la recette municipale de la Commune de Lagdo

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un l'original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au Secrétariat Général de la Commune de Lagdo au plus tard le 13 juillet 2017 à 11 h 00 mn et devra porter la mention :

DEMANDE DE COTATION N°005/DC/CIPM/C/LDO/2017 DU 22 JUIN 2017 POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DU CENTRE DE SANTE INTEGRE (CSI) DE DJANGA DANS LA COMMUNE DE LAGDO, DEPARTEMENT DE LA RENOUE, REGION DU NORD

10. Délai de Livraison

Le délai maximal prévu par le Maître d'ouvrage pour la prestation est de deux (02) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la prestation.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission de cent soixante mille (160 000) Francs CFA établie par une Banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originelle de validité des Offres.

12. Recevabilité des Offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission de cent soixante mille (160 000) Francs CFA établie par une Banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originelle de validité des Offres. Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une Autorité Administrative territorialement compétente conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Demande de Cotation. Elles devront obligatoirement être datées de moins trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de la Demande de Cotation. Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier de Consultation sera déclarée irrecevable.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu à la salle des conférences du CEOCA de la Commune de Lagdo le 13 juillet 2017 à 12 H 00 mn. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- Absence de la caution de soumission ;
 - Absence d'une pièce constituant l'offre à l'ouverture des offres ;
 - Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
 - Non-conformité après 48 h d'une pièce du dossier ;
 - Non-conformité aux spécifications techniques majeures de la fourniture ;
- Offre financière incomplète (absence de bordereau des prix unitaires, devis quantitatif et estimatif) ;
Absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années

Seuls les Soumissionnaires ayant obtenu 70% de OUI seront qualifiés pour la suite de la procédure
Principaux critères essentiels

L'évaluation des Offres se fera par la méthode binaire (oui/non) suivant la grille d'évaluation jointe à la présente demande de cotation et qui prend en compte les critères essentiels cidessous

- Présentation générale de l'Offre ;
- Références de l'Entreprise ;
- La disponibilité du matériel /équipements essentiels et délai de livraison ;
- La surface financière ;
- la présence du personnel technique pour l'installation du matériel

15. Attribution

Il sera considéré les montants toutes taxes comprises à l'issue de l'évaluation de l'offre, le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les capacités techniques et administratives requises et dont l'offre est évaluée la moins disante après correction éventuelle et n'ayant pas de prix anormalement bas.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Secrétariat Général de la Commune de Lagdo ou en appelant les numéros suivants : 696 36 99 78/697 94 37 16/661 09 09 69/699 85 48 67

Additif à la demande de cotation Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'annuler ou de modifier la présente demande de consultation avant la date limite de dépôt des offres suite à une demande d'éclaircissements d'un soumissionnaire relevant un manquement.

GAROUA le 22 Juin 2017

Le MAIRE

MAHAMAT ABAKAI

AGENCE DE RÉGULATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N°000078/AOIO/ART/CIPM/2017 DU 21 JUIN 2017 POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE DES MATERIELS ET LOGICIELS RELATIFS A LA NUMERISATION DE LA GESTION DU COURRIER DE L'AGENCE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS (ART) FINANCEMENT : BUDGET DE L'ART, EXERCICE 2017

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
222 310

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART) lance un Appel d'Offres International Ouvert pour la fourniture, l'installation et la mise en service des matériels et logiciels relatifs à la numérisation de la gestion du courrier de l'ART.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent marché comprennent :

- I. La fourniture du matériel informatique et la configuration du système d'information ;
- II. La fourniture et le déploiement du logiciel de numérisation et de gestion électronique des courriers (GEC);
- III. La formation du personnel.

2-a. Consistance des prestations du point I :

Le prestataire devra fournir, installer et mettre en service les matériels ci-après :

1. Quarante-deux (42) tablettes munies du système d'exploitation androïde ;
2. Dix-sept (17) ordinateurs de bureau munis des licences authentiques pour Microsoft Windows 10 et Office 2013 ;
3. Dix-sept (17) onduleurs de 1000VA chacun ;
4. Cinq (5) numériseurs de production ;
5. Seize (16) numériseurs plats ;
6. Quatre (04) serveurs rackables composés chacun de quatre (04) machines virtuelles munies chacune d'une licence authentique de Microsoft Windows Server 2012 (64bits) ;
7. Une (1) licence authentique de VMware VSphere server (ESXi 6.5) pour la virtualisation de chacun des serveurs fournis ;
8. Une (1) licence en volume de Microsoft SQL server 2012 pour les quatre (4) machines virtuelles ;
9. Un (1) serveur de stockage rackable 2U d'une capacité de 12 To muni d'un logiciel de stockage avec licence authentique.

2-b Consistance des prestations du point II :

Le prestataire devra fournir, installer et mettre en œuvre dans les quatre (04) serveurs un logiciel avec une (1) application de numérisation et de GEC et une (1) licence en volume authentique dudit logiciel intégrant au minimum le français.

2-c Consistance des prestations du point III :

Former le personnel à:

- la numérisation et la gestion des courriers administratifs;
- la pratique et la diplomatie de gestion des courriers dans les organisations ;
- la gouvernance des systèmes de courriers dans les organisations.

Les spécifications techniques de ces équipements sont détaillées dans la pièce N°5 (descriptif de la fourniture) du présent DAO.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de deux cent quarante-neuf millions (249 000 000) FCFA.

4. Allotissement

Sans objet.

5. Participation et origine

La participation au présent d'Appel d'Offres est ouverte aux sociétés de droits camerounais et internationaux spécialisées dans la fourniture et/ou l'installation et/ou la mise en service des équipements de numérisation des documents et GEC.

6. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de l'ART, exercice 2017 sur la ligne d'imputation budgétaire n°222 310 « Matériels informatiques, réseaux et logiciels ».

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Marchés de l'ART, sise au rez-de-chaussée de l'Immeuble, sis à la nouvelle route Bastos, B.P. 6132 Yaoundé, tél. : 222 23 03 80/ 222 23 23 30, fax : 222 23 37 48.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu à la Cellule des Marchés de l'ART, sise au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Direction Générale de l'ART situé à la nouvelle route bastos, BP : 6132 Yaoundé, tél : 222 23 03 80/222 23 23 30 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **150 000 F CFA (cent cinquante mille francs CFA)**, au titre des frais de dossier, au compte d'affectation spéciale des marchés n°335 988 de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ouvert à la BICEC, dans les Agences de tous les chefs-lieux de Région et celles des villes de Limbé et Dschang.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires version papier dont l'original et six (06) copies marquées comme tels et un exemplaire version numérique, devra parvenir à la Cellule des Marchés de l'ART sise au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Direction Générale de l'ART situé à la nouvelle route bastos, BP : 6132 Yaoundé, tél : 222 23 03 80/222 23 23 30, au plus tard le **21 Août 2017 à 12 heures** et devra porter la mention :

« Appel d'Offres International Ouvert N°000078/AOIO/ART/CIPM/2017 du 21 Juin 2017 pour la fourniture, l'installation et la mise en service des matériels et logiciels relatifs à la numérisation de la gestion du courrier de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART) »

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

10. Délai de Livraison

3.1. Le délai maximum prévu pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de huit (08) mois.

3.2. Les travaux relatifs à la réalisation desdites prestations s'effectueront dans les lieux ci-après :

- Direction Générale de l'ART à Yaoundé ;
- Délégation Régionale Centre, Sud, Est de l'ART à Yaoundé;
- Délégation Régionale Littoral, Ouest, Nord-Ouest, Sud Ouest de l'ART à Douala;
- Délégation Régionale Nord, Extrême-Nord, Adamaoua de l'ART à Garoua.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant **de quatre millions neuf cent quatre-vingt mille (4 980 000) francs CFA**. Cette caution sera établie par une banque de premier ordre agréée par le ministère chargé des finances et dont le nom figure dans la pièce 12 du DAO. Elle entrera en vigueur dès la date limite de soumission et restera en vigueur.

Cette caution de soumission a une durée de validité de trente (30) jours à compter de la date de dépôt des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appels d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le **21 Août 2017 à 13 heures, heure locale** par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de l'ART dans la salle de conférences de l'immeuble de la Direction Générale de l'ART, sis à la nouvelle route Bastos.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée ayant une parfaite connaissance du dossier.

14. Critères d'évaluation

14.1. Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ;
- Document falsifié ;
- Fausse déclaration ;
- Conformité aux spécifications techniques inférieure à 70% de oui ;
- Absence de garantie du matériel d'au moins un an ;
- Surface financière du prestataire
- Note technique inférieure à 70% de oui.
- Absence d'un Chef de mission de niveau supérieur ou égal à Bacc+5 en science de l'information documentaire, ayant piloté au moins deux (02) projets analogues et d'expérience générale d'au moins huit (08) ans.

14.2. Critères essentiels

La notation des critères essentiels ci-après se fera suivant le mode binaire en attribuant à chaque sous-critère la valeur positive (oui) ou la valeur négative (non) :

1. Présentation de l'offre ;
2. Référence du soumissionnaire pour les prestations similaires ;
3. Expérience et qualification du personnel ;
4. Organisation, planning et délai de livraison ;
5. Condition d'acceptation des clauses du marché ;
6. Documentation technique des équipements proposés ;
7. Formation du personnel ;
8. Conformité aux spécifications techniques suivant le descriptif de la fourniture ;
9. Service après-vente.

15. Attribution

Le Marché sera attribué au soumissionnaire qui aura proposé l'offre évaluée la moins-disante et qui aura obtenu la note technique minimale de 70% de oui.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 120 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule des Marchés de l'ART, sis à l'immeuble de la Direction Générale de l'ART, nouvelle route bastos, BP : 6132 Yaoundé, Tél: 222 23 03 80/ 222 23 23 30, Fax : 222 23 37 48.

YAOUNDE le 21 Juin 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

ZOO ZAME Philemon

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU MINMAP DU LITTORAL

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE
N°028/AAONO/PR/MINMAP/SG/DRMAP-LT/ SMAS/ CRPM-LT/2017 DU 05/07/2017 POUR LA MAITRISE
D'ŒUVRE TECHNIQUE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE QUATRE (04) BLOCS DE DEUX (02)
SALLES DE CLASSE CARRELE, 01 BLOC ADMINISTRATIF, 02 BLOCS LATRINES A SIX
COMPARTIMENTS AU CETIC DE YINGUI FINANCEMENT : BUDGET FEICOM / COMMUNE YINGUI-
EXERCICE 2017 ADMINISTRATION BENEFICIAIRE: COMMUNE DE YINGUI**

FINANCEMENT

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE (FEICOM) , COMMUNE
YINGUI- EXERCICE 2017

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du Budget FEICOM, Exercice 2017, le Délégué Régional des Marchés Publics du Littoral, « Autorité Contractante » lance pour le compte de la Commune de YINGUI, un Appel d'Offres National Ouvert, **en procédure d'urgence**, pour la Maitrise d'œuvre technique des travaux de construction de quatre (04) blocs de deux (02) salles de classe carrelé, 01 bloc administratif, 02 blocs latrines à six compartiments au CETIC de YINGUI Département du NKAM, Région du littoral.

2. Consistance des prestations

L'ensemble des prestations comprennent le contrôle technique, géotechnique et environnemental des travaux. Ces prestations sont résumées en trois missions. A savoir :

- Mission 1 DET : Direction de l'Exécution des contrats de Travaux ;
- Mission 2- EXE : Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier ;
- Mission 3 AOR : Assistance lors des Opérations de Réception.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Neuf millions six cent vingt-neuf mille neuf cent soixante-dix (9 629 970) F CFA.**

4. Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont regroupées en un (01) lot unique.

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les Bureaux d'Etude Technique de droit Camerounais possédant une bonne expérience dans la maîtrise d'œuvre et le contrôle des travaux de génie civil et justifiant des capacités techniques et financières pour le suivi des travaux qui en constituent l'objet.

6. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service Régional des Marchés des Approvisionnements et des Services de la Délégation Régionale des Marchés Publics du Littoral, BP 2009 Douala, Tél 233 42 79 37 / 233 42 79 26, Email dminmaplt@yahoo.fr, sise à l'immeuble de la Sous-préfecture de Douala 1er à BONANJO, dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu aux heures ouvrables au Service Régional des Marchés des Approvisionnements et des Services de la Délégation Régionale des Marchés Publics du Littoral, BP 2009 , Tél 33 42 79 37 / 33 42 79 26, Email drminmaplt@yahoo.fr, sise à l'immeuble de la Sous- Préfecture de Douala 1er BONANJO, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de

Quinze mille (15 000) francs CFA payable à la Trésorerie Générale de Douala ou à la Recette municipale de YINGUI

8. Remises des offres

Présentation des Offres

Les plis doivent, sous peine de rejet, être conformes aux prescriptions de la réglementation, notamment en ses articles 24 du Code, et 20 à 24 du RGAO. Le soumissionnaire doit produire son offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies. Chaque Offre doit être rédigée en Français ou en Anglais, et présentée en un pli unique contenant trois sous-plis (un pour les volumes administratifs, un pour les volumes techniques, et un pour les volumes financiers), qui doivent contenir eux-mêmes chacun, deux sous-paquets, soit un pour l'original et un pour les copies. Les sous-plis et les sous-paquets doivent être fermés et scellés, avec la composition et les mentions tel qu'indiquées dans le RPAO. Le pli unique doit être fermé, scellé, et porter uniquement la mention suivante :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°028/AONO/PR/MINMAP/SG/DRMAP-LT/ SMAS/CRPM-LT/2017 du 05/07/17

POUR LA MAITRISE D'ŒUVRE TECHNIQUE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE QUATRE (04) BLOCS DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE CARRELE, 01 BLOC ADMINISTRATIF, 02 BLOCS LATRINES A SIX COMPARTIMENTS AU CETIC DE YINGUI

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

Dépôt et Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les offres doivent parvenir au plus tard le 28/07/2017 à 11 heures précises, heure locale, au Secrétariat de la Délégation Régionale des Marchés Publics du Littoral à Douala, à BONANJO, BP 2009 Douala.

9. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de **huit (08) mois**

à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations ou à la date indiquée dans ledit ordre de service.

10. Cautionnement Provisoire

. Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, sous peine de rejet de son offre, une caution de soumission de **190.000 (Cent quatre-vingt-dix mille) FCFA** établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances, et valable pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** au-delà de la date initiale de validité des offres.

11. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par toute autorité compétente conformément à la loi ou à la réglementation.

Ces pièces devront **obligatoirement** dater de **moins de trois (03) mois** précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres **sera déclarée irrecevable**, notamment, l'absence de ladite caution de soumission, ou le non-respect des modèles des pièces du dossier d'appel d'offres.

12. Ouverture des Plis

10.1. L'ouverture des Offres s'effectuera en **deux (02) temps**, dont le premier pour les plis **A (sous-plis administratifs et techniques)** à la salle de réunions de la Délégation Régionale des Marchés Publics du Littoral, sise à l'immeuble de la Sous-préfecture de Douala 1^{er} à Bonanjo, **le 28/07/17 à 12 heures**, heure locale, par la Commission Régionale de Passation des Marchés du Littoral, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés ; et le second pour les **plis B (financiers)**, à convoquer après la finalisation de l'analyse technique pour les soumissionnaires qui auront été reconnus administrativement conformes et techniquement qualifiés .

La lecture des éventuels rabais indiquée dans l'article 25.3 du RGAO est obligatoire, dans les mêmes formes que celles de la soumission financière et de tous les éléments cités.

Le soumissionnaire doit prendre toutes les dispositions utiles pour être valablement représenté aux séances d'ouverture, afin d'y défendre valablement son dossier et ses droits.

Une copie complète et intégrale de chaque offre doit être remise à l'Autorité Contractante, à la diligence du Président de la Commission Régionale de Passation des Marchés aussitôt après l'ouverture des offres, ou dans les plus brefs délais possibles, et au plus tard dans les mêmes délais que ceux de leur transmission à la Sous-commission d'Analyse, avec une copie du PV de cette session d'ouverture, et une copie de l'acte de composition de ladite Sous-commission.

Tout complément ou supplément sollicité par la Commission ou la Sous-commission, dans le cadre de l'ouverture ou de l'évaluation des offres, doit être demandé et remis sous trace écrite, par le biais du Président de la Commission, avec copie dans les mêmes délais à l'Autorité contractante.

13. Critères d'évaluation

-Evaluation des Offres et sélection.

L'évaluation des Offres se fera **au triple plan administratif, technique, et financier** selon des critères éliminatoires, et selon les critères essentiels suivant le système de **notation par points**, en combinaison pondérée des notes technique et financière.

11.1. Critères éliminatoires

En plus des cas d'élimination ou d'irrecevabilité déjà cités à travers le présent DAO, toute offre objet des cas particuliers suivants est également sujette à l'élimination ou à l'irrecevabilité :

- absence d'une pièce dans l'offre Administrative ;
- absence d'un pli ou d'une pièce dans l'offre technique ;
- absence d'un prix unitaire quantifié ;
- présence de fausses déclarations, de pièces fausses ou falsifiées.
- absence ou fausse déclaration sur l'honneur de la non défaillance dans l'exécution des marchés antérieurs durant les trois dernières années.
-

Critères essentiels :

L'évaluation des offres techniques portera sur les critères essentiels résumés ci-après et détaillés dans le Dossier d'Appel d'Offres :

N°	Désignation	Nombre de points
1	Présentation générale de l'offre	05
2	Qualification des Experts affectés à l'opération	35
3	Références de la Société dans les missions similaires	20
4	Moyens Logistiques	15
5	Organisation et Méthodologie d'exécution	15
6	Capacité financière	10
Total		100

Le non-respect de **l'un des cinq (05) derniers critères** entraîne l'élimination de l'offre. Chaque critère est validé après obtention de **70% au moins des points y consentis. De même, le seuil de qualification technique est fixé à au moins 70 points/100 pour la note technique totale.**

N.B : Produire une version électronique de l'offre

Conditions d'évaluation financière :

A l'issue de l'évaluation technique, les soumissionnaires dont les offres auront été jugées administrativement conformes et techniquement qualifiés, verront leurs offres financières ouvertes lors du **deuxième temps d'ouverture**, pour l'évaluation financière.

Evaluation Financière :

L'évaluation financière sera basée sur le montant corrigé de l'offre du soumissionnaire. Elle consistera à l'analyse de la cohérence des prix ainsi que la vérification des calculs et de l'ensemble des prescriptions y relatives. Chaque offre financière sera également notée sur **cent (100) points**. La soumission administrativement conforme, techniquement qualifiée, et financièrement conforme et reconnue la moins-disante, recevra la totalité des points, soit cent (100).

Les autres offres financières recevront la note **NF = 100 * (Montant de l'offre la moins-disante / Montant de l'offre du soumissionnaire)**.

Détermination de la Note Globale

A l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, chaque Soumissionnaire qui aura été jusqu'au bout du processus recevra, sur 100 points, une Note Globale **NG = 0.70 x Note Technique + 0.30 x Note Financière**.

14. Attribution

Au terme des différentes délibérations, l'attribution se fera au soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme, administrativement, techniquement et financièrement, et évaluée **la mieux-disante, c'est-à-dire, ayant obtenu la meilleure note globale NG**.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date initiale de dépôt des offres.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Délégué Régional des Marchés Publics du Littoral ou du Maire de la Commune de YINGUI.

« Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673.20.57.25 / 699.37.07.48 »

DOUALA le 5 Juillet 2017

Le DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

SAÏDOU HAMASSEO

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DE MOMO

MOMO DIVISIONAL TENDERS BOARD"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER, EMERGENCY PROCEDURE N°18/ONIT/MINMAP/RDNW /DDMOMO/DTB//2017 OF 07/07/2017 FOR THE REHABILITATION OF GNS BARAKA, MOMO DIVISION. FUNDING :PIB MINESEC 2017 AMOUNT OF THE PROJECT AMOUNT OF THE BID BOND COST OF TENDER FILE 5 871 000 FCFA FRANCS CFA 120 000 FCFA FRANCS CFA 10 000 FCFA FRANCS CFA

FINANCING
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Subject of the invitation to tender

"The Divisional Delegate of Public Contracts for MOMO, the Contracting Authority, on behalf of the Republic of Cameroon, hereby launches an open invitation to tender, emergency procedure for the rehabilitation of G.N.S Baraka, MOMO Division

2. Nature of services

The works include the following:

Lot 100: **Travaux préparatoires**; Lot 200: **Toitures**; Lot 300: **METAL/WOOD WORKS** Lot 400: **WOOD WORKS**
Lot 500: **PLUMBLING AND SANITATION** Lot 600: **ELECTRICITY** Lot 700: **PAINTING AND DECORATION** Lot 800: **DRAINAGE**

3. Estimated cost

AMOUNT OF THE PROJECT	AMOUNT OF THE BID BOND	COST OF TENDER FILE
5 871 000 Fcfa Francs CFA	120 000 Fcfa Francs CFA	10 000 Fcfa Francs CFA

4. allotment

N/A

5. Participation and origin

Participation is open under the same conditions to all Cameroonian companies and business concerned that have proven experience in the field of building construction and civil engineering in general

6. Financing

The works, subject of this invitation to tender, shall be financed by the Public Investments Budget **MINEPIA 2017**.

7. Consultation of tender file

The tender file may be consulted at the Divisional Delegation of Public Contracts for MOMO during working hours.

8. Acquisition of tender file

The tender file may be acquired from the Divisional Delegation of Public Contracts for MOMO upon presentation of a non refundable treasury receipt of **10 000 (ten thousand) FCFA**. Such a receipt shall identify the payer as representing the company that wants to participate in the tender.

9. Submission of bids

The tender file in three (03) volumes shall be enclosed in three sealed envelopes.

> Envelope A containing the administrative documents (Volume 1); > Envelope B containing the technical offer (volume 2); > Envelope C containing the financial offer (Volume 3).

The three volumes shall then be enclosed in a single sealed envelope bearing only the reference of the tender in question. The different documents of each offer shall be numbered as indicated in the tender and separated by dividers of the same colour.

Each offer or bid drafted in English or French in seven (07) copies including the original and **six (06)** copies marked as such in accordance with the prescriptions of the tender file should be submitted against a receipt at the Divisional delegation of Public Contracts MOMO not later than **28/07/2017 at 10 a.m local time** and should carry the inscription;

"Open National Invitation to Tender, Emergency Procedure N° 28/ONIT/MINMAP/RDNW/DDMOMO/DTB//2017 of 07/07/2017 for the rehabilitation of GNS Baraka, MOMO Division.

"To be opened only during the bid opening session"

The offers or the bids submitted after the stipulated deadline shall not be received

Bidders have twenty (20) days for the submission of their bids with effect of the publication of the tender notice

10. Delivery deadline

The maximum execution deadline shall be two (02) calendar months, including the rainy season and other vagaries, with effect from the date of notification of the administrative order of work commencement.

11. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents a bid bond issued by a first rate bank approved by the Ministry in charge of Finance featuring in the annex of the tender file of the sum of 140 000 one hundred and forty thousands) FCFA. The provisional deposit shall be automatically released not later than 30 (thirty) days following the expiry of the validity of the bids for bidders who shall not be retained. In the case where the bidder is awarded the contract, the provisional deposit shall be released after the constitution of the final bond.

12. Admissibility of bids

The bids not respecting the separation mode of the financial bid from the administrative and technical bids shall be rejected. Any bid not in conformity with the prescription of this tender notice and tender file shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond of a first rate bank approved by the Ministry of Finance and valid for a period of thirty (30) days shall be rejected. Least they are rejected, only the originals or certified true copies by the issuing service or administrative authorities of the administrative documents are accepted. They must obligatorily not be older than three (03) months and must be valid during the bid opening session.

13. Opening of bids

The opening of the bids in one phase shall be done on **28/07/2017 at 11a.m** in the Conference Hall of the DDMINEPAT MOMO by the competent tender board.

Only bidders may attend or be duly represented by a person of their choice, who has full knowledge of the file and mandated in that capacity.

14. Evaluation criteria

Evaluation of the bids

The evaluation of the bids shall be done in three (03) steps:



- 1st step: Verification of the conformity of the administrative file;
- 2nd step: Evaluation of the technical file;
- 3rd step: Analysis of the financial file.

Eliminatory criteria

- Administrative documents

- Any offer not in conformity with the prescriptions of this tender file shall be declared inadmissible. Especially the lack of the provisional guarantee;
- False declaration or falsified documents.

- Technical file

- Incomplete or non compliant documents;
- False declaration forged or scanned documents;
- Non existence in the technical file of the rubric "organization, methodology and planning;
- "Absence of the prefinancing capacity of at least one million five hundred and thousand (1 500 000),
- Technical assessment mark lower than 80% of "Yes".

- Financial offer

- Incomplete financial offer;
- Non compliant documents;
- Omission of quantified unit price in the financial offer;
- Absence of break down price.
- Modification of the model break down unit price

Essential criteria:

The technical offer of the bidder shall be assessed along the following lines

	CRITERIA	MARKS
1	Technical staff	Yes/No
2	Execution methodology	Yes/No
3		

Equipment



Yes/No



4	Prefinancing capacity	Yes/No
5	References of the bidder	Yes/No
6	Attestation of site visit	Yes/No

15. Award

The jobbing order shall be awarded to the bidder whose bid is in conformity to the dispositions of the tender file and on the basis of the lowest bid and technical quality'. (See article 33 of the public contracts code).

16. Validity of bids

The bidders shall remain committed to their bids during a period of (ninety) 90 days from the deadline set for the submission of bids.

17. Complementary information

Complementary technical information may be obtained every day during working hours from the Divisional Delegation of Public Contracts MOMO.

BAMENDA le 7 Juillet 2017

Le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL

NDANGANG DAVID NUMFOR

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 50/AONO/CUD/CIPM/2017
DU 11/07/2017 RELATIF A L'AMÉNAGEMENT DES REFUGES POUR LES BACS À ORDURES
FINANCEMENT BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA - EXERCICE 2017**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
220150

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du projet cité en référence et dans l'objectif de préserver les infrastructures routières tout en facilitant la collecte des ordures ménagères dans la Ville de Douala. le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala (CUD), Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux d'aménagement des refuges pour les bacs à ordures ménagères dans la Ville de Douala.

2. Consistance des prestations

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux d'aménagement des refuges pour bacs à ordures

dans la Ville de Douala. Ils comprennent notamment

- les travaux préparatoires (marquage des zones, préparation des surfaces, recherche d'emprunts, installations) ;
- les terrassements (purges des matériaux, rechargement, remblais et déblais éventuels);
- la fourniture et la pose de la pouzzolane;
- la fourniture et la pose du lit de sable ;
- la fourniture et la pose du film polyane
- la fabrication et la pose du béton armé (construction du refuge).

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **50 000 000 (Cinquante millions) FCFA**, soit **25 000 000 (Vingt-cinq millions) FCFA** pour chaque lot.

4. Allotissement

Les travaux sont subdivisés en deux (02) lots ci-après définis :

LOTS	SITE	LOCALISATION	COMMUNE
------	------	--------------	---------

Lot 1 (06 refuges)	Bonamoussadi Immeuble P	X=582658 Y=452425	CAD 5ème
	Bonamoussadi Immeuble Q	X=582792	CAD 5ème
		Y=452420	CAD 5ème
	Makepe Missoke	X=582482	CAD 5ème
		Y=449281	
	PK11 Entrée Mbengue City	X=586851	CAD 5ème
		Y=448632	
	PK13 CITABAC	X=587981	CAD 5ème
		Y=450180	
	PK14 Marché	X=588107	CAD 5ème
	Y=450845		
Lot 2 (06 refuges)		X=578054	
	Marché Central Avocat 1		CAD 2
		Y=446093	
	Marché Central Avocat 2	X=578060	CAD 2ème
		Y=446027	
	New Bell Gare	X=578564	CAD 2ème
		Y=446154	
	Tunel Aéroport	X=579781	CAD 2ème
		Y=444074	
	Frêt Aéroport	X=580066	CAD 2ème
		Y=443734	
	Bonaberie Mabanda Marché	X=573795	CAD 4ème
	Y=449977		

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toute entreprise de droit camerounais.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget de la Communauté Urbaine de Douala, Exercice 2017,

7. Consultation du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables, à la Division des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Douala,

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu à la Division des Marchés Publics de la CUD sise à l'Hôtel de Ville à Bonanjo, BP : 43 Douala — Régulation des Marchés Publics (ARMP), auprès des agences BICEC des chefs-lieux des Régions du Cameroun et des agences de Régulation des Marchés Publics (ARMP) des Régions.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en **sept (07) exemplaires** dont **un (01) original** et **six (06) copies** marquées comme suit :

10. Délai de Livraison

Le délai maximum prévu par L'Autorité Contractante pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de **trois (03) mois** à compter de la date de livraison des travaux.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier rang, à date originale de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à cette date.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de pièces requises.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

Le dépouillement des pièces administratives et des offres technique et financière aura lieu le **11 AOUT 2017 à 13 heures** par la Marchés de la Communauté Urbaine de Douala, dans sa salle de réunion sise au sous-sol du Cercle Municipal et Multimédia de

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires :

- Absence d'une pièce du dossier administratif,
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée,
- Non-respect de deux (02) critères essentiels,
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU,
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon d'un marché au cours des trois (03) dernières années ;
- Présence dans le répertoire des entreprises défailtantes établi par le Ministre des Marchés Publics.

Critères essentiels :

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront Sur :

- Chiffre d'affaires **OUI I NON** ;
- Références du soumissionnaire **OUI I NON** ;
- Personnel **OUI I NON** ;
- Matériels **OUI I NON**.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dos

Il ne pourra être attribué qu'un (01) lot à une même entreprise ou groupement d'entreprises.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la ren

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l

Douala, sise au 279 rue Victoria à l'Hôtel de Ville à Bonanjo, BP : 43 Douala — Cameroun, Tél./Fax : (237) 233 42 69 50.

Dénonciation en cas de corruption

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux num

CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°10965_AONO/PU/CAA/CIPM/2017 DU 10 JUILLET 2017 POUR LA FOURNITURE DES PRESTATIONS
D'ASSURANCE AUTOMOBILE À LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT FINANCEMENT: BUDGET
CAA 2017**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur Général de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) lance en procédure d'urgence, un appel d'offre national ouvert pour la pour fourniture des prestations d'assurance automobile à la CAA au titre de l'exercice 2017.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'offres consistent en la fourniture des prestations de services d'assurance automobile.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de la présente prestation est de vingt-cinq millions (25 000 000) de Francs CFA

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Compagnies d'Assurances de droit camerounais installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les Etats membres de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA).

5. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de la Caisse Autonome d'Amortissement de l'exercice 2017.

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Services des Affaires Administratives et Budgétaires de la CAA sis au 15 étage à l'immeuble de la SNI, B.P. 7 167 Yaoundé, Tel: 222 22 22 26, Fax 222 22 01 29.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Affaires Administratives et Budgétaires de la CAA (SAB), sise au 15ème étage de l'immeuble SNI, Tel 222.22.22.26, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de 42.000 francs CFA (Cinquante mille), dans le compte n° 335 988 ouvert au nom de l'ARMP, dans les livres des différentes agences de la BICEC, représentant les frais d'achat du dossier.

La copie dudit reçu sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres.

8. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels doit être déposée à la Caisse Autonome d'Amortissement, sise au 15ème étage de l'immeuble SNI à Yaoundé au plus tard le _____ à 14 heures, heure locale, et revêtue de la mention:

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°...../AONO/PU/
CAA/CIPM/ 2017 DU _____**

**POUR LA FOURNITURE DES PRESTATIONS DES SERVICES D'ASSURANCES AUTOMOBILE A LA CAISSE
AUTONOME D'AMORTISSEMENT (CAA)**

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

9. Delai de Livraison

La période de couverture est de douze (12) mois.

10. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, dont le montant est de 500.000 FCFA (Cinq cent mille) établie par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce n°11 du DAO, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre en charge des finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'**offre**

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le _____ à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Caisse auprès de la Caisse autonome d'Amortissement, siégeant dans la salle de conférence, sise au 15ème étage immeuble SNI

L'ouverture des offres financières se fera au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 80% des points par la même Commission à une date ultérieure.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance du dossier, peuvent assister à ces séances d'ouverture.

12. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types: les critères éliminatoires et les critères essentiels. Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique, aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des candidats.

12.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont notamment les suivants:

- Fausses déclarations, substitution ou falsification des pièces administratives;
- Absence de la caution de soumission;
- Absence d'agrément;
- Note technique inférieure à 80 points sur 100;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique;
- Compagnie sous administration provisoire ou sous surveillance de l'autorité de contrôle de la CIMA.

12.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères suivants,

Critères	Notation (points)
Présentation générale de l'offre	03
Références générales du soumissionnaire et ancienneté	06
Références spécifiques du soumissionnaire	15
Description détaillée des garanties offertes	15
Modalités de mise en jeu de la garantie	11
Couverture des engagements réglementés	20
Couverture de la marge de solvabilité	15
Cadence de règlement des sinistres dans la branche similaire au cours des trois dernières années (montant des règlements effectués)	15
	100

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

13. Attribution

Le Consultant sera choisi par la méthode du mieux disant.

14. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au Service des Affaires Administratives et Budgétaires de la CAA. Tél. 222 22 22 26 / 222 22 01 87.

YAOUNDE le 10 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

EVINA OBAM Richard

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 51/AONO/CUD/CIPM/2017
DU 11/07/2017 POUR LES OPERATIONS DE LUTTE ANTI-VECTORIELLE DANS LA VILLE DE DOUALA
FINANCEMENT : BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA - EXERCICE 2017**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
610116

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de sa politique de réduction de la prolifération des agents vecteurs de maladies et particulièrement le paludisme dans la Ville de Douala, le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala (CUD), Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les opérations de fourniture et d'épandage de larvicides dans les eaux stagnantes, les drains et certains sites spécifiques dans la Ville de Douala.

2. Consistance des prestations

Les prestations consistent essentiellement en

- La fourniture de deux (02) larvicides PERMETHRINE 200 g/l (PERMETHRINE 20 EC) et DELTAMETHRINE 25 g/l (DECIS 25 EC)
- L'épandage desdits larvicides sur certains sites spécifiques, dans les nappes d'eau stagnantes, les caniveaux ainsi que dans un (01) drain de la ville de Douala.

Les travaux consisteront au traitement de certains caniveaux dans les quartiers ci-dessous et des drains New-Bell Nord et Sud.

a. Les Caniveaux

Quartier Bonapriso : rue « KOLOKO » ; Avenue de l'indépendance (de carrefour « Hôtel de l'Air » à la Mairie de Douala 2ème en passant par « Shell New-Bell ») pour 1 500 m² de caniveaux Quartier New-Bell : Rue Kassalafam, Rue derrière prison (de Funkel à Carrefour Monkam), Rue derrière la Mairie (de Marché des chèvres à Funkel), Rue Fampou (de Commissariat 2ème à Carrefour Marché Oignon), de Sacré F-ieart à Eglise Bamoun, de Carrefour Casino à Ecole maternelle, de Face pharmacie Sainte Anne à Intérieur New Bell Bassa, estimé à 1 856 m²

Quartier Bépanda : « Axe lourd » Bépanda ; de Carrefour « Casmando » à Bépanda

« Tonnerre » et les rues attenantes (100 m) pour 2 752 m² de caniveaux

Quartier Bèssèké (Bonabéri) : de la Station service Oil Lybia à Entrée Bonamikano soit 704 m²

Quartier Dakar : de MAETUR à « Hôtel Barcelone » estimé à 1 792 m² b. Les drains

Les drains New-Bell Nord et Sud qui se trouve sur la rive gauche du Wouri, d'une longueur de 5,3 km et d'une surface de 520 ha avec pour pentes variant de 0,2 à 0,4%. La particularité de ce drain est non seulement la densité des populations autour, mais aussi pour le fait qu'il traverse la majorité des quartiers résidentiels de la Ville.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **50 000 000 (Cinquante millions) FCFA**.

4. Allotissement

Les fournitures sont regroupées en un lot unique.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toute entreprise de droit camerounais, spécialisée dans les travaux d'assainissement et de traitement phytosanitaire.

6. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget de la Communauté Urbaine de Douala - Exercice 2017 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 610116

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables, à la Division des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Douala, sise au 279, rue Victoria à l'Hôtel de Ville de Douala à Bonanjo, BP : 43 Douala Cameroun, Tel. : (237) 243 42 15 09 // Fax: (237) 243 43 30 90, dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré aux heures ouvrables à la Division des Marchés Publics de la CUD sise au 279, rue Victoria à l'hôtel de ville de Douala à Bonanjo, BP : 43 Douala - Cameroun, Tel. : (237) 243 42 15 09 / I Fax: (237) 243 43 30 90, dès publication du présent avis, sur présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **quarante mille (40 000) FCFA** au titre des frais d'achat de dossier, payable dans le Compte spécial CAS — ARMP n° **335 988 00001-89** à la BICEC (Yaoundé agence centrale, Douala Bonanjo, Buéa, Ebolowa, Dschang, Ngaoundéré, Maroua, Limbé, Bafoussam, Bamenda, Garoua, Bertoua). Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant de l'Entreprise ou Groupement d'entreprise désireuses de participer à l'appel d'offres.

9. Remises des offres

Chaque Offre rédigée en français ou en anglais **en sept (07) exemplaires** dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir sous plis fermés et scellés, contre récépissé, à la Division des Marchés Publics de la CUD, au **plus tard le 11 AOUT 2017 à 12 heures**, heure locale et devra porter la mention :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERTEN PROCEDURE D'URGENCE

**N° 51/AONO/CUD/CIPM/2017 DU 11/07/2017
POUR LES OPERATIONS DE LUTTE ANTI-VECTORIELLE DANS LA VILLE DE DOUALA.**

A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison et l'épandage des fournitures objet du présent Appel d'Offres est de **soixante (60) jours**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO. Le montant du Cautionnement provisoire est fixé à **un million (1 000 000) FCFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO). Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le **11 AOUT 2017 à 13 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Communauté Urbaine de Douala, dans sa salle de réunion sise au sous-sol du Cercle Municipal et Multimédia de Douala 1er à Bonanjo, en présence des soumissionnaires qui le désirent ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance des offres.

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires :

- Absence d'une pièce du dossier administratif,
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée,
- Le non-respect de deux (02) critères essentiels sur quatre (04),
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU.
- Non-conformité du modèle de soumission,
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon d'un marché au cours des trois (03) dernières années ;
- Présence dans le répertoire des entreprises défailtantes établi par le Ministre des Marchés Publics.

Critères essentiels :

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

- Chiffre d'affaires ; oui/non
- Références du soumissionnaire ; oui/non
- Personnel ; oui/non
- Matériels ; oui/non

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre aura été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction de l'Urbanisme et de la Salubrité Publique ou à la Division des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Douala, sise à l'Hôtel de Ville à Bonanjo, BP 43 Douala, Tel. / Fax : (237) 243 43 30 90 - Douala — Cameroun, e-mail : villededouala@yahoo.fr

Dénonciation en cas de corruption

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 205 725 / 699 370 748 conformément à la lettre référencée N° 0002491L/PR/MINMAP/CAB du 13 Janvier 2017 du MINMAP adressé aux Maîtres d'ouvrage, Maître d'Ouvrage Délégués et Président des Commissions de Passation des Marchés.

DOUALA le 11 Juillet 2017

Le DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT

NTONE NTONE DR. Fritz

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 52/AONO/CUD/CIPM/2017
DU 11/07/2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DE SECURISATION DE LA
DECHARGE DE NGOMBE FINANCEMENT : BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE DOUALA -
EXERCICE 2017 ET SUIVANTS**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
220 150

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de sa politique de sécurisation des espaces réservés aux équipements publics dans la ville de Douala, le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala, Autorité Contractante lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de construction de la clôture de sécurisation de la décharge de NGOMBE dans l'arrondissement de Douala 5è.

2. Consistance des prestations

travaux comprennent notamment :

- Études préliminaires ;
- Travaux préparatoires / préliminaires
- Fondations ;
- Élévations;
- Menuiserie Métallique.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de : **quatre cent cinquante millions (450 000 000) F CFA.**

4. Allotissement

Les travaux se présentent en un (01) seul Lot.

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toute entreprise de droit camerounais spécialisée dans les travaux de bâtiment et de Génie Civil.

6. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget de la Communauté Urbaine de Douala, exercice 2017 et suivants. Sur la ligne d'imputation budgétaire N° **220 150.**

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Division des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Douala, sise au 279 Rue Victoria à l'Hôtel de Ville à Bonanjo, BP : 43 Douala — Cameroun, Tél. | Fax : (237) 233 42 69 50, dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré aux heures ouvrables à la Division des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Douala sise au 279 Rue Victoria à l'Hôtel de Ville à Bonanjo, sur présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de : **cent quatre-vingt mille (180 000) FCFA** au titre des frais d'achat de dossier, dans le Compte Spécial CAS — ARMP n° **33598800001.89** ouvert à cet effet par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), auprès des agences BICEC des chefs-lieux des Régions du Cameroun et des agences de Dschang et de Limbe aux heures ouvrables. Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant de l'Entreprise ou Groupement d'entreprise désireuses de participer à l'appel d'offres.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français et/ou en anglais en **sept (07)** exemplaires dont **un (01)** original et **six (06)** copies marquées comme telles, devra parvenir à la Division des Marchés Publics de la CUD, au plus tard le **16 AOUT 2017 à 12 heures**, heure locale et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 52/AONO/CUD/CIPM12017 DU 11/08/2017

POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DE SECURISATION DE LA DECHARGE DE NGOMBE

« À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »

10. Délai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de **douze (12) mois**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'Assurance agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 2 du DAO, d'un montant de **neuf millions (9 000 000) F CFA** valable pendant **trente (30) jours** au-delà de la date originale de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur compétant, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de **trois (03) mois** précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence d'une pièce du dossier administratif.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le **16 AOUT 2017 à 13 heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des marchés de la Communauté Urbaine de Douala, dans sa salle de réunions de la commission sise au sous-sol du Cercle Municipal et multimédia de Douala ter à Bonanjo.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires



- — Absence ou non-conformité sous **quarante-huit (48) heure** d'une pièce du Dossier administratif;
- — Fausse déclaration ou pièce falsifiée;
- — Le non-respect deux (02) critères essentiels ;
- — Absence d'un prix unitaire quantifié dans le Bordereau de Prix Unitaire (BPU);
- — Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon d'un marché au cours des trois (03) dernières années ;
- Présence dans le répertoire des entreprises défailtantes établi par le Ministre des Marchés Publics.

Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

N°	CRITÈRES D'ÉVALUATION	APPRECIATION
a	Chiffre d'Affaires	Oui/Non
b	Les Références du Cocontractant	Oui/Non
c	Expérience du personnel d'encadrement	Oui/Non
d	La disponibilité du Matériel et des équipements essentiels	Oui/Non
e	Note méthodologique (Programme d'exécution des travaux, méthodologie d'exécution et Organisation du chantier)	Oui/Non
f	Preuves d'acceptation des conditions du Marché (CCAP et CCTP paraphé)	Oui/Non

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre aura été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables soit par courrier soit à la **Direction de l'Urbanisme et de la Salubrité Publique** soit à la **Division des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Douala**, Sise au 279 Rue Victoria à l'hôtel de ville à Bonanjo, BP : 43 Douala — Cameroun, Tél./Fax : (237) 233 42 69 50 — 233 42 62 75.

Dénonciation de cas de corruption

Pour toutes tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673205 725 / 699 370 748 conformément à la lettre référencée N° 000249/L/PR/MINMAP/CAB du 13 Janvier 2017 du MINMAP adressée aux Maîtres d'ouvrage, Maître d'Ouvrage Délégués et Président des Commissions de Passation des Marchés.

DOUALA le 11 Juillet 2017

Le DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT

NTONE NTONE DR. Fritz

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 100/AOIO/MINMAP/CCPM-AG/2017 DU 06 JUILLET 2017 EN PROCEDURE D'URGENCE RELATIF A L'ACQUISITION DE QUATRE (04) EXTRACTEURS AUTOMATIQUES POUR AUGMENTER LES CAPACITES DE REALISATION DE CHARGE VIRALE DANS QUATRE LABORATOIRES

FINANCEMENT

PLAN D'URGENCE TRIENNAL POUR L'ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE (PLANUT) , N/A

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre du renforcement du plateau technique des laboratoires en vue d'augmenter leur capacité de réalisation des examens de charge virale, le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics lance un Appel d'Offres International Ouvert pour l'acquisition des Extracteurs Automatiques.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent marché comprennent **la fourniture de quatre Extracteurs Automatiques pour augmenter les capacités de réalisation de charge virale dans quatre Laboratoires (Hôpital St Vincent de Dschang, Centre Medical Catholique de Nkolondom, CIRCB et LABO Bamenda) conformément aux spécifications techniques.**

NB: Joindre dans l'offre technique le prospectus ou photos de chaque item proposé.

3. Cout Prévisionnel

L'enveloppe prévisionnelle est de quatre cent vingt deux millions cent mille **(422 100 000) FCFA Hors Taxes et cinq cent trois millions trois cent cinquante quatre mille deux cent cinquante (503 354 250) FCFA Toutes Taxes Comprises.**

4. Allotissement

L'ensemble des prestations constituent un lot unique

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises ayant une expérience dans la fourniture de ce type d'équipements médicaux. Les équipements médicaux proposés doivent être pré qualifiés OMS.

6. Financement

L'acquisition des équipements, objet du présent Appel d'Offres est financée sur la **subvention du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, pour la partie Hors T axes et le budget de l'Etat pour les taxes.**

7. Consultation du Dossier

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'Offres peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter le Dossier y relatif aux heures ouvrables à la Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres (CALAO) du Ministère des Marchés Publics, située à l'immeuble abritant les services de ce département ministériel, Bâtiment A, porte R9 Téléphone 222 22 95 83.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu auprès de la **Cellule d'Appui au lancement des Appels d'offres tel :222 22 95 83) sis au Rez de chaussée du Bâtiment A (porte R9) de l'immeuble abritant les services du Ministère des Marchés Publics, sis à Yaoundé au lieu dit ancienne Ambassade des Etats Unis**, contre présentation d'une quittance de versement de la somme non remboursable de **200 000 (Deux cent mille) FCFA** payable au Trésor Public.

La copie de ladite quittance sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres et portera les coordonnées du soumissionnaire.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels devra parvenir à la **Cellule d'Appui au lancement des Appels d'offres tel :222 22 95 83) sis au Rez de chaussée du Bâtiment A (porte R9) de l'immeuble abritant les services du Ministère des Marchés Publics, sis à Yaoundé au lieu dit ancienne ambassade des Etats Unis, au plus tard le 04 Août 2017 à 12 heures précises**, et devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 100/AOIO/MINMAP/CCPM-AG/2017 DU EN PROCEDURE D'URGENCE RELATIF A L'ACQUISITION DE QUATRE (04) EXTRACTEURS AUTOMATIQUES POUR AUGMENTER LES CAPACITES DE REALISATION DE CHARGE VIRALE DANS QUATRE LABORATOIRES

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

10. Delai de Livraison

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage est de **soixante (60) jours**.

Les équipements seront livrés et installés dans les laboratoires suivant la répartition faite par le Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS).

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à son offre, une **caution de soumission d'un montant de dix millions (10 000 000) de Francs CFA**, délivré par un établissement agréé par le Ministère en charge des Finances (Cf. pièce n°10 du présent DAO), et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

Il sera libéré d'office après publication des résultats d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Pour le soumissionnaire attributaire du marché, ce cautionnement sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative compétente en la matière, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

L'absence de la caution de soumission entraînera le rejet de l'offre.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le 04 Août 2017 à partir de 13 heures précises, par la Commission Centrale de Passation des Marchés des Approvisionnements Généraux siégeant **au rez de chaussée de l'immeuble A abritant les services centraux du MINMAP**.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance du dossier, peuvent assister à cette séance d'ouverture.

14. Critères d'évaluation

1. CRITERES ELIMINATOIRES :

- Absence ou non-conformité (après 48 heures) du Dossier administratif ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- absence de l'autorisation du fabricant ou représentation d'une firme internationale ;
- absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant
- absence de la preuve de l'homologation par l'OMS, des Extracteurs Automatiques proposés par le soumissionnaire ;
- non-conformité à toutes les spécifications techniques majeures de la fourniture :
Automatisation complète du pipetage et distribution et incubation des réactifs nécessaire à l'extraction ARN ou ADN ;
Principe basé sur la séparation des microparticules magnétiques ;
Lecture des codes-barres issue de l'informatique centrale ou saisie manuelle ;
- non-respect de 80% caractéristiques mineurs ;
- non respect de 4/6 critères essentiels au moins ;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant du non abandon de marchés au cours des trois dernières années et ne pas figurer sur la liste des entreprises défaillantes émises par le MINMAP.

2. CRITERES ESSENTIELS :

- i) Présentation de l'offre (conformité de la composition de l'offre par rapport aux prescriptions du DAO, pièces dans l'ordre et intercalaires couleur) ;
 - ii) Expérience dans les prestations similaires et la représentation d'une firme internationale spécialisée dans le domaine ;
 - iii) Service Après Vente pour une durée de cinq (05) ans ;
 - iv) Planning et délai de livraison ;
 - v) Preuves d'acceptation du marché (CCAP et ST paraphés) ;
 - vi) Souscription au code de bonne conduite du Fonds Mondial.
- Pour être éligible à l'évaluation financière, le soumissionnaire doit satisfaire à tous les critères dits éliminatoires et à au moins 80% des spécifications techniques mineures.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire ayant satisfait tous les critères éliminatoires et proposé l'offre financière la moins disante.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule d'Appui au lancement des Appels d'offres tel :222 22 95 83) sis au Rez de chaussée du Bâtiment A (porte R9) de l'immeuble abritant les services du Ministère des Marchés Publics, **sis à Yaoundé.**

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le **MINISTRE DÉLÉGUÉ**

ABBA SADOU

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TRAVAUX PUBLICS

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TRAVAUX PUBLICS NATIONAL ADVANCED SCHOOL OF PUBLIC WORKS INTERNAL TENDERS BOARD AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N° 006/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2017 DU 10 JUILLET 2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA RÉSIDENCE POUR ENSEIGNANTS EN VISITE PHASE IV : LOT 2 : EQUIPEMENT PHASE 1 (VOILAGE, MOBILIER, LITERIE, ETC.), À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TRAVAUX PUBLICS DE YAOUNDÉ. FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP EXERCICE 2017

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

1.- : Le Directeur de l'ENSTP lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour les travaux de construction de la résidence pour enseignants en visite Phase IV, Lot 2 : Equipement phase 1 (voilage, mobilier, literie, etc.), à l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent marché constituent un lot unique : Equipement phase 1 (voilage, mobilier, literie, etc.)

3. Cout Prévisionnel

1.- Lot 2 : Equipement phase 1 : 30 000 000 (trente millions) de francs CFA ;

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans ce domaine.

5. Financement

Les fournitures, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (Ministère des Travaux Publics) Exercice 2017.

6. Consultation du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au Secrétariat du Maître d'ouvrage à l'ENSTP de Yaoundé, BP 510 Yaoundé, Téléphone 222 23 09 44, Fax 222 22 18 16 dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu au Secrétariat du Maître d'ouvrage à l'ENSTP de Yaoundé, BP 510 Yaoundé, Téléphone 222 23 09 44, Fax 222 22 18 16, dès publication du présent avis, contre la présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de 50 000 (cinquante mille) Francs CFA dans le compte CAS-ARMP N° 335 988 60001-94 dans l'une des agences de la BICEC.

8. Remises des offres

Chaque offre rédigée en Français ou en Anglais, en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marquées comme telles, devra parvenir sous pli fermé au secrétariat du Maître d'Ouvrage, à l'ENSTP de Yaoundé, au plus tard le 30 juillet 2017 à 12 heures, heure locale, soit par poste en courrier recommandé avec accusé de réception, soit déposée contre récépissé et devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 006/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2017 DU 10 JUILLET 2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA RESIDENCE POUR ENSEIGNANTS EN VISITE PHASE IV : LOT 2 : EQUIPEMENT PHASE 1 (VOILAGE, MOBILIER, LITERIE, ETC.),

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement. »

9. Delai de Livraison

Le Délai de livraison est de trois (03) mois.

10. Recevabilité des Offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission (conforme au modèle joint en annexe), d'une durée de validité de 120 (cent vingt) jours à compter de la date d'ouverture des offres, établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des finances et la COBAC. Le montant de la caution est de :

Lot 2 : Equipement phase 1 (voilage, mobilier, literie, etc.) : 600 000 (six cent mille) Francs CFA.

Sous peine de rejet de l'offre, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et au Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances et la COBAC. Le non-respect des modèles des pièces du dossier d'Appel d'Offres entraînera le rejet de l'offre.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps, le 30 juillet 2017, à 13 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de l'ENSTP dans la salle de lecture de la bibliothèque de l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

12. Critères d'évaluation

12.1 Principaux critères éliminatoires :

- a) Pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- b) Pièces Administratives incomplètes ou non conformes ;

- c) Capacité financière insuffisante ou absente ;
- d) Non-respect d'au moins 80 % des critères de qualification ;
- e) Antécédents de non-exécution d'un marché similaire ou litige en cours à l'ENSTP de Yaoundé ;
- f) N'avoir pas exécuté au moins une prestation similaire les cinq (05) dernières années ;
- g) Figurer sur la liste des entreprises défailtantes publiée par le MINMAP.

12.2 Principaux critères de qualification :

Les critères relatifs à la qualification des candidats, évalués de manière binaire (satisfait ou non) porteront sur :

- | | |
|---|-----------|
| a) les références dans les prestations similaires | oui/non ; |
| b) la conformité aux spécifications techniques | oui/non ; |
| c) le délai de garantie | oui/non ; |
| d) le planning et délai de livraison | oui/non ; |
| e) la présentation générale de l'offre | oui/non. |

13. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre financière évaluée la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

14. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au secrétariat de la Direction de l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics à Yaoundé, BP 510, Tél.: 222 23 09 44 Fax : 222 22 18 16.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR

NKENG GEORGE ELAMBO

MINISTRE DES MARCHES PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 101/AONO/MINMAP/CCPM-BEC/2017 DU 06 JUILLET 2017 POUR LES TRAVAUX D'EXTENSION DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE DOUALA. FINANCEMENT: BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP), EXERCICE 2017 ET SUIVANTS.

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A
IMPUTATION
51 20 272 06 4414148 2220 311

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés Publics, Autorité contractante, lance pour le compte du Trésorier Payeur Général de Douala, Maître d'Ouvrage, un Appel d'Offres National Ouvert, pour les travaux de construction d'un bâtiment R+3 en vue de l'extension de la Trésorerie Générale de Douala.

2. Consistance des prestations

Les travaux objet du présent Appel d'Offres comprennent notamment les postes ci-après:

- TRAVAUX PRELIMINAIRES
- FONDATION
- MACONNERIE-ELEVATION
- REVETEMENT- ENDUITS
- CHARPENTE-COUVERTURE
- MENUISERIE BOIS ET METALLIQUE
- PEINTURE
- ELECTRICITE
- PLOMBERIE- SANITAIRE ET VRD

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel d'exécution des travaux, à l'issue des études préalables, est de 350 000 000 (trois cent cinquante millions) de francs CFA.

Les prévisions budgétaires au titre des exercices 2017 et 2018 pour les travaux sont les suivantes:

Désignation du projet	Tranche	Exercice	Montant (TTC) en FCFA
Travaux d'extension de la Trésorerie Générale de Douala	Tranche ferme	2017	75 000 000
	Tranche conditionnelle	2018	275 000 000

4. Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont en un lot unique.

5. Participation et origine

La participation à cet Appel d'Offres est Ouverte à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais jouissant des capacités juridiques, financières et techniques nécessaires et suffisantes.

6. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, sont financés par le Budget d'Investissement Public, Exercice 2017 et suivants, sur les lignes d'imputation budgétaire : 51 20 272 06 4414148 2220 311

7. Consultation du Dossier

Dès publication du présent avis, le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté auprès de la Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres sise au bâtiment A de l'immeuble abritant les services du Ministère des Marchés Publics (MINMAP) au centre-ville de Yaoundé (ancienne USAID), porte R09.

8. Acquisition du Dossier

Dès publication du présent avis, le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré aux heures ouvrables au Ministère des Marchés Publics, Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de 200 000 (deux cent mille) FCFA, au Trésor Public, au titre des frais d'achat du DAO.

9. Remises des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marqués comme tels, et une version électronique des offres financières gravée sur 01 (un) CD, seront placées sous pli cacheté et scellé, sans aucune indication sur l'identité du soumissionnaire sous peine de rejet, et déposées à la Cellule d'Appui au lancement des Appels d'Offres sise au bâtiment A de l'immeuble abritant les services du Ministère des Marchés Publics (MINMAP) au centre-ville de Yaoundé (ancienne USAID), porte R09, au plus tard le 11 Août 2017 à 10 heure locale et devront porter la mention suivante :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 101/AONO/MINMAP/CCPM-BEC du 06 Juillet 2017 POUR LES TRAVAUX D'EXTENSION DE LA TRÉSORERIE

GÉNÉRALE DE DOUALA. « A N'OUVRIER QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

10. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de **quatorze (14) mois**, étalés sur deux tranches ainsi qu'il suit.

Exercice	Délai
Tranche ferme (2017)	4 mois
Tranche conditionnelle (2018)	10 mois

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le démarrage de la tranche conditionnelle sera déclenché par un Ordre de Service du Maître d'Ouvrage, après réception de la tranche ferme.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un organisme financier de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du présent DAO, dont le montant est de **7 000 000 (sept millions) FCFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme financier de premier ordre agréée par le Ministre chargé des Finances.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces Administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 11 Août 2017 à 11 heures précises par la Commission Centrale de Passation des Marchés des Bâtiments et Equipements Collectifs, sise au bâtiment B de l'immeuble abritant les services du MINMAP au centre-ville de Yaoundé, face Hôtel DJEUGA PALACE.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une bonne connaissance du dossier.

14. Critères d'évaluation

1. Critères Éliminatoires

Les critères éliminatoires porteront essentiellement sur :

L'absence d'une pièce administrative ;

La fausse déclaration ou pièce falsifiée;

L'absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU (l'Offre financière);

La non validation d'un critère essentiel.

2. Critères essentiels

Les critères essentiels relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

1 -	Présentation générale des offres.....	3 sous critères
2 -	Visite du site	2 sous critères
3 -	Capacité financière.....	2 sous critères
4 -	Références de l'entreprise dans les réalisations similaires	3 sous critères
5 -	Expérience du personnel d'encadrement technique sur le chantier.....	3 sous critères
6 -	Disponibilité du matériel et des équipements essentiels mobilisables.....	5 sous critères
7 -	Méthodologie d'exécution (Installation du chantier, organigramme de chantier ; Organisation des équipes, Plannings, Mesures d'hygiène, impact du projet sur l'environnement).....	3 sous critères

NB : Seuls les soumissionnaires ayant validés la totalité des critères essentiels seront admis à l'évaluation financière.

15. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les capacités techniques et administratives requises et présentant l'offre financière évaluée la moins-disante.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour le dépôt de ces dernières.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès de la Direction de Marchés des Travaux de Bâtiments et d'Equipements Collectifs du Ministère des Marchés Publics, **tél : 222 238 458** ou auprès des services du Maître d'Ouvrage.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le **MINISTRE DÉLÉGUÉ**

ABBA SADOU

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°102/AONO/PR/MINMAP/CCPM-AG/2017 DU 06 JUILLET 2017
RELATIF A L'ACQUISITION DES COMPTEURS DE CONSOMMATION D'EAU DES ABONNES A LA
CAMWATER**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
N°3091066-01-005-0158-00006-23

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'amélioration des performances de distribution d'eau potable, le Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé des Marchés publics, Autorité contractante envisage de procéder à l'acquisition des compteurs de consommation d'eau des abonnés de la camwater.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres comprennent la fourniture de :

- 23 000 compteurs DN15 ;
- 5 000 compteurs DN20.

Les spécifications techniques de la fourniture sont contenues dans le descriptif de la fourniture (pièce N°05) du Dossier d'Appel d'offres.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de **478 192 500** (quatre cent soixante-dix-huit millions cent quatre-vingt-douze mille cinq cent) **FCFA Toutes Taxes Comprises**.

4. Allotissement

Le délai maximum de livraison prévu par le Maitre d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent Appel d'offres est de quatre Vingt Dix (90) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National est ouverte aux soumissionnaires spécialisés dans les domaines sus cités.

6. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le BUDGET D'INVESTISSEMENT de la CAMWATER pour l'exercice 2017 et suivant, imputable sur la ligne **N°3091066-01-005-0158-00006-23945000**

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres (CALAO) sis à la porte R09 du bâtiment A du Ministère des Marchés Publics à Yaoundé dès publication du présent Avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables à la Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres sis au R09 du bâtiment A du Ministère des Marchés Publics à Yaoundé dès publication du présent Avis, contre versement d'une somme non remboursable de **100 000 (Cent mille) Francs CFA**, payable à la BICEC au compte **N° 06800.33598800001 clé 89** au profit de « **Compte Spécial CAS-ARMP** »

9. Remises des offres

Les offres seront rédigées en français ou en anglais. Elles devront être scellées sous trois enveloppes distinctes présentées comme suite :

- Enveloppe A –Volume I : Dossier Administratif ;
- Enveloppe B –Volume II : Offre technique ;
- Enveloppe C –Volume III : Offre financière.

Contenant chacune sept (07) exemplaires dont un (1) original papier, sept (06) copies papier et 01 copie numérique, (sans informations sur l'identité du soumissionnaire) et devant porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°102/AONO/PR/MINMAP/CCPM-AG/2017 DU 06 Juillet 2017 RELATIF A L'ACQUISITION DE COMPTEURS DE CONSOMMATION D'EAU DES ABONNES A LA CAMW « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Elles seront remises à la Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres sis au R09 du bâtiment A du Ministère des Marchés Publics à Yaoundé, au plus tard le 11/08/2017 à 10 heures, heure locale.

10. Delai de Livraison

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent Appel d'offres est de quatre Vingt Dix (90) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission délivrée par une Etablissement bancaire de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréé par le Ministère des Finances et d'un montant de **9500 000 (Neuf Millions Cinq Cent Mille) FCFA** et d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date d'ouverture des offres.

12. Recevabilité des Offres

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative conformément aux stipulations du Règlement Particulier d'Appel d'Offres. Elles devront dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établis postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

L'absence de la caution de soumission, entrainera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en 01 temps, le **11/08/2017** à 11 heures par la Commission Centrale de Passation des Marchés des Approvisionnement Généraux, siégeant au rez-de-chaussée du bâtiment A du Ministère des Marchés Publics à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance du dossier, peuvent assister à cette séance d'ouverture.

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après 48h ;

- Pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- Absence du prospectus et fiche technique du fabricant décrivant les caractéristiques de la fourniture ;
- Absence de l'autorisation du fabricant ou de l'agrément de distributeur délivré par le fabricant
- Délai de livraison > 90 jours ;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant du non abandon de marché au cours des trois dernières années et son absence sur la liste des entreprises défaillantes émises par le MINMAP ;
- Absence d'une attestation de solvabilité bancaire d'un montant de 100 000 000 FCFA ;
- Non satisfaction d'au moins 3 des 5 des critères essentiels ;
- Non-conformité aux spécifications techniques majeures ci-après :

N°	Eléments	Caractéristiques
1	Calibre compteurs	15 mm et 20 mm
2	Classe métrologique	C
3	Débit nominal (m3/h) Compteurs DN 15	1.5 m ³ /h
4	Débit nominal (m3/h) Compteurs DN 20	2.5 m ³ /h
5	Pression de service maximale admissible	16 bars

A. La Présentation de l'offre.

B. Non-conformité aux spécifications techniques mineures des fournitures à au moins 75% .

C. Référence/expérience du soumissionnaire (marchés ou Lettre Commande ou sous traitance de compteurs d'eau potable de montants cumulés ? 100 000 000 FCFA).

D. Garantie sur les fournitures (un an).

E. preuve d'acceptation des conditions du marché (CCAP et DF paraphés et signés à la dernière page).

Les sous-critères sont listés dans la grille d'évaluation du Règlement Particulier de l'Appel d'offres du DAO.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire qui aura satisfait à tous les critères éliminatoires et dont l'offre financière aura été évaluée la moins-disante.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'ouverture des plis.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, à la Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres du Ministère des Marchés Publics au sein de l'immeuble abritant ses services et/ou à la Division Suivi des Consultations et des Marchés de la CAMWATER porte 304, au 3^{ème} étage de l'immeuble siège sis à Koumassi –Douala.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le *MINISTRE DÉLÉGUÉ*

ABBA SADOU

MINISTRE DES MARCHES PUBLICS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°103/AONR/PR/MINMAP/CCPM-SPI/2017 DU 06 JUILLET 2017 POUR L'AUDIT DES MODELES
FINANCIERS ACTUALISES DES ANNEES 2010, 2011, 2012, 2013 ET 2014 DE LA SOCIETE DPDC
FINANCEMENT : BUDGET ARSEL, IMPUTATION : LIGNE 201 220 (110)**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
201 220 (110)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de ses missions de régulation notamment de la tarification de l'électricité, le Ministre des Marchés Publics, Autorité contractante lance pour le compte de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité lance une consultation nationale ouverte pour le recrutement d'un consultant chargé de l'audit des modèles financiers actualisés des années 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 de la société DPDC.

Le présent Appel d'Offres fait suite à la sollicitation à manifestation d'intérêt N°01/ARSEL/DG/DCEC/SDCT du 31 mars 2016.

2. Consistance des prestations

Cette prestation consiste notamment de donner un avis d'expert sur :

- l'examen des principales hypothèses et données d'entrées, et la confirmation que ces informations sont correctement entrées dans le modèle ;
- l'examen et la confirmation de l'intégrité logique, la cohérence interne et l'exactitude arithmétique des formules, liens, algorithmes et des calculs contenus dans le modèle ;
- l'examen et la confirmation de la cohérence du modèle avec des extraits pertinents de la documentation contractuelle et celle du financement du projet, notamment des données provenant des documents du projet ;
- s'assurer que le calcul des tarifs et d'autres indicateurs clés s'opère conformément aux dispositions du « Tolling Agreement » ;
- l'examen analytique des résultats du modèle, en identifiant les incohérences, les données inexplicables, les tendances des flux de trésorerie (y compris les revenus, dépenses, impôts, dépréciation, etc.) ;
- l'examen du modèle en ce qui concerne sa capacité à exécuter des scénarii convenus, de confirmer l'exactitude et l'intégrité logique des structures de sensibilité, le codage et la manipulation des données requises ;
- l'utilisation du modèle pour exécuter les scénarii de sensibilité et la confirmation qu'il produit avec précision les résultats escomptés, et que les résultats sont compatibles avec les modifications apportées aux hypothèses ;
- la comparaison entre le modèle de référence et les modèles actualisés de chaque année.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **TTC trente-cinq (35) millions de FCFA.**

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte à la liste des candidats préqualifiés ci-après :

N°	Noms des candidats préqualifiés	Adresses
1.	AUDITEC-FOIRIER Consulting	BP: 12134 Douala Tél : 675 77 96 65
2.	CAEAC	BP: 3223 Douala
3.		

IBC



BP: 12028 Yaoundé Tél : 699 84 61 42



NB : Les candidats de la liste restreinte ne peuvent s'associer en groupement.

5. Financement

Les prestations ci-dessus sont financées par le budget de l'ARSEL, exercice 2017 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 200 220 (110).

6. Consultation du Dossier

Le dossier complet d'appel d'offres peut être consulté et retiré dès publication du présent appel d'offres aux heures ouvrables au Ministère des Marchés Publics (Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres), sise à l'ancienne Ambassade des Etats- Unis.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables au Ministère des Marchés Publics à la Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres (Tél.222 22 95 83), sis au Rez de chaussée du bâtiment A (porte R9) dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de Soixante mille (60 000) FCFA représentant les frais d'achat du dossier au compte « **CAS ARMP** » n° **33 59 88** ouvert dans l'une des agences BICEC du Cameroun.

La copie dudit reçu sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres contre décharge.

8. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels doit être déposée à la Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres du Ministère des Marchés Publics, Bâtiment « A »,sise à l'ancienne Ambassade des Etats- Unis Tél : 222 22 95 83, au plus tard le 17 Août 2017 à 13 heures précises, heure locale et revêtue de la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°103/AONR/PR/MINMAP/CCPM-SPI//2017 DU 06 Juillet 2017 POUR L'AUDIT DES MODELES FINANCIERS ACTUALISES DES ANNEES 2010, 2011, 2012, 2013 ET 2014 DE LA SOCIETE DPDC "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

9. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations, objet du présent appel d'offres est de (30) trente jours.

10. Cautionnement Provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, précisant le montant de **Sept cent mille francs (700 000)** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres.

11. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres sera effectuée en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu **17 Août 2017** à 14 heures précises, heure locale, par la Commission Centrale de Passation des Services et Prestations Intellectuelles.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix, dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

L'ouverture des offres financières sera effectuée après vérification des offres administratives et analyse des offres techniques. Ne seront ouvertes et soumises à l'analyse financière que les offres financières des soumissionnaires dont les offres techniques, après analyse, auront obtenu une note technique égale ou supérieure à soixante-dix (70) points sur cent (100).

13. Critères d'évaluation

1. Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité au-delà de 48 heures d'une pièce administrative;
- Fausse déclaration ou falsification des pièces administratives ;
- Note technique inférieure à 70% ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ou administrative.

2. Critères Essentiels

Le système de notation des offres portera sur les critères suivants dont le détail est donné dans le RPAO :

- la présentation.....5pts.
- les références du soumissionnaire.....25pts ;
- les matériels5pts ;
- l'expérience et la qualification du personnel affecté à la mission35pts;
- la proposition technique (méthodologie d'exécution de la mission).....30pts ;

Les offres n'ayant pas obtenu au moins une note de 70 points sur 100 des critères essentiels, seront jugées techniquement non qualifiées et ne pourront accéder à l'analyse financière.

14. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre après évaluation est la mieux-disante.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90)jours à compter de la date limite de remise de ces dernières.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule d'Appui au Lancement des Appel d'Offres (CALAO) au MINMAP.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le **MINISTRE DÉLÉGUÉ**

ABBA SADOU

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°104/AONR/PR/MINMAP/CCPM-SPI/2017 DU 06 JUILLET 2017 POUR L'AUDIT DU COUT DE
CONSTRUCTION DE LA CENTRALE A GAZ DE KRIBI ET DES CHARGES DES EXERCICES 2013, 2014 ET
2015 DE LA SOCIETE KPDC FINANCEMENT : BUDGET ARSEL, IMPUTATION : LIGNE 201 220 (110)**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
201 220 (110).

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de ses missions de régulation notamment de la tarification de l'électricité, le Ministre des Marchés Publics, Autorité contractante lance pour le compte de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité lance une consultation nationale ouverte pour le recrutement d'un consultant chargé de l'audit des coûts de construction de la centrale à gaz de Kribi et des charges des exercices 2013, 2014 et 2015 de la société KPDC.

Le présent Appel d'Offres fait suite à la sollicitation à manifestation d'intérêt N°01/ARSEL/DG/DCEC/SDCT du 31 mars 2016.

2. Consistance des prestations

Cette prestation consiste notamment de contrôler et de donner un avis d'expert sur :

- La vérification des dépenses de développement et de construction de la centrale qui porteront sur les éléments suivants:
 - les études d'avant-projet ou études de faisabilité ;
 - le développement et la construction de la centrale incluant un programme de travail, un budget, un plan de financement et des dispositions techniques et administratives de mise en œuvre;
 - les coûts de construction de ligne d'interconnexion entre la centrale et le réseau de transport existant ;
 - les coûts de la mise en service de la centrale ;
 - les Conventions de Financement conclues et signées entre la KPDC et les différents prestataires comprenant les dispositions techniques et administratives (DTA) jointes en annexe à la Convention de Financement ;
 - les écarts entre les coûts de développement et de financement et ceux initiaux;
 - les conventions d'assistance juridiques avec les cabinets ;
 - L'Audit des charges des années 2013, 2014 et 2015.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **TTC cinquante-six (56) millions de FCFA.**

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte à la liste des candidats préqualifiés ci-après :

N°	Noms des candidats préqualifiés	Adresses
1.	KPMG	BP: 1925 Douala 699 79 40 05
2.	AUDITEC-FOIRIER Consulting	BP: 12134 Douala Tél : 675 77 96 65
3	MAZARS	BP: 3791 Douala

NB : Les candidats de la liste restreinte ne peuvent s'associer en groupement.

5. Financement

Les prestations ci-dessus sont financées par le budget de l'ARSEL, exercice 2017 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 201 220 (110).

6. Consultation du Dossier

Le dossier complet d'appel d'offres peut être consulté et retiré dès publication du présent appel d'offres aux heures ouvrables au Ministère des Marchés Publics (Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres), sise à l'ancienne Ambassade des Etats- Unis.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables au Ministère des Marchés Publics à la Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres (Tél.222 22 95 83), sis au Rez de chaussée du bâtiment A (porte R9) dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de Soixante-quinze mille (75 000) FCFA représentant les frais d'achat du dossier au compte « **CAS ARMP** » n° **33 59 88** ouvert dans l'une des agences BICEC du Cameroun.

La copie dudit reçu sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres contre décharge.

8. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels doit être déposée à la Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres du Ministère des Marchés Publics, Bâtiment « A »,sise à l'ancienne Ambassade des Etats- Unis Tél : 222 22 95 83, au plus tard le **14 Août 2017** à 13 heures précises, heure locale et revêtue de la mention : **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 104/AONR/PR/MINMAP/CCPM-SPI//2017 DU 06 Juillet 2017 POUR L'AUDIT DU COUT DE CONSTRUCTION DE LA CENTRALE A GAZ DE KRIBI ET DES CHARGES DES EXERCICES 2013, 2014 ET 2015 DE LA SOCIETE KPDC "A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT"**.

9. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations, objet du présent appel d'offres est de (30) trente jours.

10. Cautionnement Provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, précisant le montant de **Un million cent vingt mille francs (1 120 000)** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres.

11. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres sera effectuée en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu **14 Août 2017** à 14 heures précises, heure locale, par la Commission Centrale de Passation des Services et Prestations Intellectuelles.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix, dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

L'ouverture des offres financières sera effectuée après vérification des offres administratives et analyse des offres techniques. Ne seront ouvertes et soumises à l'analyse financière que les offres financières des soumissionnaires dont les offres techniques, après analyse, auront obtenu une note technique égale ou supérieure à soixante-dix (70) points sur cent (100).

13. Critères d'évaluation

Critères Eliminatoires

- Absence ou non-conformité au-delà de 48 heures d'une pièce administrative;
- Fausse déclaration ou falsification des pièces administratives ;
- Note technique inférieure à 70% ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ou administrative.

13.2. Critères Essentiels

Le système de notation des offres portera sur les critères suivants dont le détail est donné dans le RPAO :

- la présentation.....5pts.
- les références du soumissionnaire.....25pts ;
- les matériels5pts ;
- l'expérience et la qualification du personnel affecté à la mission35pts;
- la proposition technique (méthodologie d'exécution de la mission).....30pts ;

Les offres n'ayant pas obtenu au moins une note de 70 points sur 100 des critères essentiels, seront jugées techniquement non qualifiées et ne pourront accéder à l'analyse financière.

14. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre après évaluation est la mieux-disante.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90)jours à compter de la date limite de remise de ces dernières.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Marchés Publics (Cellule d'Appui au Lancement des Appels d'Offres).

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le **MINISTRE DÉLÉGUÉ**

ABBA SADOU

PORT AUTONOME DE DOUALA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N°018/AOIR/PAD/CIPM/2017 DU 05/07/2017 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE L'ÉVALUATION DU SCHÉMA DIRECTEUR INFORMATIQUE EXISTANT DU PORT AUTONOME DE DOUALA ET SON ACTUALISATION FINANCEMENT : BUDGET PAD 2017

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
3304013

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur Général du Port Autonome de Douala lance un Appel d'Offres International Restreint pour le recrutement d'un consultant chargé de l'évaluation du schéma directeur informatique existant du Port Autonome de Douala et son actualisation.

2. Consistance des prestations

Les prestations à réaliser consistent en :

- a) L'étude et l'analyse théorique des écarts observés entre les recommandations du schéma Directeur informatique précédant et les accomplissements techniques, humains et organisationnels opérés au sein du système d'information ;
- b) La priorisations des opérations à effectuer pour se conformer à l'état de l'art ;
- c) La rédaction d'un nouveau Schéma Directeur Informatique, adapté au cadre du P.A.D pour la période 2017-2022 ;
- d) La formation de l'équipe dirigeante du Système d'Information (S.I) du PAD sur les outils stratégiques de planification et d'urbanisation du S.I.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de 50.000.000 FCFA.

4. Participation et origine

La participation à cet Appel d'Offres est réservée aux entreprises spécialisées dans la sécurité et l'audit informatique suivantes, sélectionnées à l'issue de l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°001/AMI/PAD/DG/2017 du 16 Janvier 2017. Il s'agit de :

N°	Entreprises	Adresse
1	PROGRESYS	BP : 741 DOUALA
2	Le groupement ICCSOFT/RESYTAL	BP : 4124 YAOUNDE
3	Le groupement SOFT ELITE/QUALISYS CONSULTING/MEGASOFT	BP : 14087 YAOUNDE

5. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget du PAD pour le compte de l'exercice 2017, sur la t

6. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Division des Marchés et des Contrats de Partenariats Publics Privés face de l'ex Direction Technique du PAD, DOUALA, Tél. 233.42.01.33 / 233.43.55.00 — Fax 233.42.67.97 dès publication du pr

7. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu à la Division des Marchés et des Contrats de Partenariats du PAD, Service de la Préparation des dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de 60.000 (soixante mille) francs CFA au CAMEROUN.

8. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme Partenariats Publics Privés du PAD, Service de la Préparation des Marchés, sise au Bâtiment situé en face de l'ex Direction T mention :

« Dossier d'Appel d'Offres International Restreint N°018/A01R/PAD/CIF

Pour le recrutement d'un consultant charge de l'évaluation du schéma directeur informatique d

Financement : Budget PAD 2017

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

9. Delai de Livraison

Le délai d'exécution des prestations est de quatre-vingt-dix (90) jours.

10. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de prem des cautions dans le cadre des marchés publics et dont la liste figure à la pièce 10 du Dossier d'Appel d'Offres, d'un montant c au-delà de la date limite de validité des offres.

11. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date da signature de l'Avis d'Appel d'O

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'abs agréée par le Ministère en charge des Finances.

12. Ouverture des Plis

L'ouverture de tous les plis se fera en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **15/09/2017 à 10 heures** par la Commission Inter-Division des Marchés et des Contrats de Partenariats Publics-Privés, bâtiment situé en face de l'ex Direction Technique du PAD

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix

13. Critères d'évaluation

a. Critères éliminatoires

- Absence d'une pièce du dossier administratif ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ou non authentiques ;
- Offre financière incomplète (omission d'un prix du cadre du BPU) ;
- Absence de l'attestation de capacité financière d'un montant minimal de 20.000.000 FCFA délivrée par une banque de préférence locale ;
- Absence de l'engagement sur l'honneur de n'avoir pas d'antécédent dans l'exécution des marchés publics (mauvaise exécution) ;
- Note technique inférieure à 80/100 points.

b. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques se fera sur la base de la grille de notation suivante :

- Présentation générale de l'offre 05 points ;
- Références du soumissionnaire 20 points ;
- Qualifications et expérience des intervenants 42 points ;
- Qualifications du personnel d'appui 09 points ;
- Moyens logistiques 10 points ;
- Méthodologie, organisation et planning prévisionnel du travail demandé 14 points ;

TOTAL 100 points Evaluation financière

Seules les propositions techniquement+ qualifiées seront évaluées.

L'offre financière étant notée sur 100 points, la note financière la moins disante (NFMd) recevra la totalité des points (**NFMd = 100/100**).

Les autres propositions seront notées sur 100 points suivant la formule suivante :

$$NFS_i = (A_i M d \times 100) / MS_i$$

Expression dans laquelle :

NFS_i : désigne la note financière du candidat i ;

MMd : désigne le montant évalué du moins disant ;

M_s : désigne le montant évalué du candidat i ;

NFMd : désigne la note financière du moins disant.

Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera sélectionné à travers la combinaison de ses notes technique et financière ainsi qu'il

suit : **Ng_i = (0,8 x note technique) + (0,2 x Note financière)**.

Ng_i : note globale technico-financière du candidat i

L'offre la "mieux disante" est celle dont la note globale est la plus élevée.

14. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura produit l'offre la mieux disante.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre vingt dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la ren

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Port Autonome de Douala, Direction des S

Lutte contre la corruption

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux num

PROGRAMME D'APPUI A LA SECURISATION ET A LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES AGROPASTORALES AU NORD CAMEROUN

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001 /AONO/MINADER-MINEPIA/ASGIRAP/CSPM/2017 DU 19/06/2017 RELATIF A LA FOURNITURE D'UN (01) VEHICULE PICK-UP D/C 4X4 « TOUT TERRAIN » POUR LE COMPTE DE LA COMPOSANTE 3 DU PROGRAMME D'APPUI A LA SECURISATION ET A LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES AGRO PASTORALES AU NORD CAMEROUN (C2D/ASGIRAP) FINANCEMENT PROGRAMME C2D/ASGIRAP (CONVENTION D'AFFECTATION N° CCM 1272 01 K), COMPOSANTE 3 EXERCICE 2017.

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
5131 67 0011 2813

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Coordonnateur National du Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agropastorales (C2D/ASGIRAP) au Nord Cameroun lance un Appel d'Offres National Ouvert relatif à la fourniture d'un (01) véhicule Pick-Up D/C 4x4 « Tout terrain ».

2. Consistance des prestations

La prestation du présent marché comprend : la fourniture d'un (01) véhicule Pick-Up D/C 4x4 « Tout terrain », au siège de la Coordination du Programme C2D/ASGIRAP sis à Garoua, dans les locaux de la MEADEN.

Les spécifications techniques dudit véhicule sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières inclus dans le présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO).

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de **27 000 000 F CFA (Vingt sept millions de Francs CFA) TTC.**

4. Allotissement

Lot unique

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux concessionnaires agréés installés au Cameroun, justifiant des capacités techniques et financières pour la fourniture de ce type de matériel.

6. Financement

La prestation, objet du présent Appel d'Offres est financée par le budget de l'exercice 2017 de la composante 3 du Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agropastorales au Nord Cameroun (C2D-ASGIRAP) ; dans le cadre de la Convention d'Affectation N° CCM 1272 01 K PROGRAMME C2D/ASGIRAP du 17 février 2014, signée entre la République du Cameroun et l'Agence Française de Développement (AFD), sur la ligne d'imputation **5131 67 0011 2813**

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Coordination Nationale du Programme d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des Administrations du Secteur Rural (AMO 2), sis à Yaoundé au quartier Bastos, Immeuble Wemba Sep Dita, B P : 4 133 Yaoundé, Fax ; 222 20 36 53, Tel. : 222 20 36 52, E-mail ; amoc2d@yahoo.fr, dès publication du présent avis d'Appel d'Offres.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu à la Cellule de Coordination du Programme d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des Administrations du Secteur Rural (AMO 2), sis à Yaoundé au quartier Bastos, Immeuble Wemba Sep Dita, B.P : 4 133 Yaoundé, Fax : 222 20 36 53, Tel. ; 222 20 36 52, Email : amoc2d@yahoo.fr, dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres, contre un reçu de versement d'une somme non remboursable de **Cinquante mille (50 000) Francs CFA**, représentant les frais d'acquisition du dossier, au Compte d'Affectation Spéciale n° 335 988 de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ouvert à la BICEC, dans tous les chefs-lieux des régions.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et produite en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tel, devra parvenir à la Cellule de Coordination du Programme AMO 2, sis à Yaoundé au quartier Bastos, Immeuble Wemba Sep Dita, B.P: 4 133 Yaoundé, Fax: 222 20 36 53, Tel.: 222 20 36 52, E-mail: amoc2d@yahoo.fr, au plus tard le **Mardi 18 Juillet 2017 à 14 Heures**, heure locale et devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 001 /AONO/MINADER-MINEPIA/ASGIRAP/CSPM/2017 DU 19/06/2017
RELATIF A LA FOURNITURE D'UN (01) VEHICULE PICK-UP D/C 4x4 « TOUT
TERRAIN » POUR LE COMPTE DE LA COMPOSANTE 3 DU PROGRAMME D'APPUI A
LA SECURISATION ET A LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES AGRO
PASTORALES AU NORD CAMEROUN (C2D/ASGIRAP)
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

10. Délai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la livraison de la fourniture objet du présent appel d'offres est de vingt **(20) jours**. Le véhicule à fournir sera livré au siège du Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agro Pastorales au Nord, sis à Garoua

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 10 du DAG, d'un montant égal à **Cinq cent quarante mille (540 000) Francs CFA**, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date (limite) de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux et en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois et/ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres. Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps le Mardi 18 Juillet 2017 à 15 heures. Celle-ci se fera de la manière suivante : l'ouverture des offres administratives, des offres techniques et financières par la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du Programme d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage auprès des Administrations du Secteur Rural (AMO 2).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- Absence de la déclaration sur l'honneur du non abandon d'une prestation antérieure ;
- Absence d'une pièce du dossier administratif ;
- Absence de l'agrément ou de l'autorisation du fabricant ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Non-respect d'un critère technique essentiel majeur ;
- Note technique inférieure à 75% ;
- Absence de la caution de soumission ;
- absence du certificat de conformité ou du PV de validation du prototype.

Critères essentiels de qualification

- Capacité du réservoir de carburant d'au moins 80 L ;
- Nombre de places assises d'au moins 5 ;

Les critères relatifs à la qualification des candidats évalués selon l'appréciation binaire de oui et non porteront sur :

- une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références du matériel proposé accompagné de prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO ;
- les références du fournisseur ces trois dernières années [Produire la preuve d'avoir déjà exécuté au moins trois (03) marchés similaires au cours des trois (03) dernières années, avec les montants desdits marchés ; les coordonnées des responsables des projets ou des Maîtres d'Ouvrage ainsi que les documents justificatifs (copies des marchés ou lettre-commande (première et dernière page, bordereau de livraison signé par le Maître d'Ouvrage, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;
- un justificatif du chiffre d'affaires moyen des trois dernières années > 90 000 000 F CFA ;
- Le délai de livraison de la prestation : vingt (20) jours à compter de la date de signature de l'ordre de service de livrer la fourniture ;
- l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières (produire une capacité financière d'au moins 20 000 000 Francs CFA par une banque de 1er ordre agréée par le MINFI) ;

la preuve de disponibilité des pièces de rechange ;

- le service après-vente (atelier et personnel qualifié, engagement sur l'honneur à assurer la maintenance des véhicules livrés pendant un (01) an à compter de la date de réception provisoire.
- une garantie d'au moins un (01) an du matériel proposé ;
- preuves d'acceptation des conditions du marché (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Descriptif de la Fourniture (DF) paraphés à chaque page, datés, signés et cachetés à la dernière page).

NB : Seuls les soumissionnaires ayant obtenu au moins 75% d'avis favorables (oui) seront éligibles à l'analyse

15. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire, ayant produit les pièces administratives complètes, valables et conformes aux prescriptions du DAO, techniquement qualifié et dont l'offre financière est évaluée la moins-disante. En cas d'égalité parfaite, le marché sera attribué au soumissionnaire ayant la meilleure offre technique.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Coordination Nationale du Programme C2D/ASGIRAP, sise dans les locaux de la MEADEN au quartier plateau à Garoua, B.P : 1 745, Tel. : 652 820 612 / 699 55 09 47, ou auprès du Programme d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des Administrations du Secteur Rural (AMO 2), sis à Yaoundé au quartier Bastos, Immeuble Wemba Sep Dita, B P ; 4 133 Yaoundé, Fax : 222 20 36 53, Tel. : 222 20 36 52, E-mail ; amoc2d@yahoo.fr.

GAROUA le 19 Juin 2017

Le COORDONNATEUR NATIONAL

PADOU HAMADOU ADAMA



DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU MINMAP DU NORD OUEST

TENDER NOTICE OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER 30/ONIT/RDMINMAP/NWRTB/2Q17 OF 10/07/2017 FOR THE CONTROL OF THE CONSTRUCTION WORKS OF BALI COURTHOUSE IN MEZAM DIVISION, IN THE NORTH WEST REGION OF CAMEROON (PHASE I) (BY EMERGENCY PROCEDURE) FINANCING RIB 2017

FINANCING
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Subject of the invitation to tender

The Regional Delegate, Contracting Authority launches an open national invitation to tender for the Control of the construction works of Bali Courthouse in Mezam Division, in the North West Region of Cameroon (Phase I). The works to be executed is spelt out in Article 29(a) and 29(d) of the Special Regulations governing the invitation to tender (RPAO) enclosed with the Tender File.

2. Nature of services

The services comprise notably the project for the Control of the construction works of Bali Courthouse in Mezam Division, in the North West Region of Cameroon (Phase I)

3. Estimated cost

Estimated cost The estimated cost after preliminary studies is Ten Million (10,000,000) francs CFA

4. allotment

The services are in one lot as follows. - The Control of the construction works of Bali Courthouse in Mezam Division, in the North West Region of Cameroon (Phase I)

5. Participation and origin

Participation to this invitation to tender is open to enterprises of Cameroonian nationality that have experience and have carried out control works in this domain

6. Financing

Financing Works which form the subject of this invitation to tender shall be financed by Public Investment Budget for 2017 financial year.

7. Consultation of tender file

The file may be consulted during working hours at the Regional Delegation of MINMAP, Private Secretariat of the Regional Delegate of Public Contracts North West, door number 101, Tel: 233361887 as soon as this notice is published

8. Acquisition of tender file

The file may be obtained from the Regional Delegation of MINMAP North West, Private Secretariat of the Regional Delegate of Public Contracts North West, door number 101 as soon as this notice is published against payment of the non refundable sum of Eighteen Thousand (18, 000) CPA francs, payable at Bamenda Regional Treasury

9. Submission of bids

Submission of bids: Each bid drafted in English or French in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, should reach the Regional Delegation of MINMAP North West, Private Secretariat of the Regional Delegate of Public Contracts North West, door number 101 not later than **31/07/2017 at 12.00 noon** and should carry the inscription:

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
 N° 30/ONIT/RDMINMAP/NWRTB/2017 OF 10/07/2017 FOR THE CONTROL OF THE CONSTRUCTION WORKS
 OF BALI COURTHOUSE IN MEZAM DIVISION, IN THE NORTH WEST REGION OF CAMEROON (PHASE I) (BY
 EMERGENCY PROCEDURE)**

"To be opened only during the bid-opening session"

10. Delivery deadline

The maximum deadline provided by the Project Owner or Contracting Authority for the execution of the services forming the subject of this invitation to tender is Six (06) months

11. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first-rate banking establishment approved by the Ministry in charge of finance and whose list is found in document No. 12 of the Tender File, of an amount of **Two Hundred Thousand (200,000) FCFA** and valid for thirty (30) days beyond the date of validity of bids.

12. Admissibility of bids

Under penalty of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or administrative authorities (Senior Divisional Officer, Divisional Officers) must imperatively be produced in accordance with the Special Regulations of the invitation to tender.

They must obligatorily be not older than three (3) months preceding the date of submission of bids or may be established after the signature of the tender notice

Any bid not in compliance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. This refers especially the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Minister in charge of Finance.

13. Opening of bids

The bids shall be opened in two phases. The opening of the administrative file and the technical bid shall first take place followed by the opening of the financial bids of bidders who obtained the required minimum technical score. The opening of administrative documents and the technical bids on **31/07/2017 at 01.pm local time** by the North West Regional Tenders Board situated at SONAC Street Bamenda.

Only bidders may attend or be represented by a duly mandated person.

The opening of the financial bids shall take place at the end of the technical analysis and shall only concern bidders who obtained the minimum required score of **75%**.

14. Evaluation criteria

Eliminatory criteria

- Absence of one of the administrative documents; - False declaration or falsified documents - Absence of bid bond or insufficient bid bond - Technical score below 75% - Incomplete Technical or Financial files.

Essential criteria

Criteria relating to the qualification of bidders shall concern the following aspects

	CRITERIA	MARKS
1	General presentation of bid	

5 pts

2	Financial guarantee	20 pts
3	Organization, methodology and planning of execution of works	25 pts
4	Human and material resources	40 pts
5	Bidder's reference	10 pts
TOTAL		100 % pts

Only bidders who obtain a technical score of at least 75 points on 100 shall have their financial bids examined.

15. Award

The Jobbing Order shall be awarded to the realistic best bidder as specified in the Special Regulations of this tender

16. Validity of bids

Bidders will remain committed to their bids for 90 days from the deadline set for the submission of bids.

17. Complementary information

Complementary information may be obtained during working hours from the Regional Delegation of MINMAP North West, Private Secretariat of the Regional Delegate of Public Contracts North West, door number 101, Tel; 23336188

BAMENDA le 10 Juillet 2017

Le DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

BANG JOSEPH EWUNSOH

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU MINMAP DU NORD OUEST

CALL FOR TENDERS (BY EMERGENCY PROCEDURE) N° 31/ONIT/RDMINMAPNWRTB/2017 OFFOR THE CONSTRUCTION OF BALI COURTHOUSE IN THE DEPARTMENT OF MEZAM NORTHWEST REGION OF CAMEROON (PHASE I)

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

As part of the modernization and capacity increase of services of the state, the Minister of State, Minister of Justice and keeper of the Seals decided to upgrade its decentralized departments of Mezam Region Department Northwest Cameroon. In this context, the Regional Delegate of Public Contracts, Contracting Authority, launched on behalf of the Minister of Justice, an open national invitation to tender for the construction of the Bali courthouse in Mezam Department, North Region West Cameroon.

2. Consistance des prestations

- The work covered by this tender include:
- The construction of the courthouse in the courtroom - •The construction of a security fence; a sentry and external visitors toilet - •The development of a concrete pavers in parking and natural parks - • Stairs and ramps to different buildings..

3. Cout Prévisionnel

The estimated cost after preliminary studies for (Phase I) at **sixty million (60 000 000) all taxes inclusive.**

4. Allotissement

This works are grouped in a unique lot.

5. Participation et origine

Participation in this invitation to tender is open on equal conditions to the contractors installed in Cameroon. Participation of Associated undertakings is permitted only if the representative is appointed and the specific power of each member of the group of undertakings is clearly defined

6. Financement

The object of this work Tender Notices are funded by the public investment budget of Ministry of Justice

7. Consultation du Dossier

The Tender file can be consulted during working hours at the Regional Delegation of Public Contracts for the North West, at the **Regional Delegate's private secretariat, door 101 tel: 233361887.**

8. Acquisition du Dossier

The Tender file in the French and English language may be obtained from the Regional Delegation of Public Contracts for the North West, at the Regional Delegate's private secretariat, door 101 tel: 233361887, upon presentation of a non-refundable treasury receipt (payable at the Regional Treasury Bamenda) of seventy one thousand (71,000) FCFA. Such a receipt shall identify the payer as representing the company that wants to participate in the tender. When they go for the acquisition of tender files, bidders shall register and give their full addresses (P.O. Box, Fax, Telex, Telephone numbers).

9. Remises des offres

Each tender drafted in English or French in 07 (seven) copies including 01 original and 06 copies marked as such, These shall be submitted in one sealed pack containing three (3) envelopes; (A: Administrative file, B: Technical file, 0: Financial file), The sealed pack shall bear no information on the enterprise, and should reach the Regional Delegation of Public Contracts for the North West Bamenda, at the Regional Delegate's private secretariat, door 101 tel: 233361887, not later than (See schedule below), and should carry the inscription:

**"OPENED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE N°. N°
31/ONIT/RDMINMAPNWRB/2017 of
FOR THE CONSTRUCTION OF BALI COURTHOUSE IN THE DEPARTMENT OF MEZAM NORTHWEST REGION
OF CAMEROON (PHASE I)**

«: To be opened only at the bid opening session. »

10. Delai de Livraison

The duration for the execution of works is Four (04) months This period starts from the date of notification of the Order of Service to begin work.

11. Cautionnement Provisoire

Each bidder must attach to his administrative documents, a bid bond in the amount of **one million two hundred thousand (1 200 000) fcfa** described below, issued by a first class bank approved by the Ministry of Finance and listed in Exhibit 12 CAD and valid for thirty (30) days beyond the original expiration date of offers

12. Recevabilité des Offres

The administrative documents required shall be produced in originals or true copies certified by the relevant services, and in accordance with the Special Rules and Regulations of the invitation to tender; otherwise the bid shall be rejected. They shall not be older than three (3) months and shall not be produced after the signing of the tender file. Any bid not in conformity with the prescriptions of this notice and tender file shall be declared inadmissible. Especially, the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance or the non-respect of the models of the tender file documents shall lead to the rejection of the bid outright without further appeal.

13. Ouverture des Plis

The opening of the bids in one phase shall be done on **31/07/17 at 13hrs prompt** In the Conference Hall of the Regional Delegation of Public Contracts for the North West by the competent tender board. Only bidders may attend or be duly represented by a person of their choice, who has full knowledge of the file and mandated in that capacity.

14. Critères d'évaluation

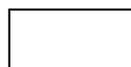
The evaluation will be following the so-called qualifying criteria and following the criteria of the so-called essential point system a. Eliminary criteria

N°	CRITERES	OUI	NON
1			

incomplete administrative file







2	False or falsified documents in the presence of the tender documents		
3	Technical Note below 75%		
4	Omission in the financial file of a quantified unit price		
5	-Absence or insufficient bid bond;		
6	-Deadline of execution more than the prescribed; (four 04) MONTHS		

Any file that will get at least one (01) "No" to any of these criteria will be disqualified and will result in the elimination of the Offer. This elimination can be observed at the opening of bids with reference to the Minutes of bid opening.

b Essential criteria(10 items)

	ESSENTIAL CRITERE	OUI	NON
1	General references of the company with No justification by PV realization by the company of construction of two buildings R+ 1 and the last five (05) year)		
2	Attestation and report of site visit		
3	Number and qualification of site personnel		
4	Equipment of the enterprise		
5	Organization, methodology, and work schedule		
6	Civil Engineering Engineer presence and work of civil engineer with over 5 years of experience., non-registered ONIGC		
7	Average Turnover in the last three years (2014,2015,2016) or greater A200 000 000 CFA francs. ;JUSTIFYING OF HAVING CONSTRUCTED R+1 STRUCTURE"		
8	Presence of a financial surface certificate issued by a first class bank, in amount equal to at least CFAF 75% of the project cost		
9	Clerk of works and /or project leader is meeting the minimum requirements prescribed In the scoring grid		

(NB: Only tenders that have obtained at least 75 points out of 100 on the essential criteria above will be admitted to the financial evaluation.

15. Attribution

The Commission will propose the award of the contract to the tenderer which has submitted an administrative compliant tender to the tender document, will have submitted responsive technical offer and a financial lowest evaluated bidder.

16. Durée Validité des Offres

Bidders will remain committed to their bids for one hundred and twenty (90) days from the deadline set for the submission of tenders.

17. Renseignements Complémentaires

Abidder can ask any Complementary technical information may be obtained every day during working hours from the Regional Delegation of Public Contracts for the North West (at the **Regional Delegate's private secretariat, door 101 tel: 233361887**).

BAMENDA le 10 Juillet 2017

Le DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

BANG JOSEPH EWUNSOH

COMMUNE DE LAGDO

**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL RESTREINT N°001/AAONR/LC /LDO/CIPM/2017 DU 22 JUIN 2017
LANCE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EN CHARGE
D'INITIATION DES POPULATIONS RIVERAINES DU PLAN D'EAU DE LAGDO A LA COLLECTE ET A LA
VALORISATION DE LA JACINTHE D'EAU ET DES AUTRES PLANTES AQUATIQUES ENVAHISSANTES
DANS LA COMMUNE DE LAGDO**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
51 28 362 06 641514 2811 931

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public pour l'exercice 2017, le Maire de la Commune de Lagdo lance, un Appel d'Offres National Restreint pour le recrutement d'un consultant en charge d'initiation des populations riveraines du plan d'eau de Lagdo à la collecte et à la valorisation de la jacinthe d'eau et des autres plantes aquatiques envahissantes dans la Commune de Lagdo. Localités Concernées ; Napanla, Yagadi, Kaouna et Madagascar II

2. Consistance des prestations

Dans le cadre de cette prestation, il sera question pour le prestataire qui sera retenu D'acquérir les matériels devant servir à la collecte et à la valorisation de la jacinthe d'eau et des autres plantes aquatiques envahissantes ; De mettre en place des champs expérimentaux de d'un (01) quart au moins dans chaque village retenu avec le compost issu des activités de 2017 De présenter aux populations des sites concernés, l'éventail des possibilités de valorisation de la jacinthe d'eau et des autres espèces envahissantes (compost, objets d'art, aliment pour le bétail, etc.) avec le produit issu de la collecte ; - D'initier les mêmes populations à la collecte et à la valorisation des plantes aquatiques envahissantes en compost (une fosse au moins par village), objets d'art (tableau, sac, paillason) et aliment pour le bétail (au moins 500 bottes par hangar et par site de collecte) ; - D'accompagner les populations dans la collecte de la Jacinthe d'eau et des autres plante aquatiques envahissantes sur les lignes de navigation YAGADI-KAOUNA, YAGADIMADAGASCAR II et NAPANLA ; sur une largeur de 20 mètres minimum pour une superficie de 15 Hectares au moins ; - D'appuyer les populations à la vulgarisation des produits issus de la valorisation.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quinze millions (15 000 000) FCFA Toutes Taxes Comprises.

4. Allotissement

un seul lot

5. Participation et origine

La participation au présent avis d'Appel d'Offre Restreint est ouverte aux bureaux d'études ci-dessous retenus à l'issue de l'examen des dossiers relatifs à l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt N°001/ASMI/C/LDO/2017 du 17 février 2017. Il s'agit de : 01 Bureau d'étude BETGEOCOMPETENCE B.P : 716 Garoua Tél:6 99 00 62 18 Groupement d'Initiative Commune de Formation et d'Appui au Développement Intégral Rural (GIC FADIR) B.P : 1586 Garoua, Tel : 677 670 370 677 555 667 Mail : gicfadir@yahoo.fr ; Société Génie Rucimel B.P. : 59 Garoua, Tel : 690 98 67 50

6. Financement

La présente activité sera financée par le Budget d'Investissement Public (BIP)/MINEPDED, Exercice 2017 sous l'imputation budgétaire 51 28 362 06 641514 2811 931

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables dès publication du présent avis au Secrétariat Général de la Commune de Lagdo

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré auprès du Secrétariat Général de la Commune de Lagdo dès publication du présent avis sur présentation d'une quittance de versement à la Recette Municipale de Lagdo d'une somme non remboursable de 30 000 (trente mille) FCFA représentant les frais d'achat du dossier

9. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies, marquée comme tel, devra parvenir au Secrétariat Général de la Commune de Lagdo au plus tard le 13 Juillet 2017 à 10 heures précises et devra porter

uniquement la mention **APPEL D'OFFRE NATIONAL RESTREINT N°001/AONR/CIMP/C/LDO/2017 DU 22 JUIN 2017 LANCE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EN CHARGE D'INITIATION DES POPULATIONS RIVERAINES DU PLAN D'EAU DE LAGDO A LA COLLECTE ET A LA VALORISATION DE LA JACINTHE D'EAU ET DES AUTRES PLANTES AQUATIQUES ENVAHISSANTES DANS LA COMMUNE DE LAGDO**

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

10. Délai de Livraison

(90) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission de cinq cent mille (500 000) Francs CFA établie par une Banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originelle de validité des Offres.

12. Recevabilité des Offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission de cinq cent mille (500 000) Francs CFA établie par une Banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originelle de validité des Offres. Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une Autorité Administrative territorialement compétente conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offre. Elles devront obligatoirement être datées de moins trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offre. Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offre sera déclarée irrecevable

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en deux temps. L'ouverture des offres administratives et techniques aura lieu à la salle des conférences du

CEOCA de la Commune de Lagdo le 13 Juillet 2017 à 11H 00 mn. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant connaissance de l'offre. L'ouverture des offres financières se fera à une date ultérieure en présence des soumissionnaires

14. Critères d'évaluation

Absence de la caution de soumission ;

- Absence d'une pièce constituant l'offre à l'ouverture des offres ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Non-conformité après 48 h d'une pièce du dossier ;

Non-conformité aux spécifications techniques majeures de la fourniture ;

Offre financière incomplète (absence de bordereau des prix unitaires, devis quantitatif et estimatif).

II. PRINCIPAUX CRITÈRES DE QUALIFICATION

Les critères de qualification sont les suivants :

I- Compréhension de la mission, approche méthodologique et plan de travail

a- Observations et suggestions pertinentes sur la collecte et la valorisation de la jacinthe d'eau et les autres plantes aquatiques envahissantes

b- Approche technique et méthodologique

G- Plan de travail

II- Expérience des consultants (personne morale) pertinente pour la mission

II- Qualifications et expériences du personnel clé pour la mission

Le score technique minimum requis est de 70/100 points.

15. Attribution

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité - coût (mieux disant) conformément aux procédures décrites dans le présent DAG. La note finale N sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci après:

$N = 70 \times \text{Note technique (Nt)} + 30 \times \text{Note financière (Nf)}$ La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante:

Soit F_m le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule ;

$N_f = 100 \times \frac{F_m}{F}$ F_m = le montant de la proposition la moins disante F = le montant de la proposition considérée Le soumissionnaire présentant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatrevingt dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Secrétariat de la Commune de Lagdo ou en appelant les numéros suivants : 696 36 99 78/661 09 09 69/699 85 48 67 ADDITIFA LA DEMANDE DE COTATION Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler ou de modifier le présent Avis d'Appel d'Offre avant la date limite de dépôt des offres suite à une demande d'éclaircissements d'un soumissionnaire relevant un manquement

GAROUA le 22 Juin 2017

Le MAIRE

MAHAMAT ABAKAI

PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF

SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UNE FIRME NATIONALE EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE GESTION PAR LA PERFORMANCE (CONTRAT DE PERFORMANCE) DES ACTEURS DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DE LA PREPARATION/EXECUTION/SUIVI DU BUDGET D'INVESTISSEMENT.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

En vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la dépense publique et au renforcement du système statistique, le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) une Avance de Préparation de Projet (PPA V0600) pour la réalisation des activités de préparation du projet D'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE ET DU SYSTEME STATISTIQUE dont l'Agence d'exécution est le Secrétariat Général du MINEPAT, par délégation pendant la période du fonds de préparation, la Coordination Nationale du Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Au stade actuel de la formulation dudit projet, quatre principales composantes ont été retenues à savoir : (i) la consolidation de la réforme des finances publiques dans deux ministères pilotes clés à savoir la santé et l'éducation : il sera en outre question dans cette composante d'appuyer la mise en œuvre de la circulaire du Premier Ministre de septembre 2016, de préparer le troisième triennat du budget programme et de faciliter le déploiement du système intégré de gestion des ressources humaines et de la solde (SIGIPES II) ; (ii) l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public notamment à travers l'appui à la mise en place du fonds de maturation, l'appui au suivi du BIP (application de suivi du BIP et implémentation du suivi axé sur les résultats), l'identification et la mise en œuvre des actions à entreprendre pour réduire le niveau des Soldes Engagés non Décaissés en matière de financement extérieur ; (iii) l'appui à la réforme des marchés publics à travers l'introduction d'un système de rémunération axée sur les résultats pour les commissions de passation des marchés et le développement et le déploiement d'une application d'archivage et de suivi des marchés publics (le e-tracking), (iv) le renforcement du système statistique à travers la mise en place des infrastructures informatiques et de diffusion dans le nouveau bâtiment de l'INS, l'appui à la collecte des données pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre des ODD, la collecte des données sur le commerce transfrontalier et l'appui au financement du 4^{ème} RGPH.

Les longs délais de passation des marchés et le non-paiement régulier des indemnités de session aux membres des commissions de passation des marchés constituent autant de facteurs qui plombent l'efficacité de l'investissement public. Par ailleurs, bien que les taux de consommation des ressources allouées à l'investissement public se soient considérablement améliorés ces dernières années, il y a toutefois lieu de relever les modalités d'allocation des ressources aux comités locaux de suivi du BIP ne sont ni fonction du nombre de projets à suivre, ni de la superficie du département ou de la région considéré. Il en résulte donc une allocation non optimale des ressources aux instances chargées du suivi de l'investissement public ; ce qui ne permet pas toujours à ces instances d'effectuer un suivi efficace qui se limite pour certains cas à des réunions y afférentes.

Dans l'optique d'une plus grande efficacité et efficience dans l'accomplissement des missions dévolues, aux Commissions de Passation des marchés d'une part et, aux Comités Locaux de Suivi du BIP d'autre part, visant à améliorer en conséquence la performance du Budget d'Investissement Public, il est prévu dans le cadre de la préparation du projet susmentionné, de procéder à la réalisation d'une étude de faisabilité portant sur la mise en place d'un mécanisme de financement basé sur la performance en matière de rémunération des commissions de passation des marchés, de préparation et de suivi du Budget d'investissement public.

2. Objet

L'objectif de la présente étude est de proposer des modèles de financement basé sur les résultats adaptés, d'une part à la rémunération des commissions de passation des marchés, et, d'autre part, à la préparation et au suivi du Budget d'investissement public.

3. Consistance des prestations

De manière spécifique, il s'agira :

En matière de suivi du BIP ;

- Procéder à la revue des critères d'allocation du Budget d'investissement public au sein d'un département ministériel donné (les départements ministériels cibles devront être définies ultérieurement) ;
- Procéder à la revue des mécanismes d'allocation des enveloppes budgétaires aux Comités Locaux de suivi du budget d'investissement public dans les régions ciblées ;
- Définir les impacts que l'on pourrait escompter de la mise en place du financement basé sur la performance au niveau du suivi du BIP ;
- Proposer les indicateurs de performance en matière de suivi du BIP;
- Définir les mécanismes d'incitation à mettre en place y compris les méthodes de calcul et de paiement des primes y afférentes ;
- Décrire les procédures et les outils de la mise en œuvre du financement basé sur les résultats en matière de suivi du BIP ;
- Proposer les mécanismes d'affectation et de gestion des ressources issues du paiement des subsides ;
- Proposer les modèles de contrat de performance à conclure entre le MINEPAT et les acteurs impliqués dans le suivi du BIP (Comités locaux de suivi du BIP, etc.) ;
- Définir un système de contrôle/vérification de la quantité/qualité des prestations rendues par les acteurs impliqués dans le suivi du BIP ;
- Définir les instruments d'assurance qualité et de régulation du système de financement basé sur la performance dans le suivi du BIP ;
- Définir un système de suivi-évaluation de la mise en œuvre du financement basé sur la performance en matière de suivi du BIP ;
- Définir le dispositif institutionnel pour la mise en place de la phase pilote de financement basé sur la performance en matière de suivi du BIP.

En matière de passation des marchés :

- D'analyser les mécanismes actuels de rémunération des commissions de passation des marchés (cadre juridique, mode de rémunération, mécanismes de paiement, difficultés rencontrées, etc.);
- Définir les impacts que l'on pourrait escompter de la mise en place du financement basé sur la performance au niveau de la passation des marchés ;
- Proposer les indicateurs de performance en matière de passation des marchés;
- Définir les mécanismes d'incitation à mettre en place y compris les méthodes de calcul et de paiement des primes y afférentes ;
- Décrire les procédures et les outils de la mise en œuvre du financement basé sur les résultats en matière de passation des marchés ;
- Proposer les mécanismes d'affectation et de gestion des ressources issues du paiement des subsides ;
- Proposer les modèles de contrat de performance à conclure entre le MINMAP et les commissions de passation des marchés ;
- Définir un système de contrôle/vérification de la quantité/qualité des prestations rendues par les acteurs impliqués dans la passation des marchés ;
- Définir les instruments d'assurance qualité et de régulation du système de financement basé sur la performance dans la passation des marchés;
- Définir un système de suivi-évaluation de la mise en œuvre du financement basé sur la performance en matière de passation des marchés;
- Définir le dispositif institutionnel pour la mise en place de la phase pilote de financement basé sur la performance en matière de passation des marchés et de préparation et suivi du BIP.

Un cahier des charges détaillé sera mis à la disposition du Consultant sélectionné et annexé à son contrat.

4. Participation et origine

Le Coordonnateur National du PNDP, invite les (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt pour fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.) et qu'ils ont réalisés avec succès les prestations semblables, (prestation terminées dans de bonnes conditions).

5. Financement

CREDIT IDA N°V OO600

6. Remises des offres

Les Manifestions d'Intérêt écrites (un original et six copies) doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 31 juillet 2017 à 17 Heures (heure locale) et devront comporter la mention suivante « Sollicitation a manifestation d'intérêt pour la sélection d'une firme nationale en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un système de gestion par la performance (contrat de performance) des acteurs de la commande publique et de la préparation/exécution/suivi du budget d'investissement ».

7. Composition du dossier

Cette manifestation devra contenir :

- Une lettre de manifestation d'intérêt ;
- Les documents pertinents permettant de connaître le statut juridique du Consultant;
- Les pièces justificatives permettant la vérification des déclarations conformément aux critères retenus ; en effet, toute information non justifiée ne sera pas considérée.

8. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont les suivants :

Etre un cabinet conseil avec des compétences avérées dans le domaine des finances publiques (stratégie de mobilisation des ressources, élaboration des plans stratégiques, etc.) ;

-Posséder des références dans les domaines de l'élaboration des manuels opérationnels et de l'évaluation des politiques publiques et ;

-Avoir une expérience de travail avec l'administration publique camerounaise.

-Avoir une équipe multidisciplinaire composée au moins de quatre experts dont la composition reflète les compétences suivantes :

Profil du chef de mission expert dans les questions de finance publique

Le cabinet proposera comme chef de mission un expert disposant d'un minimum de (BAC+5) dans les domaines suivants : économie, gestion, management ou des domaines connexes.

Le chef de mission devra en outre disposer d'au moins 10 ans d'expérience dans la gestion finances publiques. Il devra disposer également d'au moins 3 ans d'expérience dans les questions de passation des marchés et 5 ans d'expériences sur les questions de suivi du BIP.

Profil de l'Ingénieur statisticien

L'Expert proposé devra disposer d'un diplôme d'Ingénieur statisticien et disposer d'une expérience d'au moins huit (8) ans en matière de formulation des indicateurs et cinq (05) ans dans le domaine de mise en place des mécanismes de suivi-évaluation des projets ou des politiques de développement.

Profil de l'expert en management ou en technique d'organisation

L'expert en management ou technique d'organisation devra disposer d' (BAC+5) dans les domaines du management, de la gestion, techniques d'organisation ou domaine connexe. En plus il devra également disposer d'une expérience d'au moins 7 ans en matière de gestion axée sur les résultats.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : "Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, édition janvier 2011, version révisée en juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

9. Renseignements Complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires sur l'objet de la présente manifestation d'intérêt à la même adresse.

Cellule Nationale de Coordination du PNDP sise à Nouvelle Route Bastos, face de l'ancien PNUD B.P: 660 Yaoundé, Cameroun. Tel. : 222 21 36 64/222 21 36 65, et aux heures suivantes : de 08 heures à 17 heures.

10. Evaluation et publication des resultats

Le Consultant sera sélectionné, par la méthode fondée sur la Qualification des Consultants en accord avec les procédures définies dans les Directives : sélection et emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre de Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA (édition de janvier 2011, révisée en juillet 2014).

Avant la négociation du contrat, il sera demandé au Consultant de fournir les CV des experts proposés, dûment signés par les concernés, afin de confirmer sa qualification. Le Consultant classé premier sera sélectionné pour la suite de la procédure.

Le PNDP se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le COORDONNATEUR NATIONAL

NGA MARIE MADELEINE



PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF

SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA REVUE DU PROCESSUS DE SIGNATURE DES DECRETS D'INDEMNISATION ET DE PAIEMENT DES INDEMNITES AUX POPULATIONS AFFECTEES PAR LA REALISATION DES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES : ELABORATION D'UN GUIDE/FICHE TECHNIQUE Y AFFERENT

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

En vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la dépense publique et au renforcement du système statistique, le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) une Avance de Préparation de Projet (PPA V0600) pour la réalisation des activités de préparation du projet D'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE ET DU SYSTEME STATISTIQUE dont l'Agence d'exécution est le Secrétariat Général du MINEPAT, par délégation pendant la période du fonds de préparation, la Coordination Nationale du Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Au stade actuel de la formulation dudit projet, quatre principales composantes ont été retenues à savoir : (i) la consolidation de la réforme des finances publiques dans deux ministères pilotes clés à savoir la santé et l'éducation : il sera en outre question dans cette composante d'appuyer la mise en œuvre de la circulaire du Premier Ministre de septembre 2016, de préparer le troisième triennat du budget programme et de faciliter le déploiement du système intégré de gestion des ressources humaines et de la solde (SIGIPES II) ; (ii) l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public notamment à travers l'appui à la mise en place du fonds de maturation, l'appui au suivi du BIP (application de suivi du BIP et implémentation du suivi axé sur les résultats), l'identification et la mise en œuvre des actions à entreprendre pour réduire le niveau des Soldes Engagés non Décaissés en matière de financement extérieur ; (iii) l'appui à la réforme des marchés publics à travers l'introduction d'un système de rémunération axée sur les résultats pour les commissions de passation des marchés et le développement et le déploiement d'une application d'archivage et de suivi des marchés publics (le e-tracking), (iv) le renforcement du système statistique à travers la mise en place des infrastructures informatiques et de diffusion dans le nouveau bâtiment de l'INS, l'appui à la collecte des données pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre des ODD, la collecte des données sur le commerce transfrontalier et l'appui au financement du 4^{ème} RGPH.

La lourdeur et la longueur des procédures d'indemnisation des populations affectées par la réalisation des projets à financement conjoint y compris des projets d'infrastructures sur financement national constituent l'un des principaux facteurs qui empêchent l'absorption des fonds mis à disposition. Les raisons régulièrement évoquées notamment au cours de diverses revues de portefeuille de coopération pour expliquer les longs délais d'obtention des décrets d'indemnisation concernent : (i) la méconnaissance des procédures de délivrance des décrets d'indemnisation par les UGP, (ii) les délais anormalement longs de certaines étapes de la procédure d'obtention des décrets d'indemnisation, (iii) les charges de fonctionnement des commissions de constat et d'évaluation assez élevées et (iv) le fait que les standards d'évaluation des biens au niveau de la Banque Mondiale différents de ceux prescrits par la réglementation nationale.

Dans l'optique de faire face à ces contraintes et améliorer par conséquent le niveau des SEND, il est prévue dans le cadre de la réalisation du projet susmentionné, de procéder à une revue du processus de signature et de paiement des indemnités aux populations affectées par la réalisation des projets de développement ; ce dans l'optique d'une simplification desdites procédures en vue d'une réduction significative des délais de signature des décrets d'indemnisation par les autorités compétentes.

2. Objet

L'objectif de la présente prestation est d'élaborer un guide en vue de la simplification des procédures et délais requis pour l'obtention des décrets d'indemnisation. De manière spécifique

3. Consistance des prestations

il s'agira :

- Faire l'état des lieux des textes juridiques qui encadre les procédures d'indemnisation et d'expropriation au Cameroun ;
- Procéder à la revue de toutes les étapes du processus dans l'optique d'analyser les goulots d'étranglement ;
- Proposer les solutions/recommandations (règles de gestion) pour simplifier les procédures du processus d'indemnisation et indiquer pour chacune des étapes les faits générateurs de manière à identifier les étapes qui peuvent être menées de manière simultanée ;
- Faire des propositions pour encadrer les délais de chacune des étapes et le budget des Commissions de Constat et d'évaluation ;
- Produire un manuel de procédure simplifié en indiquant la durée de chacune des étapes requises ;
- Proposer un mécanisme de contrôle pour le respect des délais à chacune des étapes ;
- Vulgariser le manuel.

Les résultats attendus du Consultant sélectionné sont :

- La revue des textes juridiques qui encadrent la sollicitation des décrets d'indemnisation au Cameroun ;
- Les goulots d'étranglement du processus d'indemnisation sont identifiés ;
- Les actions à entreprendre pour simplifier le processus et réduire les délais sont identifiées
- Le manuel de procédure est élaboré et vulgarisé.

Un cahier des charges détaillé sera mis à la disposition du Consultant individuel sélectionné et annexé à son contrat.

4. Participation et origine

Le Coordonnateur National du PNDP, invite les consultants individuels (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt pour fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.) et qu'ils ont réalisés avec succès les prestations semblables, (prestation terminées dans de bonnes conditions).

5. Financement

CREDIT IDA N°V OO600

6. Remises des offres

Les Manifestions d'Intérêt écrites (un original et six copies) doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 31 juillet 2017 à 17 Heures (heure locale) et devront comporter la mention suivante « Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la sélection d'un Consultant Individuel pour la revue du processus de signature des décrets d'indemnisation et de paiement des indemnités aux populations affectées par la réalisation des grands projets d'infrastructures : élaboration d'un guide/fiche technique y affèrent ».

7. Composition du dossier

Les candidats doivent fournir les pièces suivantes :

- la lettre de motivation ;
 - le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience dans les missions similaires;
 - les copies certifiées des diplômes exigés;
- (les justificatifs probants des références dans les missions similaires.

Le PNDP se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation

Les candidats et/ou candidates intéressé(e)s doivent avoir les compétences, qualifications, et aptitudes requises ci-après:

Qualifications

Disposer d'un minimum de BAC + 5 dans le domaine des sciences sociales, de la gestion des projets, l'Aménagement du Territoire, ou la géographie ;

-Avoir au moins 5 années d'expérience dans la Gouvernance foncière et développement local ;

-Avoir au moins 5 années d'expérience dans la rédaction des plans d'actions recasement des projets ou Plan de déplacement et de réinstallation liés aux grands projets ;

-Avoir au moins 5 années d'expérience dans la rédaction des études d'impacts environnementaux et sociaux liés aux grands projets ;

-Disposer d'une bonne expérience en matière de collecte des données et de conduite des entrevues;

-Avoir une bonne connaissance des dispositifs existants en matière de politique foncière au Cameroun ;

-Avoir une expérience de travail avec les administrations publiques camerounaises, la Banque mondiale et/ou le Système des Nations Unies.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : "Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, édition janvier 2011, version révisée en juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

9. Renseignements Complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires sur l'objet de la présente manifestation d'intérêt à la même adresse.

Cellule Nationale de Coordination du PNDP sise à Nouvelle Route Bastos, face de l'ancien PNUD B.P: 660 Yaoundé, Cameroun. Tel. : 222 21 36 64/222 21 36 65, et aux heures suivantes : de 08 heures à 17 heures.

10. Evaluation et publication des resultats

Un consultant sera choisi selon la méthode de sélection de consultant individuel telle que décrite dans les Directives Sélection et Emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre de Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA, janvier 2011, version révisée juillet 2014 (« Directives de Consultants »).

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le COORDONNATEUR NATIONAL

NGA MARIE MADELEINE

PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF

SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE D'ELABORER LE MANUEL D'EXECUTION ET DE PROCEDURES ADMINISTRATIVES, COMPTABLES ET FINANCIERS DU PROJET D'EFFICACITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE ET DU RENFORCEMENT DU SYSTEME STATISTIQUE

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

En vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la dépense publique et au renforcement du système statistique, le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) une Avance de Préparation de Projet (PPA V0600) pour la réalisation des activités de préparation du projet D'EFFICACITÉ DE LA DÉPENSE PUBLIQUE ET DU SYSTÈME STATISTIQUE dont l'Agence d'exécution est le Secrétariat Général du MINEPAT, par délégation pendant la période du fonds de préparation, la Coordination Nationale du Programme National de Développement Participatif (PNDP)..

Au stade actuel de la formulation dudit projet, quatre principales composantes ont été retenues à savoir : (i) la consolidation de la réforme des finances publiques dans deux ministères pilotes clés à savoir la santé et l'éducation : il sera en outre question dans cette composante d'appuyer la mise en œuvre de la circulaire du Premier Ministre de septembre 2016, de préparer le troisième triennat du budget programme et de faciliter le déploiement du système intégré de gestion des ressources humaines et de la solde (SIGIPES II) ; (ii) l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public notamment à travers l'appui à la mise en place du fonds de maturation, l'appui au suivi du BIP (application de suivi du BIP et implémentation du suivi axé sur les résultats), l'identification et la mise en œuvre des actions à entreprendre pour réduire le niveau des Soldes Engagés non Décaissés en matière de financement extérieur ; (iii) l'appui à la réforme des marchés publics à travers l'introduction d'un système de rémunération axée sur les résultats pour les commissions de passation des marchés et le développement et le déploiement d'une application d'archivage et de suivi des marchés publics (le e-tracking), (iv) le renforcement du système statistique à travers la mise en place des infrastructures informatiques et de diffusion dans le nouveau bâtiment de l'INS, l'appui à la collecte des données pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre des ODD, la collecte des données sur le commerce transfrontalier et l'appui au financement du 4ème RGPH.

Dans l'optique de faciliter la mise en œuvre du Projet d'Efficacité de la Dépense Publique et du Renforcement du Système Statistique et ainsi contribuer à l'atteinte de ses objectifs, le Gouvernement et la Banque Mondiale ont convenu de la mise en place d'un manuel d'exécution et de procédures du projet

2. Objet

La présente mission a pour objectifs :

- d'élaborer le manuel d'exécution du PEPS ;
- d'élaborer le manuel de procédures administrative, comptable et financière du projet ;
- de former les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet, à son utilisation.

3. Consistance des prestations

Les résultats attendus du Consultant sélectionné sont :

- Les modalités d'exécution du PEPS décrites ;
- les procédures administrative, comptable et financière du projet disponibles ;
- L'ensemble des acteurs impliqués (Comité de Suivi Technique, Unité Technique d'appui à la Coordination, Unité Technique de mise en Œuvre) dans la mise en œuvre du projet formés à l'utilisation desdits manuels.

Un cahier des charges détaillé sera mis à la disposition du Consultant individuel sélectionné et annexé à son contrat.

4. Participation et origine

Le Coordonnateur National du PNDP, invite les consultants individuels (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt pour fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.) et qu'ils ont réalisés avec succès les prestations semblables, (prestation terminées dans de bonnes conditions).

5. Financement

CREDIT IDA N°V OO600

6. Remises des offres

Les Manifestions d'Intérêt écrites (un original et six copies) doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 31 juillet 2017 à 17 Heures (heure locale) et devront comporter la mention suivante « Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la sélection d'un Consultant Individuel chargé d'élaborer le manuel d'exécution et de procédures administratives, comptables et financiers du projet d'efficacité de la dépense publique et du renforcement du système statistique ».

7. Composition du dossier

Les candidats doivent fournir les pièces suivantes :

- la lettre de motivation ;
- le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience dans les missions similaires;
- les copies certifiées des diplômes exigés;
- les justificatifs probants des références dans les missions similaires.

Le PNDP se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation

Les candidats et/ou candidates intéressé(e)s doivent avoir les compétences, qualifications, et aptitudes requises ci-après:

Qualifications

- Expert-comptable diplômé ou Expert en organisation et/ou économie ou Gestion, niveau minimum de Bac + 5, possédant au moins 7 ans d'expérience ;
- Avoir une bonne connaissance des problématiques liées à la gestion des finances publiques;
- posséder au moins trois références dans la rédaction des Manuels d'exécution ou procédures pour des Projets ;
- posséder une bonne connaissance de l'environnement de l'exécution des Projets financés par les organismes multilatéraux tels que la Banque mondiale, la BAD, etc.

9. Renseignements Complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires sur l'objet de la présente manifestation d'intérêt à la même adresse.

Cellule Nationale de Coordination du PNDP sise à Nouvelle Route Bastos, face de l'ancien PNUD B.P: 660 Yaoundé, Cameroun. Tel. : 222 21 36 64/222 21 36 65, et aux heures suivantes : de 08 heures à 17 heures.

10. Evaluation et publication des resultats

Un consultant sera choisi selon la méthode de sélection de consultant individuel telle que décrite dans les Directives Sélection et Emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre de Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA, janvier 2011, version révisée juillet 2014 (« Directives de Consultants »).

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le COORDONNATEUR NATIONAL

NGA MARIE MADELEINE

PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF

SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA REALISATION D'UN CAHIER DES CHARGES EN VUE DU DEVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION DE SUIVI DES PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

En vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la dépense publique et au renforcement du système statistique, le Gouvernement de la République du Cameroun envisage a obtenu de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) une Avance de Préparation de Projet (PPA V0600) pour la réalisation des activités de maturation du projet D'AMELIORATION DE L'EFFICACITÉ ET DE L'EFFICIENCE DE LA DÉPENSE PUBLIQUE ET DU SYSTÈME STATISTIQUE dont l'Agence d'exécution est le Secrétariat Général du MINEPAT, par délégation pendant la période du fonds de préparation, la Coordination Nationale du Programme National de Développement Participatif (PNDP)..

Au stade actuel de la formulation dudit projet, quatre principales composantes ont été retenues à savoir : (i) la consolidation de la réforme des finances publiques dans deux ministères pilotes clés à savoir la santé et l'éducation : il sera en outre question dans cette composante d'appuyer la mise en œuvre de la circulaire du Premier Ministre Chef du Gouvernement de septembre 2016, de préparer le troisième triennat du budget programme et de faciliter le déploiement du système intégré de gestion des ressources humaines et de la solde (SIGIPES II) ; (ii) l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public notamment à travers l'appui à la mise en place du fonds de maturation, l'appui au suivi de l'exécution du Budget d'Investissement Public(application de suivi du BIP et implémentation du suivi axé sur les résultats), l'identification et la mise en œuvre des actions à entreprendre pour réduire le niveau des Soldes Engagés non Décaissés en matière de financement extérieur ; (iii) l'appui à la réforme des marchés publics à travers l'introduction d'un système de rémunération axée sur les résultats pour les commissions de passation des marchés et le développement et le déploiement d'une application d'archivage et de suivi des marchés publics (le e-tracking) ; (iv) le renforcement du système statistique à travers : la mise en place des infrastructures informatiques et de diffusion dans le nouveau bâtiment de l'INS, l'appui à la collecte des données pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre des ODD, la collecte des données sur le commerce transfrontalier et l'appui au financement du 4ème RGP.

Le système de suivi-évaluation actuel tant au niveau du portefeuille de coopération qu'au niveau des projets ne permet pas toujours de disposer à bonne date des données consolidées sur l'état de mise en œuvre des projets et programmes. De plus après la clôture des projets, le pays ne dispose plus de toutes les informations générées pendant sa mise en œuvre et par conséquent ne peut s'en servir pour améliorer la mise en œuvre des futurs projets ou alors des politiques de développement. Par ailleurs, chaque projet a son propre système informatisé de suivi-évaluation, ce qui ne permet pas toujours d'agrèger les indicateurs et de renseigner par conséquent les indicateurs stratégiques de performance au niveau programme de coopération en général. Il est à noter que la CAA a aussi un progiciel (SIGED) permettant la gestion intégrée des financements extérieurs existant - qui gère particulièrement les projets depuis les conventions de financements jusqu'au décaissement. SIGED pourrait être une source importante d'information sur le suivi-évaluation financier des FINEX.

Dans l'optique d'une harmonisation des systèmes de suivi-évaluation au niveau des projets à financement extérieur bénéficiant de l'appui de la Banque mondiale, d'une part, et de l'informatisation/automatisation dudit système, d'autre part, il est envisagé la mise en place d'un système informatique de suivi-évaluation des projets à financement extérieur avec une phase pilote uniquement limité aux projets bénéficiant de l'appui de la Banque mondiale et de la BAD.

En vue d'un développement harmonieux dudit système, il s'avère adéquat de réaliser une étude de faisabilité y afférent ainsi que le cahier des charges y relatif.

2. Objet

L'objectif général de la présente étude est la description détaillée des fonctionnalités de l'application informatique de suivi évaluation des projets à financement extérieur. De manière spécifique

3. Consistance des prestations

il s'agit de:

- Procéder à recensement suivi d'une analyse de l'existant en matière de suivi-évaluation des projets à financement extérieur ;
- Faire une analyse et spécification des besoins fonctionnels de la future application ainsi que les différentes contraintes liées à son implémentation ;
- Décrire l'architecture technique du dispositif ainsi que le choix et les orientations technologiques retenues pour son implémentation ; Il s'agit d'effectuer ici, une analyse cout bénéfices sommaire entre les options d'acquisitions de solutions progiciels ou de développement spécifique.
- Elaborer le dossier de conception général (Basée sur l'analyse fonctionnelle et technique effectuée plus haut) de l'application ;
- Proposer un plan de mise en œuvre ainsi qu'un plan des ressources et de charge nécessaire à la mise place de l'application de suivi-évaluation des projets à financement extérieur.
- Proposer un dispositif institutionnel et une organisation pour la gestion, la mise à jour et la maintenance de l'application de suivi-évaluation des projets à financement extérieur.

Les résultats attendus du Consultant sélectionné sont :

- Un état des lieux et un diagnostic des mécanismes et outils de suivi-évaluation des projets à financement extérieur ;
- Les besoins fonctionnels de l'application informatique sont spécifiés et les différentes contraintes sont identifiées ;
- Les différents diagrammes de modélisation de la future application sont disponibles (modélisation statique, dynamique et de déploiement) ;
- Les choix et orientations technologiques pour l'implémentation de la future application sont proposés ;
- L'évaluation financière pour le développement ou l'acquisition de la solution est disponible ;
- Le profil du Consultant et l'organisation requise pour l'implémentation de l'application est disponible ;
- Le plan d'action en vue de la mise en place de l'application est élaboré ;
- Le dispositif institutionnel pour la gestion et la maintenance de la base de données est défini ;

Un cahier des charges détaillé sera mis à la disposition du Consultant individuel sélectionné et annexé à son contrat

4. Participation et origine

Le Coordonnateur National du PNDP, invite les consultants individuels (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt pour fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.) et qu'ils ont réalisés avec succès les prestations semblables, (prestation terminées dans de bonnes conditions).

5. Financement

CREDIT IDA N°V OO600

6. Remises des offres

Les Manifestions d'Intérêt écrites (un original et six copies) doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 31 juillet 2017 à 17 Heures (heure locale) et devront comporter la mention suivante « Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la sélection d'un Consultant Individuel en vue de l'élaboration de la réalisation d'un cahier des charges en vue du développement d'une application de suivi des projets a financements extérieurs ».

7. Composition du dossier

Les candidats doivent fournir les pièces suivantes :

- la lettre de motivation ;
- le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience dans les missions similaires;
- les copies certifiées des diplômes exigés;
- les justificatifs probants des références dans les missions similaires.

Le PNDP se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont les suivants :

L'étude sera confiée à un consultant individuel, spécialisé en architecture/urbanisation des systèmes d'informations ayant un BAC + 5 en informatique ou équivalent et disposant de:

-Au moins dix ans d'expérience en management et la mise en œuvre des systèmes d'information géographique (SIG);

-Expertise dans la conception et la mise en œuvre de base de données Spatiale ;

-Maîtrise des outils et méthodologies de mise en œuvre des SI ;

-Connaissance du marché des applicatifs de SIG ;

-Maîtrise des outils de développement d'application web, surtout des applications web SIG ;

-d'une bonne maîtrise des outils et techniques de suivi-évaluation des projets de développement ;

-une expérience de travail avec la Banque mondiale et le système des Nations des Unies serait un atout

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : "Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, édition janvier 2011, version révisée en juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

9. Renseignements Complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires sur l'objet de la présente manifestation d'intérêt à la même adresse.

Cellule Nationale de Coordination du PNDP sise à Nouvelle Route Bastos, face de l'ancien PNUD B.P: 660 Yaoundé, Cameroun Tel. : 222 21 36 64/222 21 36 65, et aux heures suivantes : de 08 heures à 17 heures.

10. Evaluation et publication des resultats

Un consultant sera choisi selon la méthode de sélection de consultant individuel telle que décrite dans les Directives Sélection et Emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre de Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA, janvier 2011, version révisée juillet 2014 (« Directives de Consultants »).

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le COORDONNATEUR NATIONAL

NGA MARIE MADELEINE

PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF

SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL NATIONAL CHARGE D'ELABORER LE MANUEL DE SUIVI-EVALUATION DU PROJET D'EFFICACITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE ET DU RENFORCEMENT DU SYSTEME STATISTIQUE

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

En vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la dépense publique et au renforcement du système statistique, le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) une Avance de Préparation de Projet (PPA V0600) pour la réalisation des activités de préparation du projet D'AMELIORATION DE L'EFFICACITÉ DE LA DÉPENSE PUBLIQUE ET DU SYSTÈME STATISTIQUE dont l'Agence d'exécution est le Secrétariat Général du MINEPAT, par délégation pendant la période du fonds de préparation, la Coordination Nationale du Programme National de Développement Participatif (PNDP)..

Au stade actuel de la formulation dudit projet, quatre principales composantes ont été retenues à savoir : (i) la consolidation de la réforme des finances publiques dans deux ministères pilotes clés à savoir la santé et l'éducation : il sera en outre question dans cette composante d'appuyer la mise en œuvre de la circulaire du Premier Ministre de septembre 2016, de préparer le troisième triennat du budget programme et de faciliter le déploiement du système intégré de gestion des ressources humaines et de la solde (SIGIPES II) ; (ii) l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public notamment à travers l'appui à la mise en place du fonds de maturation, l'appui au suivi du BIP (application de suivi du BIP et implémentation du suivi axé sur les résultats), l'identification et la mise en œuvre des actions à entreprendre pour réduire le niveau des Soldes Engagés non Décaissés en matière de financement extérieur ; (iii) l'appui à la réforme des marchés publics à travers l'introduction d'un système de rémunération axée sur les résultats pour les commissions de passation des marchés et le développement et le déploiement d'une application d'archivage et de suivi des marchés publics (le e-tracking), (iv) le renforcement du système statistique à travers la mise en place des infrastructures informatiques et de diffusion dans le nouveau bâtiment de l'INS, l'appui à la collecte des données pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre des ODD, la collecte des données sur le commerce transfrontalier et l'appui au financement du 4ème RGPH.

Dans l'optique de faciliter la mise en œuvre du Projet d'Efficacité de la Dépense Publique et du Renforcement du Système Statistique et ainsi contribuer à l'atteinte de ses objectifs, le Gouvernement et la Banque Mondiale ont convenu de la mise en place d'un manuel d'exécution et de procédures du projet.

2. Objet

Le manuel de suivi-évaluation vise définir les processus et mécanismes à mettre en place en vue de la réalisation des différents produits attendus du suivi-évaluation du projet à savoir : (i) les rapports périodiques de mise en œuvre du projet, (ii) les rapports d'évaluations et, (iii) les rapports de performances du projet, notamment en termes de niveau d'atteinte des résultats escomptés.

3. Consistance des prestations

De manière spécifique, il s'agira de :

- Décrire le projet, y compris son cadre logique et sa chaîne de résultats ;
- Décrire les différents mécanismes de suivi-évaluation du projet : il s'agira de présenter l'ensemble des mécanismes de suivi-évaluation, y compris les acteurs impliqués et leurs rôles ;
- Présenter l'ensemble des extrants attendus du système de suivi-évaluation, y compris les processus de production desdits extrants ;
- Définir le système de suivi des extrants attendus de la mise en œuvre du projet ;
- Définir le système de suivi de la performance du projet en terme de collecte des informations relatives au niveau de résultats atteints ;
- Décrire le mécanisme de gestion intégrée des informations par les acteurs du système de suivi-évaluation et les caractéristiques de l'application informatique à mettre en place à cet effet ;
- Elaborer le chronogramme et le budget nécessaire au suivi-évaluation.

Les résultats attendus du Consultant sélectionné sont :

- La chaîne de résultats du projet, y compris les indicateurs y afférents est déterminée ;
 - Le système de suivi-évaluation du projet est élaboré ;
 - Les mécanismes de réalisation des produits attendu du suivi du projet sont mis en place ;
 - Les mécanismes d'évaluation du projet sont mis en place.
 - Le chronogramme et le budget nécessaire pour le suivi-évaluation du projet est déterminé ;
 - Les procédures de suivi-évaluation sont formulés ;
 - Le système de gestion de l'information relative au suivi-évaluation est déterminé ;
 - Les capacités des acteurs sont renforcées à l'utilisation des outils et mécanismes de suivi-évaluation du projet.
- Un cahier des charges détaillé sera mis à la disposition du Consultant individuel sélectionné et annexé à son contrat.

4. Participation et origine

Le Coordonnateur National du PNDP, invite les consultants individuels (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt pour fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.) et qu'ils ont réalisés avec succès les prestations semblables, (prestation terminées dans de bonnes conditions).

5. Financement

CREDIT IDA N°V OO600

6. Remises des offres

Les Manifestations d'Intérêt écrites (un original et six copies) doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 31 juillet 2017 à 17 Heures (heure locale) et devront comporter la mention suivante « Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la sélection d'un consultant individuel national chargé d'élaborer le manuel de suivi-évaluation du projet d'efficacité de la dépense publique et du renforcement du système statistique ».

7. Composition du dossier

Les candidats doivent fournir les pièces suivantes :

- la lettre de motivation ;
- le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience dans les missions similaires;
- les copies certifiées des diplômes exigés;
- les justificatifs probants des références dans les missions similaires.

Le PNDP se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont les suivants :

La présente mission sera réalisée par un consultant, sur la base des procédures de choix des consultants décrites par les directives de la Banque Mondiale. Compte tenu de la nature des prestations ayant trait à des domaines divers tels que : la gestion administrative et financière des Projets, la comptabilité des Projets, la passation des marchés selon les procédures de la Banque Mondiale, la gestion environnementale et sociale, et la connaissance du Secteur concerné (finances publiques), le Consultant sera de préférence un Consultant individuel possédant le profil suivant :

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (Bac + 5) ou de tout autre diplôme équivalent, dans les domaines de la gestion/suivi des projets, de l'économie et d'un domaine connexe. Une bonne connaissance en administration, gestion des projets et surtout du secteur des finances publiques au Cameroun serait un atout. une bonne connaissance des questions abordées et reprises ci-dessus ;
- Disposer d'au moins 10 ans d'expérience en matière de planification stratégique et/ou suivi-évaluation des projets ;
- Posséder au moins cinq références dans la rédaction des Manuels des manuels de suivi-évaluation de projet ;
- Posséder une bonne connaissance de l'environnement de l'exécution des Projets financés par les organismes multilatéraux tels que la Banque mondiale, la BAD, etc.

9. Renseignements Complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires sur l'objet de la présente manifestation d'intérêt à la même adresse.

Cellule Nationale de Coordination du PNDP sise à Nouvelle Route Bastos, face de l'ancien PNUD B.P: 660 Yaoundé, Cameroun. Tel. : 222 21 36 64/222 21 36 65, et aux heures suivantes : de 08 heures à 17 heures.

10. Evaluation et publication des resultats

Un consultant sera choisi selon la méthode de sélection de consultant individuel telle que décrite dans les Directives Sélection et Emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre de Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA, janvier 2011, version révisée juillet 2014 (« Directives de Consultants »).

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le COORDONNATEUR NATIONAL

NGA MARIE MADELEINE

PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF

SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL NATIONAL EN APPUI A L'EQUIPE CHARGEE D'ELABORER LE RAPPORT ANNUEL CONSOLIDE DE LA MISE EN OEUVRE DES PROJETS BENEFICIANT DE L'APPUI DE LA BANQUE MONDIALE AU CAMEROUN.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

En vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la dépense publique et au renforcement du système statistique, le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) une Avance de Préparation de Projet (PPA V0600) pour la réalisation des activités de préparation du projet D'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE ET DU SYSTEME STATISTIQUE dont l'Agence d'exécution est le Secrétariat Général du MINEPAT, par délégation pendant la période du fonds de préparation, la Coordination Nationale du Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Au stade actuel de la formulation dudit projet, quatre principales composantes ont été retenues à savoir : (i) la consolidation de la réforme des finances publiques dans deux ministères pilotes clés à savoir la santé et l'éducation : il sera en outre question dans cette composante d'appuyer la mise en œuvre de la circulaire du Premier Ministre de septembre 2016, de préparer le troisième triennat du budget programme et de faciliter le déploiement du système intégré de gestion des ressources humaines et de la solde (SIGIPES II) ; (ii) l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public notamment à travers l'appui à la mise en place du fonds de maturation, l'appui au suivi du BIP (application de suivi du BIP et implémentation du suivi axé sur les résultats), l'identification et la mise en œuvre des actions à entreprendre pour réduire le niveau des Soldes Engagés non Décaissés en matière de financement extérieur ; (iii) l'appui à la réforme des marchés publics à travers l'introduction d'un système de rémunération axée sur les résultats pour les commissions de passation des marchés et le développement et le déploiement d'une application d'archivage et de suivi des marchés publics (le e-tracking), (iv) le renforcement du système statistique à travers la mise en place des infrastructures informatiques et de diffusion dans le nouveau bâtiment de l'INS, l'appui à la collecte des données pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre des ODD, la collecte des données sur le commerce transfrontalier et l'appui au financement du 4^{ème} RGPH.

L'accès à l'information relative à l'état de mise en œuvre des projets de coopération avec la Banque mondiale par les acteurs de développement constitue l'une des principales faiblesses du mécanisme de suivi du portefeuille de coopération Cameroun Banque mondiale. Cette situation a pour corollaire, d'une part, l'inexistence de source de données fiables pour la production du rapport annexé à la loi de règlement, toute chose qui alourdit le processus de collecte de données y afférents, et d'autre part, la faible capitalisation des leçons apprises de la mise en œuvre des projets entraînant leur non prise en compte lors de la formulation des politiques de développement.

Dans l'optique d'améliorer la mise à disposition des informations relatives à la mise en œuvre du programme de coopération de coopération Cameroun/ Banque mondiale, il a été vivement recommandé au terme de la dernière revue du portefeuille de coopération de produire et diffuser un rapport annuel sur l'état de mise en œuvre des projets du portefeuille de coopération avec la Banque Mondiale au Cameroun.

A cet égard et à l'effet de disposer d'une première mouture dudit rapport qui sera mis à jour annuellement, il a été préconisé le recrutement d'un consultant chargé d'accompagner l'équipe dans sa réalisation.

2. Objet

L'objectif de la prestation est l'appui à l'élaboration du rapport de mise en œuvre du programme de Coopération Cameroun Banque mondiale pour le Compte de l'année 2016.

3. Consistance des prestations

Plus spécifiquement :

- d'enrichir le canevas actuellement disponible pour le rapport ;
- de collecter auprès des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme de coopération les données et informations sur les principales réalisations du programme pour le compte de l'année 2016, y compris les interventions hors projet (notamment en matière de dialogue sur les politiques économiques et les réformes);
- de collecter auprès des projets un recueil d'image sur les principales réalisations du programme en 2016 ;
- de proposer au regard de l'état de mise en œuvre du programme deux à trois thématiques que l'on pourrait développer dans le cadre dudit rapport en matière de capitalisation des leçons apprises de la mise en œuvre du programme en 2016 ;
- Sur la base des informations collectées et de la thématique retenue, élaborer le premier draft du rapport à soumettre à la validation des acteurs lors de l'atelier de relecture du rapport prévu courant juillet 2017;
- d'actualiser et améliorer la présentation des fiches de projets bénéficiant de l'appui de la Banque mondiale au Cameroun ;
- actualiser la note de coopération avec la Banque mondiale ;
- Proposer une maquette ou un canevas de dossier du Cameroun en vue de sa participation aux assemblées annuelles de la Banque mondiale.

Les résultats attendus du Consultant sélectionné sont :

- Les informations relatives à la mise en œuvre du programme de coopération sont collectés ;
- Le rapport annuel de mise en œuvre du programme de coopération en 2016 est élaboré et diffusé
- Le design des fiches de projet est amélioré et lesdites fiches sont actualisées.
- La note de coopération avec la Banque mondiale est actualisée.
- La maquette de dossier pour les assemblées annuelles est élaborée.

Un cahier des charges détaillé sera mis à la disposition du Consultant individuel sélectionné et annexé à son contrat.

4. Participation et origine

Le Coordonnateur National du PNDP, invite les consultants individuels (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt pour fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.) et qu'ils ont réalisés avec succès les prestations semblables, (prestations terminées dans de bonnes conditions).

5. Financement

CREDIT IDA N°V OO600

6. Remises des offres

Les Manifestions d'Intérêt écrites (un original et six copies) doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 31 juillet 2017 à 17 Heures (heure locale) et devront comporter la mention suivante « Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la sélection d'un Consultant Individuel national en appui à l'équipe chargée d'élaborer le rapport annuel de mise en œuvre des projets bénéficiant de l'appui de la banque mondiale au Cameroun ».

7. Composition du dossier

Les candidats doivent fournir les pièces suivantes :

- la lettre de motivation ;
- le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience dans les missions similaires;
- les copies certifiées des diplômes exigés;
- les justificatifs probants des références dans les missions similaires.

Le PNDP se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation

Les candidats et/ou candidates intéressé(e)s doivent avoir les compétences, qualifications, et aptitudes requises ci-après:

Qualifications

- Disposer d'un minimum de BAC + 5 dans les domaines de l'économie, l'agriculture ou la gestion des projets ;
- Avoir au moins 10 années d'expérience dans la rédaction des rapports ;
- Disposer d'une bonne expérience en matière de collecte des données et de conduite des entrevues;
- Avoir une bonne connaissance des orientations stratégiques du Cameroun en matière de développement ;
- Avoir une expérience de travail avec les administrations publiques camerounaises, la Banque mondiale et/ou le Système des Nations Unies.

9. Renseignements Complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires sur l'objet de la présente manifestation d'intérêt à la même adresse.

Cellule Nationale de Coordination du PNDP sise à Nouvelle Route Bastos, face de l'ancien PNUD B.P: 660 Yaoundé, Cameroun. Tel. : 222 21 36 64/222 21 36 65, et aux heures suivantes : de 08 heures à 17 heures.

10. Evaluation et publication des resultats

Un consultant sera choisi selon la méthode de sélection de consultant individuel telle que décrite dans les Directives Sélection et Emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre de Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA, janvier 2011, version révisée juillet 2014 (« Directives de Consultants »).

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le COORDONNATEUR NATIONAL

NGA MARIE MADELEINE

PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF

SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE GESTION PAR LA PERFORMANCE (CONTRAT DE PERFORMANCE) DES ACTEURS DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DE LA PREPARATION/EXECUTION/SUIVI DU BUDGET D'INVESTISSEMENT

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

En vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la dépense publique et au renforcement du système statistique, le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) une Avance de Préparation de Projet (PPA V0600) pour la réalisation des activités de préparation du projet D'AMELIORATION DE L'EFFICACITÉ DE LA DÉPENSE PUBLIQUE ET DU SYSTÈME STATISTIQUE dont l'Agence d'exécution est le Secrétariat Général du MINEPAT, par délégation pendant la période du fonds de préparation, la Coordination Nationale du Programme National de Développement Participatif (PNDP)..

Au stade actuel de la formulation dudit projet, quatre principales composantes ont été retenues à savoir : (i) la consolidation de la réforme des finances publiques dans deux ministères pilotes clés à savoir la santé et l'éducation : il sera en outre question dans cette composante d'appuyer la mise en œuvre de la circulaire du Premier Ministre de septembre 2016, de préparer le troisième triennat du budget programme et de faciliter le déploiement du système intégré de gestion des ressources humaines et de la solde (SIGIPES II) ; (ii) l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public notamment à travers l'appui à la mise en place du fonds de maturation, l'appui au suivi du BIP (application de suivi du BIP et implémentation du suivi axé sur les résultats), l'identification et la mise en œuvre de actions à entreprendre pour réduire le niveau des Soldes Engagés non Décaissés en matière de financement extérieur ; (iii) l'appui à la réforme des marchés publics à travers l'introduction d'un système de rémunération axée sur les résultats pour les commissions de passation des marchés et le développement et le déploiement d'une application d'archivage et de suivi des marchés publics (le e-tracking), (iv) le renforcement du système statistique à travers la mise en place des infrastructures informatiques et de diffusion dans le nouveau bâtiment de l'INS, l'appui à la collecte des données pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre des ODD, la collecte des données sur le commerce transfrontalier et l'appui au financement du 4ème RGPH.

Les longs délais de passation des marchés et le non-paiement régulier des indemnités de session aux membres des commissions de passation des marchés constituent autant de facteurs qui plombent l'efficacité de l'investissement public. Par ailleurs bien que les taux de consommation des ressources allouées à l'investissement public se soient considérablement améliorés ces dernières années, il y'a toutefois lieu de relever les modalités d'allocation des ressources aux comités locaux de suivi du BIP ne sont ni fonction du nombre de projets à suivre, ni de la superficie du département ou de la région considéré. Il en résulte donc une allocation non optimale des ressources aux instances chargées du suivi de l'investissement public ; ce qui ne permet pas toujours à ces instances d'effectuer un suivi efficace qui se limite pour certains cas à des réunions y afférentes.

Dans l'optique d'une plus grande efficacité et efficience dans l'accomplissement des missions dévolues, aux Commissions de Passation des marchés d'une part et, aux Comités Locaux de Suivi du BIP d'autre part, visant à améliorer en conséquence la performance du Budget d'Investissement Public, il est prévue dans le cadre de la préparation du projet susmentionné, de procéder à la réalisation d'une étude de faisabilité portant sur la mise en place d'un mécanisme de financement basé sur la performance en matière de rémunération des commissions de passation des marchés, de préparation et de suivi du Budget d'investissement public.

2. Objet

L'objectif de la présente étude est de proposer des modèles de financement basé sur les résultats adaptés, d'une part à la rémunération des commissions de passation des marchés, et, d'autre part, à la préparation et au suivi du Budget d'investissement public. De manière spécifique

3. Consistance des prestations

il s'agira :

En matière de suivi du BIP ;

- Procéder à la revue des critères d'allocation du Budget d'investissement public au sein d'un département ministériel donné (les départements ministériels cibles devront être définies ultérieurement) ;
- Procéder à la revue des mécanismes d'allocation des enveloppes budgétaires aux Comités Locaux de suivi du budget d'investissement public dans les régions ciblées ;
- Définir les impacts que l'on pourrait escompter de la mise en place du financement basé sur la performance au niveau du suivi du BIP ;
- Proposer les indicateurs de performance en matière de suivi du BIP;
- Définir les mécanismes d'incitation à mettre en place y compris les méthodes de calcul et de paiement des primes y afférentes ;
- Décrire les procédures et les outils de la mise en œuvre du financement basé sur les résultats en matière de suivi du BIP ;
- Proposer les mécanismes d'affectation et de gestion des ressources issues du paiement des subsides ;
- Proposer les modèles de contrat de performance à conclure entre le MINEPAT et les acteurs impliqués dans le suivi du BIP (Comités locaux de suivi du BIP, etc.) ;
- Définir un système de contrôle/vérification de la quantité/qualité des prestations rendues par les acteurs impliqués dans le suivi du BIP ;
- Définir les instruments d'assurance qualité et de régulation du système de financement basé sur la performance dans le suivi du BIP ;
- Définir un système de suivi-évaluation de la mise en œuvre du financement basé sur la performance en matière de suivi du BIP ;
- Définir le dispositif institutionnel pour la mise en place de la phase pilote de financement basé sur la performance en matière de suivi du BIP.

En matière de passation des marchés :

- D'analyser les mécanismes actuels de rémunération des commissions de passation des marchés (cadre juridique, mode de rémunération, mécanismes de paiement, difficultés rencontrées, etc.);
- Définir les impacts que l'on pourrait escompter de la mise en place du financement basé sur la performance au niveau de la passation des marchés ;
- Proposer les indicateurs de performance en matière de passation des marchés;
- Définir les mécanismes d'incitation à mettre en place y compris les méthodes de calcul et de paiement des primes y afférentes ;
- Décrire les procédures et les outils de la mise en œuvre du financement basé sur les résultats en matière de passation des marchés ;
- Proposer les mécanismes d'affectation et de gestion des ressources issues du paiement des subsides ;
- Proposer les modèles de contrat de performance à conclure entre le MINMAP et les commissions de passation des marchés ;
- Définir un système de contrôle/vérification de la quantité/qualité des prestations rendues par les acteurs impliqués dans la passation des marchés ;
- Définir les instruments d'assurance qualité et de régulation du système de financement basé sur la performance dans la passation des marchés;
- Définir un système de suivi-évaluation de la mise en œuvre du financement basé sur la performance en matière de passation des marchés;
- Définir le dispositif institutionnel pour la mise en place de la phase pilote de financement basé sur la performance en matière de passation des marchés et de préparation et suivi du BIP.

4. Participation et origine

Le Coordonnateur National du PNDP, invite les consultants individuels (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt pour fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.) et qu'ils ont réalisés avec succès les prestations semblables, (prestation terminées dans de bonnes conditions).

5. Financement

CREDIT IDA N°V OO600

6. Remises des offres

Les Manifestions d'Intérêt écrites (un original et six copies) doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 31 juillet 2017 à 17 Heures (heure locale) et devront comporter la mention suivante « Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la sélection d'un Consultant international en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un système de gestion par la performance (contrat de performance) des acteurs de la commande publique et de la préparation/exécution/suivi du budget d'investissement ».

7. Composition du dossier

Les candidats doivent fournir les pièces suivantes :

- la lettre de motivation ;
- le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience dans les missions similaires;
- les copies certifiées des diplômes exigés;
- les justificatifs probants des références dans les missions similaires.

Le PNDP se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont les suivants :

L'étude sera confiée à un consultant international expert en financement basé sur la performance et de gestion RH publique par la performance qui travaillera en collaboration avec le cabinet conseil qui sera recruté à cet effet au niveau national.

Le consultant international devra disposer d'un minimum de BAC+5 dans les domaines du management, de la gestion, de l'économie, etc.

Il devra disposer d'une expérience de 7 ans minimum en matière de mise en place des mécanismes des financements basé sur la performance et de gestion RH publique par la performance.

Il devra avoir une bonne maîtrise des problématiques de gestion des finances publiques avec une expérience dans le contexte africain ;

Une expérience au Cameroun serait un atout.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : "Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, édition janvier 2011, version révisée en juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

9. Renseignements Complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires sur l'objet de la présente manifestation d'intérêt à la même adresse.

Cellule Nationale de Coordination du PNDP sise à Nouvelle Route Bastos, face de l'ancien PNUD B.P: 660 Yaoundé, Cameroun. Tel. : 222 21 36 64/222 21 36 65, et aux heures suivantes : de 08 heures à 17 heures.

10. Evaluation et publication des resultats

Un consultant sera choisi selon la méthode de sélection de consultant individuel telle que décrite dans les Directives Sélection et Emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre de Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA, janvier 2011, version révisée juillet 2014 (« Directives de Consultants »).

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le COORDONNATEUR NATIONAL ADJOINT

NGA MARIE MADELEINE

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1178 /C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai d'exécution
004/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	Ménage à l'ASCNPD	TWINLEX LTD B.P: 8219 Yaoundé Tel : 694 05 37 00/ 677 28 28 26 RC/YAO/210/A/230 N°Cont : P048400405913B	7 967 307 FCFA	12 mois

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1190/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
012/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	la confection des cartes sécurisées des Appelés phase 2 à l'ASCNPD	ETS CREAMINE B.P: 1232 Yaoundé Tel : 673 82 82 66 / 696 96 02 82 N°RC/YAE/2012/A/167 N°Cont : P028100531379M	12 163 500 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi, celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1194/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
013/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	la confection des cartes sécurisées des Volontaires phase 2 à l'ASCNPD	ETS EVER CLEAN B.P: 14013 Yaoundé Tel : 675 13 46 31 / 699 69 84 35 N°RC/YAE/2016/A/926 N°Cont : P028812481135N	11 183 265 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi, celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1188/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
011/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	La production des supports de campagne des CECIN à l'ASCNPD	ETS PACIFIQ PRINT B.P: 2864 Yaoundé Tel : 242 69 76 43/ 696 41 21 40 N°RC : RCMM/RC/MFOU/A/64 N°Cont : P017600508247G	17 976 940 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1184/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
009/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	la production des supports de campagne de sensibilisation pour les fléaux sociaux à l'ASCNPD	ETS CREAMINE B.P: 1232 Yaoundé Tel : 673 82 82 66 / 696 96 02 82 N°RC/YAE/2012/A/167 N°Cont : P028100531379M	18 488 180 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1176/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai d'exécution
003/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	Gardiennage à l'ASCNPD	AFRICA SECURITY CAMEROUN B.P: 2174 Yaoundé Tel : 694 44 84 35/ 694 45 72 49 N°Cont : M129400001731U	11 877 300 FCFA	12 mois

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

**AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE
PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT****COMMUNIQUE N° 1180/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017**[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire du marché ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
005/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	L'acquisition des kits d'encouragement des Appelés à l'ASCNPD	ETS SAHA B.P: 8112 Yaoundé Tel : 699 98 01 33 N°RC/YAO/2014/A/3432 N°Cont : P098811777306L	58 503 454 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature dudit marché.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1182/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire du marché ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
007/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	L'acquisition des kits des Appelés à l'ASCNPD	ETS YEL'S et COMPANY B.P: 24205 Yaoundé Tel : 671 99 92 70/675 80 61 84 N°RC/YAO/2017/A/2748 N°Cont : P048912677834M	52 010 888 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature dudit marché.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

**AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE
PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT****COMMUNIQUE N° 1192/ C/ASCNPD/DG/CIPM DU 06 JUILLET 2017**[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique. Le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
006/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	l'acquisition des kits des volontaires pionniers de l'ASCNPD	MULTI BUSINESS STARGATE SERVICES B.P: 5273 YAOUNDE Tel : 675 07 64 70 / 694 78 78 82 N°RC/YAO/2012/A/243 N°Cont : P107200509067D	39 567 770 FCFA	Trente (30) jours

Ledit soumissionnaire est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Passé ce délai, leurs offres seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

**AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE
PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT****COMMUNIQUE N° 1186/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017**[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
010/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	L'acquisition du matériel sportif à l'ASCNPD	ETS PA'AMAN et COMPANY B.P: 12951 Yaoundé Tel : 699 92 54 14 / 677 38 51 27 N°RC/YAE/2000/A/428 N° Cont : P117912545796N	13 303 530 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**COMMUNIQUE N° 000012/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES
RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°0012/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, POUR LE RECRUTEMENT D'UN
CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
APPLIQUE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SIGAT) DE LA REGION DU SUD-OUEST, EN
PROCEDURE D'URGENCE**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire communique :

L'Entreprise ci-après est déclarée adjudicataire de l'Appel d'Offres National Restreint susvisé.

Nom du soumissionnaire	Montant TTC	Délai d'exécution
ETS CORRIDOR BP : 13390, Yaoundé Tél : 699 786 758	Vingt Quatre Millions Neuf Cent Quatre Vingt Deux Mille Huit Cent Soixante Quinze (24.982.875) FCFA	cinq (05) mois

Cette Entreprise est invitée à se présenter dès diffusion du présent communiqué au MINEPAT, Service des Marchés, porte 011, en vue de l'élaboration du projet de la Lettre-commande.

Par ailleurs, les Entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer procéder au retrait de leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, lesdites offres seront détruites.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le MINISTRE

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**COMMUNIQUE N° 000019/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES
RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°0019/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 24 AVRIL 2017, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET
POUR LA FINALISATION DE L'APPLICATION DE GESTION PREVISIONNELLE DES EFFECTIFS ET DES
COMPETENCES DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire communique :

L'Entreprise ci-après est déclarée adjudicataire de l'Appel d'Offres National Restreint susvisé.

Nom du soumissionnaire	Montant TTC	Délai d'exécution
ETS MT EXPRESS BP : 610, Yaoundé Tél : 243 719 282	Trente Millions Neuf Cent Quatre Vingt Treize Mille Soixante Quinze (30.993.075)	Trois (03) mois

Cette Entreprise est invitée à se présenter dès diffusion du présent communiqué au MINEPAT, Service des Marchés, porte 011, en vue de l'élaboration du projet de la Lettre-commande.

Par ailleurs, les Entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer procéder au retrait de leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, lesdites offres seront détruites.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMUNIQUE N° 000022/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 0022/AONR/MINEPAT/CMPM/2017, EN VUE DE LA SÉLECTION D'UN CABINET/CONSULTANT POUR LA RECONSTITUTION DES ARCHIVES ET PUBLICATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION ET DE L'INTEGRATION RÉGIONALE DU MINEPAT, EN PROCÉDURE D'URGENCE

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire communique :

L'Entreprise ci-après est déclarée adjudicataire de l'Appel d'Offres susvisé suivant les conditions du tableau ci-après.

Nom du soumissionnaire	Montant TTC	Délai d'exécution
ETS MT EXPRESS BP : 610, Yaoundé Tél : 243 719 282	Trente Un Millions Neuf Cent Cinquante Neuf Mille (31.959.000) FCFA	Trois (03) mois

Cette Entreprise est invitée à se présenter dès diffusion du présent communiqué au MINEPAT, Service des Marchés, porte 011, en vue de l'élaboration du projet de la Lettre-commande.

Par ailleurs, les Entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer procéder au retrait de leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, lesdites offres seront détruites.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**COMMUNIQUE N° 000013/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES
RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°
0013/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA SELECTION D'UN
CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU GUIDE DE VERIFICATION INTERNE DU MINEPAT, EN
PROCEDURE D'URGENCE.**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire communique :

L'Entreprise ci-après est déclarée adjudicataire de l'Appel d'Offres National Restreint susvisé.

Nom du soumissionnaire	Montant TTC	Délai d'exécution
I-TECH BP : 390, Yaoundé Tél : 696 782 569	Trente Deux Millions Neuf Cent Treize Mille (32.913.000)	trois (03) mois

Cette Entreprise est invitée à se présenter dès diffusion du présent communiqué au MINEPAT, Service des Marchés, porte 011, en vue de l'élaboration du projet de la Lettre-commande.

Par ailleurs, les Entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer procéder au retrait de leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, lesdites offres seront détruites.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**COMMUNIQUE N° 000015/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES
RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°0015/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE
POUR L'ACTUALISATION DES ETUDES TECHNIQUES D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE SOULEDE
ROUA, EN PROCEDURE D'URGENCE.**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire communique :

L'Entreprise ci-après est déclarée adjudicataire de l'Appel d'Offres National Restreint susvisé.

Nom du soumissionnaire	Montant TTC	Délai d'exécution
Ets la Grace BP : 1162, Yaoundé Tél : 655 89 47 83	Cinquante Un Millions Huit Cent Soixante Quatorze Mille Neuf Cent Vingt Cinq (51.874.925)	trois (03) mois

Cette Entreprise est invitée à se présenter dès diffusion du présent communiqué au MINEPAT, Service des Marchés, porte 011, en vue de l'élaboration du projet de la Lettre-commande.

Par ailleurs, les Entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer procéder au retrait de leurs offres sous quinze jours. Passé ce délai, lesdites offres seront détruites.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

COMMUNE DE DOUALA VI

**ADDITIF AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/AONO/CADVI/CIPM/ST/EPB/2017
ET N° 002/AONO/CADVI/CIPM/ST/ER/2017 RESPECTIVEMENT LES 23 ET 28 JUIN 2017**

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

AU LIEU DE	LIRE
1) La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais jouissant des capacités juridiques, financières, techniques, suffisantes et assujetties au régime du réel.	1) La participation au présent appel d'offres Est ouverte aux entreprises de droit camerounais jouissant des capacités juridiques, financières, techniques, suffisantes et assujetties au régime du réel et simplifié.

N.B : Les nouvelles dates de dépouillement seront donc les 26 et 31 Juillet 2017 respectivement pour les DAO N°001 et N°002.

DOUALA le 11 Juillet 2017

Le MAIRE

EDIMO Ernest

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE

COMMUNIQUE N° 0000017/C/MINJEC/SG/DAG/SDBMM/SM DU 05 JUILLET 2017 PORTANT ATTRIBUTION DEFINITIVE DE LA LETTRE-COMMANDE RELATIVE A LA DEMANDE DE COTATION N°04/DC/MINJEC/CPM/17 DU 06 JUIN 2017 POUR LA FOURNITURE DU MOBILIER DU BUREAU POUR LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE, EN PROCÉDURE D'URGENCE FINANCEMENT : BIP MINJEC 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le ministre de la jeunesse et de l'éducation civique communique :

Par décision N°0000136 /D/MINJEC/SG/DAG/SDBMM/SM DU 05 JUILLET 2017

L'entreprise ci-après a été retenue comme adjudicataire de la Lettre-Commande relative à la Demande de Cotation N°04/DC/MINJEC/CPM/17 du 06 juin 2017 pour la fourniture du mobilier du bureau pour les services centraux du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, en procédure d'urgence

N° lot	Nom et Adresse de l'Entreprise	Montant TTC (en Fcfa)	Lieu d'exécution	Délai d'exécution (en jours)
Unique	SOCIETE AFRILUX S.A. B.P. : 30388 Yaoundé Tél : 222 22 11 44	14 190 750 Francs CFA	Yaoundé	Quarante-cinq (45) jours

Ladite Entreprise est invitée à se présenter dès publication du présent communiqué à la Direction des Affaires Générales de mon département ministériel, pour l'établissement du projet de Lettre-Commande correspondante.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été sélectionnés sont priés de passer retirer leurs soumissions sous quinzaine dès publication du présent communiqué. Passé ce délai, ces offres seront détruites.

YAOUNDE le 5 Juillet 2017

Le MINISTRE

MOUNOUNA FOUTSOU

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1178 /C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai d'exécution
004/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	Ménage à l'ASCNPD	TWINLEX LTD B.P: 8219 Yaoundé Tel : 694 05 37 00/ 677 28 28 26 RC/YAO/210/A/230 N°Cont : P048400405913B	7 967 307 FCFA	12 mois

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1190/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
012/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	la confection des cartes sécurisées des Appelés phase 2 à l'ASCNPD	ETS CREAMINE B.P: 1232 Yaoundé Tel : 673 82 82 66 / 696 96 02 82 N°RC/YAE/2012/A/167 N°Cont : P028100531379M	12 163 500 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi, celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1194/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
013/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	la confection des cartes sécurisées des Volontaires phase 2 à l'ASCNPD	ETS EVER CLEAN B.P: 14013 Yaoundé Tel : 675 13 46 31 / 699 69 84 35 N°RC/YAE/2016/A/926 N°Cont : P028812481135N	11 183 265 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi, celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1188/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
011/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	La production des supports de campagne des CECIN à l'ASCNPD	ETS PACIFIQ PRINT B.P: 2864 Yaoundé Tel : 242 69 76 43/ 696 41 21 40 N°RC : RCMM/RC/MFOU/A/64 N°Cont : P017600508247G	17 976 940 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1184/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
009/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	la production des supports de campagne de sensibilisation pour les fléaux sociaux à l'ASCNPD	ETS CREAMINE B.P: 1232 Yaoundé Tel : 673 82 82 66 / 696 96 02 82 N°RC/YAE/2012/A/167 N°Cont : P028100531379M	18 488 180 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1176/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai d'exécution
003/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	Gardiennage à l'ASCNPD	AFRICA SECURITY CAMEROUN B.P: 2174 Yaoundé Tel : 694 44 84 35/ 694 45 72 49 N°Cont : M129400001731U	11 877 300 FCFA	12 mois

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1180/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire du marché ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
005/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	L'acquisition des kits d'encouragement des Appelés à l'ASCNPD	ETS SAHA B.P: 8112 Yaoundé Tel : 699 98 01 33 N°RC/YAO/2014/A/3432 N°Cont : P098811777306L	58 503 454 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature dudit marché.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1182/ C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire du marché ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
007/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	L'acquisition des kits des Appelés à l'ASCNPD	ETS YEL'S et COMPANY B.P: 24205 Yaoundé Tel : 671 99 92 70/675 80 61 84 N°RC/YAO/2017/A/2748 N°Cont : P048912677834M	52 010 888 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature dudit marché.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1192/ C/ASCNPD/DG/CIPM DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique. Le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
006/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	l'acquisition des kits des volontaires pionniers de l'ASCNPD	MULTI BUSINESS STARGATE SERVICES B.P: 5273 YAOUNDE Tel : 675 07 64 70 / 694 78 78 82 N°RC/YAO/2012/A/243 N°Cont : P107200509067D	39 567 770 FCFA	Trente (30) jours

Ledit soumissionnaire est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Passé ce délai, leurs offres seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

COMMUNIQUE N° 1186/C/ASCNPD/DG/CIPM/17 DU 06 JUILLET 2017

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, communique que le soumissionnaire dont le nom suit est déclaré adjudicataire de la Lettre Commande ci-après :

N° appel d'offre	Objet	Nom de l'attributaire	Montant TTC	Délai de livraison
010/AONO/ASCNPD/ CIPM/17	L'acquisition du matériel sportif à l'ASCNPD	ETS PA'AMAN et COMPANY B.P: 12951 Yaoundé Tel : 699 92 54 14 / 677 38 51 27 N°RC/YAE/2000/A/428 N° Cont : P117912545796N	13 303 530 FCFA	Trente (30) jours

Il est par conséquent prié de se présenter, dès diffusion du présent Communiqué, à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour les formalités de signature de la Lettre-Commande y afférente.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont invités à retirer leurs offres dans un délai de 15 jours. Faute de quoi celles-ci seront détruites.

YAOUNDE le 6 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

TAOSSI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**COMMUNIQUE N° 000012/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES
RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°0012/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, POUR LE RECRUTEMENT D'UN
CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
APPLIQUE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SIGAT) DE LA REGION DU SUD-OUEST, EN
PROCEDURE D'URGENCE**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire communique :

L'Entreprise ci-après est déclarée adjudicataire de l'Appel d'Offres National Restreint susvisé.

Nom du soumissionnaire	Montant TTC	Délai d'exécution
ETS CORRIDOR BP : 13390, Yaoundé Tél : 699 786 758	Vingt Quatre Millions Neuf Cent Quatre Vingt Deux Mille Huit Cent Soixante Quinze (24.982.875) FCFA	cinq (05) mois

Cette Entreprise est invitée à se présenter dès diffusion du présent communiqué au MINEPAT, Service des Marchés, porte 011, en vue de l'élaboration du projet de la Lettre-commande.

Par ailleurs, les Entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer procéder au retrait de leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, lesdites offres seront détruites.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le MINISTRE

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**COMMUNIQUE N° 000019/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES
RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°0019/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 24 AVRIL 2017, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET
POUR LA FINALISATION DE L'APPLICATION DE GESTION PREVISIONNELLE DES EFFECTIFS ET DES
COMPETENCES DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire communique :

L'Entreprise ci-après est déclarée adjudicataire de l'Appel d'Offres National Restreint susvisé.

Nom du soumissionnaire	Montant TTC	Délai d'exécution
ETS MT EXPRESS BP : 610, Yaoundé Tél : 243 719 282	Trente Millions Neuf Cent Quatre Vingt Treize Mille Soixante Quinze (30.993.075)	Trois (03) mois

Cette Entreprise est invitée à se présenter dès diffusion du présent communiqué au MINEPAT, Service des Marchés, porte 011, en vue de l'élaboration du projet de la Lettre-commande.

Par ailleurs, les Entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer procéder au retrait de leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, lesdites offres seront détruites.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMUNIQUE N° 000022/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 0022/AONR/MINEPAT/CMPM/2017, EN VUE DE LA SÉLECTION D'UN CABINET/CONSULTANT POUR LA RECONSTITUTION DES ARCHIVES ET PUBLICATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION ET DE L'INTEGRATION RÉGIONALE DU MINEPAT, EN PROCÉDURE D'URGENCE

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire communique :

L'Entreprise ci-après est déclarée adjudicataire de l'Appel d'Offres susvisé suivant les conditions du tableau ci-après.

Nom du soumissionnaire	Montant TTC	Délai d'exécution
ETS MT EXPRESS BP : 610, Yaoundé Tél : 243 719 282	Trente Un Millions Neuf Cent Cinquante Neuf Mille (31.959.000) FCFA	Trois (03) mois

Cette Entreprise est invitée à se présenter dès diffusion du présent communiqué au MINEPAT, Service des Marchés, porte 011, en vue de l'élaboration du projet de la Lettre-commande.

Par ailleurs, les Entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer procéder au retrait de leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, lesdites offres seront détruites.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**COMMUNIQUE N° 000013/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES
RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°
0013/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA SELECTION D'UN
CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU GUIDE DE VERIFICATION INTERNE DU MINEPAT, EN
PROCEDURE D'URGENCE.**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire communique :

L'Entreprise ci-après est déclarée adjudicataire de l'Appel d'Offres National Restreint susvisé.

Nom du soumissionnaire	Montant TTC	Délai d'exécution
I-TECH BP : 390, Yaoundé Tél : 696 782 569	Trente Deux Millions Neuf Cent Treize Mille (32.913.000)	trois (03) mois

Cette Entreprise est invitée à se présenter dès diffusion du présent communiqué au MINEPAT, Service des Marchés, porte 011, en vue de l'élaboration du projet de la Lettre-commande.

Par ailleurs, les Entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer procéder au retrait de leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, lesdites offres seront détruites.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMUNIQUE N° 000015/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0015/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE POUR L'ACTUALISATION DES ETUDES TECHNIQUES D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE SOULEDE ROUA, EN PROCEDURE D'URGENCE.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire communique :

L'Entreprise ci-après est déclarée adjudicataire de l'Appel d'Offres National Restreint susvisé.

Nom du soumissionnaire	Montant TTC	Délai d'exécution
Ets la Grace BP : 1162, Yaoundé Tél : 655 89 47 83	Cinquante Un Millions Huit Cent Soixante Quatorze Mille Neuf Cent Vingt Cinq (51.874.925)	trois (03) mois

Cette Entreprise est invitée à se présenter dès diffusion du présent communiqué au MINEPAT, Service des Marchés, porte 011, en vue de l'élaboration du projet de la Lettre-commande.

Par ailleurs, les Entreprises n'ayant pas été retenues sont priées de passer procéder au retrait de leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, lesdites offres seront détruites.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DECISION N° 0822/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0012/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE APPLIQUE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SIGAT) DE LA REGION DU SUD-OUEST, EN PROCEDURE D'URGENCE.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,

- VU la Constitution ;
- VU le Décret n° 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics ;
- VU le Décret n° 2008/220 du 04 juillet 2008 portant organisation du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
- VU le Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- VU le Décret n° 2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement modifié et complété par décret N 2015/434 du 02 octobre 2015 portant réaménagement du gouvernement ;
- VU le Décret n° 2012/074 du 08 mars 2012 portant Création, Organisation et Fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n°004/CAB/PM du 30 décembre 2005 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n° 001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des marchés publics ;
- VU la Circulaire n° 001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant Instructions relatives à l'Exécution de la Loi des Finances, au suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés pour l'Exercice 2017 ;
- VU le Procès-verbal de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés Publics du MINEPAT ;

DECIDE :

Article 1 : Le Dossier d'Appel d'Offres National Restreint N° 0012/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 du 19 Avril 2017, pour le recrutement d'un Cabinet/Consultant pour l'élaboration du système d'information géographique appliqué à l'Aménagement du Territoire (SIGAT) de la région du Sud-ouest, en procédure d'urgence, est adjugé au profit de la Société **ETS CORRIDOR, BP : 13390, Yaoundé, Tél : 699 786 758**, pour un montant de **Vingt Quatre Millions Neuf Cent Quatre Vingt Deux Mille Huit Cent Soixante Quinze (24.982.875), FCFA, TTC.**

Article 2 : Ce soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter, dès signature et publication de la présente Décision, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, Porte 011, en vue de l'établissement du Projet de Lettre-commande.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le MINISTRE

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DECISION N° 0823/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0019/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 24 AVRIL 2017, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA FINALISATION DE L'APPLICATION DE GESTION PREVISIONNELLE DES EFFECTIFS ET DES COMPETENCES DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,

- VU la Constitution ;
- VU le Décret n° 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics ;
- VU le Décret n° 2008/220 du 04 juillet 2008 portant organisation du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
- VU le Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- VU le Décret n° 2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement modifié et complété par décret N 2015/434 du 02 octobre 2015 portant réaménagement du gouvernement ;
- VU le Décret n° 2012/074 du 08 mars 2012 portant Création, Organisation et Fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n°004/CAB/PM du 30 décembre 2005 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n° 001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des marchés publics ;
- VU la Circulaire n° 001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant Instructions relatives à l'Exécution de la Loi des Finances, au suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés pour l'Exercice 2017 ;
- VU le Procès-verbal de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés Publics du MINEPAT ;

DECIDE :

Article 1 : Le Dossier d'Appel d'Offres National Restreint N° 0019/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 du 24 Avril 2017, en vue du recrutement d'un cabinet pour la finalisation de l'application de gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences du MINEPAT, en procédure d'urgence est adjugé au profit de la Société **ETS MT EXPRESS BP : 610, Yaoundé, Tél : 243 719 282**, pour un montant de **Trente Millions Neuf Cent Quatre Vingt Treize Mille Soixante Quinze (30.993.075), FCFA, TTC.**

Article 2 : Ce soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter, dès signature et publication de la présente Décision, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, Porte 011, en vue de l'établissement du Projet de Lettre-commande.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DECISION N° 0824/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0022/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 24 AVRIL 2017, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA FINALISATION DE L'APPLICATION DE GESTION PREVISIONNELLE DES EFFECTIFS ET DES COMPETENCES DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,

- VU la Constitution ;
- VU le Décret n° 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics ;
- VU le Décret n° 2008/220 du 04 juillet 2008 portant organisation du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
- VU le Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- VU le Décret n° 2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement modifié et complété par décret N 2015/434 du 02 octobre 2015 portant réaménagement du gouvernement ;
- VU le Décret n° 2012/074 du 08 mars 2012 portant Création, Organisation et Fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n°004/CAB/PM du 30 décembre 2005 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n° 001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des marchés publics ;
- VU la Circulaire n° 001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant Instructions relatives à l'Exécution de la Loi des Finances, au suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés pour l'Exercice 2017 ;
- VU le Procès-verbal de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés Publics du MINEPAT ;

DECIDE :

Article 1 : Le Dossier d'Appel d'Offres National Restreint N° 0022/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 du 24 Avril 2017, en vue du recrutement d'un cabinet pour la finalisation de l'application de gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences du MINEPAT, en procédure d'urgence est adjudgé au profit de la Société **ETS MT EXPRESS, Tél : 675 48 72 14**, pour un montant de **Trente Un Millions Neuf Cent Cinquante Neuf Mille (31.959.000)**, FCFA, TTC.

Article 2 : Ce soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter, dès signature et publication de la présente Décision, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, Porte 05, en vue de l'établissement du Projet de Lettre-commande.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le MINISTRE

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DECISION N° 0821/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 0011/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE APPLIQUE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SIGAT) DE LA REGION DE L'ADAMAOUA, EN PROCEDURE D'URGENCE.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,

- VU la Constitution ;
- VU le Décret n° 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics ;
- VU le Décret n° 2008/220 du 04 juillet 2008 portant organisation du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
- VU le Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- VU le Décret n° 2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement modifié et complété par décret N 2015/434 du 02 octobre 2015 portant réaménagement du gouvernement ;
- VU le Décret n° 2012/074 du 08 mars 2012 portant Création, Organisation et Fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n°004/CAB/PM du 30 décembre 2005 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n° 001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des marchés publics ;
- VU la Circulaire n° 001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant Instructions relatives à l'Exécution de la Loi des Finances, au suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés pour l'Exercice 2017 ;
- VU le Procès-verbal de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés Publics du MINEPAT ;

DECIDE :

Article 1 : Le Dossier d'Appel d'Offres National Restreint N° 0011/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 du 19 Avril 2017, pour le recrutement d'un Cabinet/Consultant pour l'élaboration du système d'information géographique appliqué à l'Aménagement du Territoire (SIGAT) de la région de l'Adamaoua, en procédure d'urgence est adjugé au profit de la Société **ETS CORRIDOR, BP : 13390, Yaoundé, Tél : 699 786 758**, pour un montant de **Vingt Quatre Millions Neuf Cent Quatre Vingt Deux Mille Huit Cent Soixante Quinze (24.982.875), FCFA, TTC.**

Article 2 : Ce soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter, dès signature et publication de la présente Décision, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, Porte 011, en vue de l'établissement du Projet de Lettre-commande.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

COMMUNE DE TUBAH

DECISION N° 02/D/TC/TCITB/2017 OF 09/06/2017 BEARING THE AWARD OF JOBBING ORDER RELATING TO THE CONSTRUCTION WORKS OF THE MATERNITY BLOC OF CMA BAMBILI IN TUBAH SUB-DIVISION, MEZAM DIVISION OF THE NORTH WEST REGION PROJECT OWNER: THE MAYOR OF TUBAH COUNCILFINANCING: MINSANTE FIB 201 7

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

THE MAYOR OF TUBAH COUNCIL MINDFUL OF

MINDFUL OF: the Constitution;

MINDFUL OF: the decree N° 2004/275 of 24th September 2004 on the Public Contracts Code

MINDFUL OF: the circular n° 004/CAB/PM of 30th December 2005 in relation to the application of the Public Contracts Code;

MINDFUL OF: the decree n° 2011/408 of 09th December 2011 organizing the Government;

MINDFUL OF; the decree N° 2011/41 2 of 09th December 2011 reorganizing the Presidency of the Republic;

MINDFUL OF: the decree N° 2012/074 of 08th march 2012 Creating, Organizing and Functioning of the Tenders Board of Public Contracts;

MINDFUL OF: the decree N° 201 2/075 of 08th march 2012 organizing the Ministry of Public Contracts;

MINDFUL OF: the circular N° 001 /CAB/PR of 19th June 2012 in relation to the Award and Control of Public Contracts;

MINDFUL OF: the Decision N° 00000446/D/MINMAP/SG/DAJ/PR of 20th July 2016 appointing members of Tubah Council Internal Tender Board

MINDFUL OF: the Consultation N°02/ONIT/TC/TCITB/2017 OF 09/06/201 7 for the Construction works of the Maternity of CMA Bambili in Tubah Sub-Division, Mezam Division of the North West Region.

MINDFUL OF: the Award proposals of Tubah Council Internal Tender Board transmitted by letter N°14/L/TCITB/2017 of 5/06/2017

DECIDES

Article 1: That Jobbing Orders relating to the Construction works of the Maternity Block of CMA Bambili in Tubah Sub-Division, Mezam Division of the North West Region, Is awarded to the enterprise herein mentioned below:

N° Lot	SUCCESSFUL BIDDER	AMOUNT FCFA TTC	DURATION
Lot 1 : The construction Works of the Maternity Block CMA Bambili	ETS CYPROCAM	39.935.776	90 DAYS

Article 2: This present decision shall be **published and registered** where need be.

BAMENDA le 6 Juillet 2017

Le MAYOR

TANJONG MARTIN MESHONGONG

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DECISION N° 0825/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0013/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA SELECTION D'UN CABINET/CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU GUIDE DE VERIFICATION INTERNE DU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,

- VU la Constitution ;
- VU le Décret n° 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics ;
- VU le Décret n° 2008/220 du 04 juillet 2008 portant organisation du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
- VU le Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- VU le Décret n° 2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement modifié et complété par décret N 2015/434 du 02 octobre 2015 portant réaménagement du gouvernement ;
- VU le Décret n° 2012/074 du 08 mars 2012 portant Création, Organisation et Fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n°004/CAB/PM du 30 décembre 2005 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n° 001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des marchés publics ;
- VU la Circulaire n° 001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant Instructions relatives à l'Exécution de la Loi des Finances, au suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés pour l'Exercice 2017 ;
- VU le Procès-verbal de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés Publics du MINEPAT ;

DECIDE :

Article 1 : Le Dossier d'Appel d'Offres National Restreint N° 0013/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 du 19 Avril 2017, en vue de la sélection d'un cabinet/consultant pour l'élaboration du guide de vérification interne du MINEPAT, en procédure d'urgence est adjudgé au profit de la Société **I-TECH, BP : 13390, Yaoundé, Tél : 696 782 569**, pour un montant de **Trente Deux Millions Neuf Cent Treize Mille (32.913.000), FCFA, TTC.**

Article 2 : Ce soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter, dès signature et publication de la présente Décision, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, Porte 011, en vue de l'établissement du Projet de Lettre-commande.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le **MINISTRE**

MOTAZE Louis Paul

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DECISION N° 0826/D/MINEPAT/CAB DU 07 JUIN 2017 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°0015/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 DU 19 AVRIL 2017, EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE POUR L'ACTUALISATION DES ETUDES TECHNIQUES D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE SOULEDE ROUA, EN PROCEDURE D'URGENCE

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,

- VU la Constitution ;
- VU le Décret n° 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics ;
- VU le Décret n° 2008/220 du 04 juillet 2008 portant organisation du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
- VU le Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- VU le Décret n° 2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement modifié et complété par décret N 2015/434 du 02 octobre 2015 portant réaménagement du gouvernement ;
- VU le Décret n° 2012/074 du 08 mars 2012 portant Création, Organisation et Fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n°004/CAB/PM du 30 décembre 2005 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- VU la Circulaire n° 001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des marchés publics ;
- VU la Circulaire n° 001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant Instructions relatives à l'Exécution de la Loi des Finances, au suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés pour l'Exercice 2017 ;
- VU le Procès-verbal de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés Publics du MINEPAT ;

DECIDE :

Article 1 : Le Dossier d'Appel d'Offres National Restreint N° 0013/AONR/MINEPAT/CMPM/2017 du 19 Avril 2017, en vue de la sélection d'un cabinet/consultant pour l'élaboration du guide de vérification interne du MINEPAT, en procédure d'urgence est adjudgé au profit de la Société **Ets la Grace BP : 1162, Yaoundé Tél : 655 89 47 83** pour un montant de **Cinquante Un Millions Huit Cent Soixante Quatorze Mille Neuf Cent Vingt Cinq (51.874.925)**, FCFA, TTC.

Article 2 : Ce soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter, dès signature et publication de la présente Décision, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, Porte 05, en vue de l'établissement du Projet de Lettre-commande.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

YAOUNDE le 7 Juin 2017

Le MINISTRE

MOTAZE Louis Paul

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

DÉCISION ? 234/D/MINTP/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 28 JUIN 2017 PORTANT ATTRIBUTION PARTIELLE DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 34/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 13/04/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES RURALES DU RÉSEAU OUEST, RÉGION DE L'OUEST (PROGRAMME 2017) FINANCEMENT : BUDGET MINTP (LIGNE FONDS ROUTIER)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage,

- Vu la Constitution ;
- Vu la Loi n° 2016/018 du 14 décembre 2016 portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'Exercice 2017;
- Vu le Décret n° 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics et mis en application par La Circulaire n° 004/CAB/PM du 30 décembre 2005 ;
- Vu le Décret n°2015/434 du 02 octobre 2015 portant réaménagement du Gouvernement;
- Vu le Décret n° 2013/334 du 13 Septembre 2013 portant organisation du Ministère des Travaux Publics ;
- Vu le Décret n° 2001/048 du 23 février 2001, portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- Vu le décret n° 2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- Vu le décret n° 2008/376 du 12 Novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun ;
- Vu le Décret N°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
- Vu le Décret N°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;
- Vu Le décret N°2013/271 du 05 août 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics
- Vu l'arrêté N°00000301/A/MINMAP du 28 décembre 2015 portant création d'une Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics ;
- Vu la Décision N°00000089/D/MINMAP du 08 février 2016 constatant à titre transitoire, la composition des Commissions Ministérielles de Passation des Marchés auprès du Ministère des Travaux Publics ;
- Vu la circulaire n° 003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des Marchés Publics ;
- Vu la circulaire n° 001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des Marchés Publics ;
- Vu la Circulaire N°001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat, des établissements publics administratifs, des collectivités territoriales décentralisées et des autres organismes subventionnés pour l'Exercice 2017 ;
- Vu l'Appel d'Offres National Ouvert N° 34/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 du 13/04/2017 en procédure d'urgence pour l'exécution des Travaux d'entretien Courant de certaines Routes Rurales du Réseau Ouest, Région de l'Ouest (Programme 2017). Financement : Budget MINTP (Ligne Fonds Routier) ;
- Vu l'offre du soumissionnaire ;
- Vu le Procès Verbal N° 52/PV/CMPM-TI/MINTP du 02 Juin 2017 de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures.

DECIDE:

Article 1: L'entreprise dont le nom suit est retenue pour l'exécution des travaux d'entretien courant de certaines Routes Rurales du Réseau Ouest, Région de l'Ouest (Programme 2017). Financement : Budget MINTP (Ligne Fonds Routier).

SOUSSIONNAIRE RETENU



Lot	Désignation	Long (Km)	Nom et Adresse du Soumissionnaire	Montant TTC Lu lors de L'ouverture des plis en FCFA	Montant TTC Corrigé après rabais en FCFA	Observation
26-OU/17	Mbouda (Galim Inter P15) - Bamali (N11)	50	TANDI& SONS ENTREPRISE Tél : 675 38 09 05	100 075 494	100 075 494	Offre la moins disante

Article 2 : Le mandataire de ladite entreprise est invité à se présenter à la Sous-Direction des Marchés Publics, pour l'établissement de son projet de marché.

Article 3 : Les soumissionnaires ayant postulés pour l'Appel d'Offres ci-dessus mentionné et qui n'ont pas été retenus peuvent passer sous quinzaine retirer leurs offres au secrétariat de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures. Passé ce délai ces offres seront détruites.

Article 4 : La présente décision qui tient lieu de main levée de caution de soumission pour les soumissionnaires non retenus sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera. /-

YAOUNDE le 28 Juin 2017

Le *MINISTRE*

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel



MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

DÉCISION ? 245/D/MINTP/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 03/07/2017 PORTANT ATTRIBUTION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 49/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 22 MAI 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN CONFORTATIF DES ROUTES BAFOUSSAM – FOUMBOT – FOUMBAN ; BAMOUGOUM (INTER N6) – LIMITE LITTORAL ; LIMITE OUEST – MELONG (INTER N5) ; ET TRAITEMENT DES FONDRIÈRES AUX PK07+00 ET PK10+00 DE LA P17 FINANCEMENT : BUDGET MINTP, LIGNE FONDS ROUTIER

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 2016/018 du 14 décembre 2016 portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'Exercice 2017 ;

Vu le Décret n° 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics et mis en application par La Circulaire n° 004/CAB/PM du 30 décembre 2005 ;

Vu le Décret n°2015/434 du 02 octobre 2015 portant réaménagement du Gouvernement ;

Vu le Décret n° 2013/334 du 13 Septembre 2013 portant organisation du Ministère des Travaux Publics ;

Vu le Décret n° 2001/048 du 23 février 2001, portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;

Vu le décret n° 2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n° 2008/376 du 12 Novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun ;

Vu le Décret N°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;

Vu le Décret N°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;

Vu Le décret N°2013/271 du 05 août 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics

Vu l'arrêté N°00000301/A/MINMAP du 28 décembre 2015 portant création d'une Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics ;

Vu la Décision N°00000089/D/MINMAP du 08 février 2016 constatant à titre transitoire, la composition des Commissions Ministérielles de Passation des Marchés auprès du Ministère des Travaux Publics ;

Vu la circulaire n° 003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des Marchés Publics ;

Vu la circulaire n° 001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des Marchés Publics ;

Vu la Circulaire N°001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'État, des établissements publics administratifs, des collectivités territoriales décentralisées et des autres organismes subventionnés pour l'Exercice 2017 ;

Vu l'Appel d'Offres National Restreint N° 49/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 du 22 Mai 2017 en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien confortatif des routes BAFOUSSAM – FOUMBOT – FOUMBAN ; BAMOUGOUM (Inter N6) – Limite LITTORAL ; Limite OUEST – MELONG (Inter N5) ; et traitement des fondrières aux PK07+00 et PK10+00 DE LA P17. Financement : Budget MINTP, Ligne Fonds Routier.

DECIDE:

Article 1 : L'Appel d'Offres National Restreint N° 49/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 du 22/05/2017 en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien confortatif des routes Bafoussam-Foumbot-Foumban ; Bamougoum (Inter N6)-Limite Littoral ; Limite Ouest-Melong (Inter N5) ; et traitement des fondrières aux pk 07+00 et pk 10+00 de la P17 est déclaré **infructueux**, aucune offre n'ayant été déposée par les entreprises invitées à soumissionner.

YAOUNDE le 3 Juillet 2017

Le MINISTRE

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

COMMUNE DE MBANGASSINA

ADDITIF N° 09 PORTANT MODIFICATION DES DATES DE REMISE DES OFFRES ET DE DÉPOUILLEMENT DE : AVIS DE CONSULTATION N°01/DC/ CMBNA/CIPM/2017 DU 30 MAI 2017 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA FOURNITURE EN ÉQUIPEMENT DU CENTRE DE PROMOTION DE LA FEMME DE MBANGASSINA, DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM, REGION DU CENTRE

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1 Remises des offres

Au lieu de ...

- Chaque offre rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un original marqué comme tel et six (06) copies, devra parvenir au secrétariat général de la commune de Mbangassina

, au plus tard **le 11 juillet 2017** à 12 heures et devra porter la mention :

« DEMANDE DE COTATION N°01/DC/ CMBNA/CIPM/2017 DU 30 MAI 2017

EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA FOURNITURE EN ÉQUIPEMENT DU CENTRE DE PROMOTION DE LA FEMME DE MBANGASSINA, DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM, REGION DU CENTRE

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Lire plutot

- Chaque offre rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un original marqué comme tel et six (06) copies, devra parvenir au secrétariat général de la commune de Mbangassina

, au plus tard **le 27 juillet 2017** à 12 heures et devra porter la mention :

« DEMANDE DE COTATION N°01/DC/ CMBNA/CIPM/2017 DU 30 MAI 2017

EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA FOURNITURE EN ÉQUIPEMENT DU CENTRE DE PROMOTION DE LA FEMME DE MBANGASSINA, DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM, REGION DU CENTRE »

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

2 Ouverture des Plis

Au lieu de ...

- L'ouverture des offres aura lieu **le 11 juillet 2017** à 13 heures précises par la Commission interne de Passation des Marchés de la commune de Mbangassina, dans la salle des actes de ladite commune.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de

leur choix dument mandaté.

2 Ouverture des Plis

Lire plutot

- L'ouverture des offres aura lieu **le 27 juillet 2017** à 13 heures précises par la Commission interne de Passation des Marchés de la commune de Mbangassina, dans la salle des actes de ladite commune.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dument mandaté.

MBANGASSINA le 10 Juillet 2017

Le MAIRE

MBOENE Bernard

PUBLICITÉ

Service e-JDM
JDM Electronique



Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE
CNE Electronique



Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Personne Morale

Société :

Secteur d'activité :

Représentant
ou
Point Focal

Civilité : Mme Mr

Nom :

Prénom :

Fonction :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Personne Physique

Civilité : Mme Mr

Nom :

Prénom :

Profession :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Localisation

Pays : Ville :

Adresse (**): B.P. :

Tél. (*) : Fax :

E-mail (*) :

Site web :

Option d'Abonnement

- Annuel 49.000 FCFA TTC
- Semestriel 25.000 FCFA TTC
- Trimestriel 15.000 FCFA TTC
- Mensuel 10.000 FCFA TTC

Moyen de paiement

Par virement ou versement dans les comptes ci-dessous :

BICEC : Compte n° 97568660005/16
Banque Atlantique : Compte n° 9510173000510
SCB-Cameroun : Compte n° 9000019311691
EXPRESS UNION : Compte n° 1190008943026
CCEC-SA : Compte n° 100-017265-314-30

Le service est activé dès réception à l'adresse billing@armp.cm, d'une copie du reçu de paiement de frais d'abonnement.

Tout paiement sera automatiquement précédé par une facture.

Pour toute assistance, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse support@armp.cm

(*) séparez les données multiples par les virgules.

(**) quartier, rue, etc....



LE JOURNAL DES MARCHÉS PUBLICS ELECTRONIQUE (e-JDM)

Contenu Riche

- Avis d'appel d'offres lancés
- Attributions effectuées
- Communiqués publiés

Cibles Variées

- Opérateurs économiques
- Investisseurs
- Partenaires Techniques et Financiers
- Administrations publiques et municipales

Exploitation Conviviale

- Recherche multicritères
- Personnalisation de votre JDM
- Accès et consultation faciles sur **Smartphone/ Tablette / PC**

Personnalisable par les Abonnés

- Selon votre secteur d'activité
- Selon votre région d'intérêt et d'attrait
- Selon votre surface financière

 www.armp.cm



e-JDM, L'information accessible, l'information crédible, l'information utile...
La meilleure information sur les Marchés Publics !